

Silence

N°335  
Mai  
2006  
4 €  
6 FS

# Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

## Résistances à la Françafrique

Capitalisme

**Sauver la gratuité ?**

Energies

**Rouler au biocarburant**

Grenoble, 1<sup>er</sup> juin

**Nanotechnologies, non merci !**

FINNE

## Résistances à la Françafrique

|   |    |
|---|----|
| Morte, la Françafrique ?<br><i>de Fabrice Tarrit</i>                | 4  |
| Les Négrophobes<br><i>de Odile Tobner</i>                           | 8  |
| Pour en finir avec les paradis fiscaux<br><i>de Samuël Foutoyet</i> | 11 |
| Les résistances africaines<br><i>d' Ardjouma Sirima</i>             | 13 |
| Françafrique et décroissance<br><i>de Jonathan Ludd</i>             | 15 |

### Décroissance

|  |    |
|--|----|
| Les châtaigniers du 22 <sup>e</sup> siècle<br><i>de Patrice Néel</i> | 21 |
|--|----|

### Décroissance

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| Calinorévolution<br><i>de Soifito</i> | 23 |
|---------------------------------------|----|

### Décroissance

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| Rencontre des Ami-e-s de Silence | 25 |
|----------------------------------|----|

### Energies

|   |    |
|---|----|
| Rouler aux biocarburants, oui mais...<br><i>de Dominique Masset</i> | 27 |
|---|----|

### Energies

|   |    |
|---|----|
| Le blé, carburant d'avenir ?<br><i>de Daniel Julien</i> | 29 |
|---|----|

### Grenoble 1<sup>er</sup> Juin

|   |    |
|---|----|
| Nanotechnologies, non merci !<br><i>de Vincent Peyret</i> | 34 |
|---|----|

### OGM

|   |    |
|---|----|
| Bataille à tous les étages<br><i>de Francis Vergier</i> | 37 |
|---|----|

### Capitalisme

|  |    |
|--|----|
| Sauver la gratuité ?<br><i>de Jean-Pierre Berlan</i> | 38 |
|--|----|

### Femmes

|  |    |
|--|----|
| Le droit des Marseillaises<br><i>de Michel Bernard</i> | 41 |
|--|----|

# VU de l'intérieur...

## Envoyez une info

Les infos de cette revue sont largement alimentées par les envois des lecteurs et lectrices. Cela passe par des tracts, des coupures de presse, des lettres manuscrites, des renvois sur des sites internet... Vous pouvez également proposer articles ou dossiers, mais en prévoyant de longs délais. Quelques précautions à prendre :

■ **Délais de parution.** Nous indiquons en bas de cette page, les délais pour recevoir des informations pour les numéros à venir. De nombreuses informations ne sont pas reprises dans la revue parce qu'elles nous parviennent trop tardivement. Pour être sûr des délais, envoyez vos informations deux mois à l'avance.

■ **Anonyme.** Nous ne publions aucun texte dont nous ne connaissons pas l'auteur. Inutile donc de nous envoyer des messages anonymes... même si certains sont fort intéressants.

■ **Courriel ?** Nous n'en communiquons pas pour ne pas être envahi par des messages non sollicités... mais nous en avons pour notre travail interne.

■ **En chantier.** Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés à *Décroissance et transition* (juin), *Alternatives à Paris* (été) ...

Puis en projet : *Autonomie et technologies, Alternatives et handicaps, Femmes et décroissance...*

RHÔNE-ALPES

## 1000 abonnés !

Du fait de notre présence à Lyon, la région Rhône-Alpes est la région où nous avons le plus d'abonnés. Nous venons d'y passer le cap du 1000<sup>e</sup> abonné. Si nous avions la même densité d'abonnements dans toute la France, nous pourrions virtuellement avoir 10 000 abonnés... alors que nous n'en sommes qu'à 5300.

### Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer :

|                         |   |  |
|-------------------------|---|--|
|                         | 1) Vous pouvez venir au comité de lecture réunion dans les locaux de S!lence. | 2) Vous pouvez envoyer des brèves jusqu'au : |
| <b>Juin</b> n° 336      | samedi 29 avril à 14 h  | mercredi 3 mai à 12 h                        |
| <b>Été</b> n° 337       | samedi 3 juin à 14 h  | mardi 6 juin à 12 h                          |
| <b>Septembre</b> n° 338 | samedi 1 <sup>er</sup> juillet à 14 h   | mercredi 2 août à 12h                        |

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 29 Mars 2006.

## Diffusion de Silence

■ **Ventes de la revue.** Début janvier 2006, la diffusion de Silence s'effectuait ainsi : 5250 abonnés payants et 350 abonnés gratuits (autres revues et collaborateurs), 850 exemplaires vendus en magasins (pour 1100 mis en dépôt), 400 exemplaires diffusés gratuitement suite à une demande de numéros gratuits, 300 exemplaires vendus sur les stands, le reste étant diffusé en anciens numéros. Avec un tirage actuel à 8000 exemplaires, ce sont donc entre 6500 et 7000 numéros qui sont réellement vendus.

■ **Recherche de points de vente.** Silence n'est pas diffusé en kiosque, car cela entraîne un énorme gaspillage de papier, oblige à passer sous le contrôle des marchands d'armes qui contrôlent ce secteur, nécessite une gestion beaucoup plus compliquée. Nous avons donc privilégié la mise en place d'un réseau alternatif de diffusion. Nous disposons actuellement d'un peu plus de 200 points de diffusion où nous vendons 80 % des 1100 numéros mis en dépôt. Nous sommes toujours preneurs de nouveaux points de vente (magasins bio, librairies alternatives, producteurs bio présents sur les marchés, locaux militants, boutiques de commerce équitable...). Nous n'avons pas encore de points de dépôts dans les départements suivants : Ain, Aisne, Charente, Corrèze, Corse, Creuse, Eure-et-Loir, Marne, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Hautes-Pyrénées, Seine-et-Marne, Somme, Tarn, Var, Yonne, Val-de-Marne, Val-d'Oise.

## Offrir S!lence !

Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (15 x 5 = 75 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (40 €).

## Naissance

Dorothée (qui coordonne la diffusion de la revue hors abonnements) et Patrice (le maquettiste) sont contents de vous annoncer la nouvelle : Heidi est née le 6 mars 2006.



## Brèves

|                 |                  |
|-----------------|------------------|
| 17 Nord-Sud     | 40 Société       |
| 18 Paix         | 43 Femmes        |
| 20 Alternatives | 44 Environnement |
| 28 Energies     | 46 Annonces      |
| 31 Nucléaire    | 47 Courrier      |
| 32 Politique    | 52 Livres        |
| 36 Santé        |                  |

Bulletin d'abonnement page 55



## MANIFESTATIONS EN BIÉLORUSSIE



## AUGMENTATION DU PRIX DU GAZ

APRÈS LES PLOMBIERS TROMPÉS,  
LES OURS SLOVÈNESMANGEONS DU POULET  
MÂS MÉFIONS NOUS QUAND MÊME

## PROCÈS DES ENFANTS FÉTIFS DU PS.



# Ingérence et coffres-forts

**E**n 1998, François-Xavier Verschave, président de l'association *Survie*, publie *La Françafrique, le plus long scandale de la République*. Cette enquête dévoile la face cachée des relations franco-africaines : la confiscation des indépendances, le pillage des matières premières, le soutien de dictatures, la complicité de génocide au Rwanda, etc. Assez vite, cet ouvrage devient un best-seller, en France comme en Afrique.

La réaction des médias influents ? Mutisme complet. Pour les "spécialistes officiels" des questions africaines, "la Françafrique n'existe pas".

Les années ont passé. De nombreuses publications ont étayé *La Françafrique* (1). Les mobilisations militantes se sont multipliées (*Survie* compte près de 1800 adhérents). Des artistes ont rejoint la lutte (Tiken Jah Fakoly, Tryo...). Une *Commission d'enquête citoyenne* a démontré l'implication de la France lors du génocide rwandais (2). Peu à peu, les médias sont obligés de revoir leur copie. Désormais, pour les mêmes "spécialistes officiels" des questions africaines, "la Françafrique n'existe plus". Elle existait donc... Mais serait morte ?

Pourtant, les dictatures sont toujours en place, l'armée française toujours ingérente, la misère des peuples africains toujours criante, tandis que l'argent du pétrole remplit les coffres des paradis fiscaux.

Plus que jamais, nous devons dénoncer la politique africaine de la France. Plus que jamais, nous devons soutenir les résistances africaines et bâtir des passerelles avec elles.

**Samuël Foutoyet ■**

(1) Une vingtaine d'ouvrages dont *Noir Silence* (2000), *L'Envers de la dette* (2001), *Noir Chirac* (2002), *Les Pillards de la forêt* (2002), *Nérophobies* (2005), etc.

(2) *L'Horreur qui nous prend au visage*, éditions Karthala, 2005.

# Morte, la Françafrique ?

FILTRE MEDIATIQUE



# Françafrique

Instaurer des  
dictatures nuit  
gravement à  
l'Afrique

Depuis 1960,  
spécialiste  
des détournements  
de fonds et  
du soutien  
aux massacres  
barbouzes, inc.

- Composition :
- pillage des ressources naturelles 30%
  - détournement de l'aide publique 10%
  - contrôle des médias 10%
  - coups d'Etats 10%
  - élections truquées 10%
  - trafic d'armes 10%
  - formation de milices génocidaires 10%
  - paradis fiscaux 10%

**Françafrique**

DICTATEURS  
SELECTIONNES  
PAR LES SERVICES  
SECRETS FRANCAIS



Françafrique

## Concurrencée, critiquée, l'influence française sur une partie de l'Afrique reste une réalité incontournable. Elle s'appuie sur une longue tradition d'interventionnisme économique, diplomatique et militaire, incarnée par des réseaux aux logiques parfois contradictoires. Survivront-ils aux échéances électorales de 2007 ?

“**A**mbiance de fin de règne”, “la France a perdu la main en Afrique”... Les commentaires plus ou moins avisés et partiels des “spécialistes” de la présence française dans le continent noir sont quasi unanimes. Dans les revues spécialisées et les débats télévisés, la fin de la domination française dans son pré carré est déclarée, parfois avec nostalgie, parfois avec le ton revanchard de ceux qui n'ont jamais supporté que l'on puisse critiquer ce prétendu rempart à la pénétration anglosaxonne. Nostalgies cocardières, nostalgies d'Empire. Les critiques qui ont déferlé contre le dernier sommet des chefs d'Etat Afrique-France en décembre 2005, symbole de l'allégeance d'une partie de l'Afrique à son commandant post-colonial, ont fini de planter le décor. Désormais, les efforts diplomatiques de la France s'inscriront dans un cadre européen, annonce Jacques Chirac à un parterre de journalistes qui n'a déjà plus d'yeux que pour la présence chinoise ou la perte de contrats pétroliers au profit d'entreprises américaines. Mais cette promesse de multilatéralisme apparaît comme un leurre tant l'influence de la

France sur les questions africaines reste primordiale au sein de l'Union européenne ou de l'ONU, tant la France s'accroche encore à son “domaine réservé” africain.

### “La Françafrique n'existait pas, d'ailleurs elle n'existe plus”

La fin de la France en Afrique, c'est avant tout la fin de la “Françafrique”, liton de plus en plus, officialisant ainsi un concept forgé par François-Xavier Verschave — le Président de l'association *Survie*, décédé en juin 2005 — pour désigner un mécanisme de domination économique, diplomatique et militaire exercé par la France depuis les années 60 par l'intermédiaire de réseaux occultes (mercenaires, intermédiaires financiers) ou institutionnels (services secrets, cellule africaine de l'Elysée, régimes dictatoriaux “amis”, forces spéciales) (1).

Conséquence positive de cet éloge posthume, on ose enfin écrire que pendant quarante-cinq ans, la présence fran-

çaise en Afrique a été inspirée par des finalités inavouables et la sauvegarde quasi exclusive d'intérêts propres : maintien du rang international, approvisionnement en matières premières, financements occultes, notamment de partis politiques.

Ces intérêts auraient-ils disparus aussi rapidement ? Ce n'est pas l'avis des deux cents participants au “contre-sommet Afrique France” qui s'est tenu à Bamako début décembre 2005 (2). Ce contre-sommet a mis en évidence la persistance de mécanismes de domination économiques, politiques et militaires vécus au quotidien par les populations togolaises, tchadiennes, camerounaises, congolaises, etc. “*La Françafrique tue l'espoir de la jeunesse africaine*” affirmait une banderole brandie dans les rues de Bamako le jour d'ouverture du sommet officiel. En effet, si le temps du *foccartisme* (du nom de Jacques Foccart, l'homme des basses besognes du Général de Gaulle puis de Jacques Chirac) semble révolu, de même que l'âge d'or des réseaux mitterrandiens et pasquais, qui se sont disputés et partagés l'Afrique jusqu'au milieu des années 90, il serait prématuré de croire que la France a renoncé à sa “pompe Afrique”. N'oublions pas qu'au moment de la réforme de la coopération lancée par le gouvernement Jospin, certains avaient déjà annoncé la fin de la Françafrique... Peu de temps après éclataient l'affaire Elf et le scandale de l'Angolagate (3).

### Des dictateurs “amis de la France”

La prédation néocoloniale française s'appuie sur la complicité de régimes autoritaires et corrompus. Ces derniers reçoivent, en échange de leur collaboration, un soutien diplomatique, militaire et économique, via une Aide publique au développement parfois qualifiée d'*Aide publique aux dictateurs* (4).

Ces dictateurs “amis de la France” sont les complices d'un pillage organisé des ressources naturelles du continent africain depuis 45 ans. Ce pillage a contribué à la généralisation du “paradoxe



Sommet de la “francophonie” : Chirac et ses dictateurs.

(1) cf. *La Françafrique*, Stock, 1998 ou *Noir Silence*, Les Arènes, 2000.

(2) Plus de détails sur <http://www.cadmali.org/contre-sommet>

(3) Une affaire de ventes d'armes à l'Angola, alors en pleine guerre civile, dans laquelle Jean-Christophe Mitterrand et des proches de Charles Pasqua ont été mis en cause.

(4) cf. *L'Aide publique au développement, un outil à réinventer*, Guillaume Ollivier, C.L.-Mayer, 2004.

pétrole/pauvreté" (5) : des populations pauvres dans des pays très riches en matières premières.

Certains potentats francophones, souvent assis sur des mines d'or, de diamant ou de pétrole, battent ainsi des records de longévité et reçoivent leur lot de félicitations françaises à chaque réélection prétendument démocratique. Le gabonais Omar Bongo, "réélu" à l'automne dernier, est devenu le doyen d'entre eux, avec bientôt trente-neuf ans de "règne". Tripatouillages constitutionnels, manipulations des listes d'électeurs, intimidations envers les opposants et scrutins truqués sont des concessions régulièrement

Certains épisodes tragiques ont montré combien il était dangereux de laisser une telle capacité d'intervention entre les mains d'un nombre trop restreint de personnes (7). Que l'on songe en particulier au Rwanda, où des militaires français ont encadré les futurs auteurs du génocide des Tutsi (8).

De manière générale, la France a conclu des accords militaires secrets avec la plupart de ses anciennes colonies. Ces accords lui permettent notamment de manœuvrer assez librement sur leurs territoires. On a vu ainsi l'aéroport de Lomé, au Togo, servir de base logistique arrière pour la force Licorne stationnée en Côte-

contrôle du terrain militaire ou sécuritaire en Afrique. Le "corsaire de la République" Bob Denard (qui, de son propre aveu, n'a jamais rien fait qui ne soit autorisé par la France), aujourd'hui en procès, a cédé la place à une multitude d'autres "barbouzes" ou militaires recyclés, sans doute moins caricaturaux mais tout aussi efficaces dans leurs activités respectives (9). On peut citer parmi eux le marchand d'armes et ancien membre de la cellule anti-terroriste de l'Elysée Robert Montoya, actuellement en disgrâce suite à la découverte d'un arsenal destiné au régime ivoirien dans un des ses entrepôts de Lomé. Autre figure de l'aventurisme français, le "juriste mercenaire" Charles Debbasch, auteur de plusieurs maquilages constitutionnels au Togo. Cet ancien directeur du *Dauphiné Libéré* (quotidien régional) a eu l'intelligence de persuader le régime qu'un manuel de droit bien utilisé est aussi efficace qu'un régiment de tanks pour réussir un coup d'Etat.

## La puissance des réseaux

Ces acteurs "parallèles" font apparaître le poids des réseaux dans la gestion néocoloniale de la FrancAfrique : réseaux militaires, aux solidarités renforcées par des passages communs dans des écoles ou des corps d'élites, mais aussi réseaux financiers, économiques, maçonniques (avec le rôle de plus en plus prépondérant de la Grande loge nationale de France, obédience affairiste qui a fidélisé un grand nombre de dictateurs africains). Ceux-ci évoluent tantôt au cœur, tantôt à la marge du pouvoir politique, défendant tour à tour des intérêts publics ou privés. Cette situation contribue à rendre la politique de la France en Afrique totalement illisible, à l'image de ce qui se déroule actuellement en Côte-d'Ivoire ou les conflits d'intérêts entre acteurs économiques et diplomatiques plombent la position française.



DR  
Le président du Gabon, Omar Bongo.

consenties en Afrique par la France aux principes démocratiques qu'elle promeut par ailleurs. Qu'importe la manière pourvu que le régime perdure. La stabilité reste la clé de voûte d'une FrancAfrique qui, dans un contexte de plus en plus concurrentiel, tente de maintenir son pré carré. Dernier exemple en date en février 2005 : le remplacement du dictateur togolais Eyadéma par son fils, adoubé par la France malgré un coup d'Etat électoral des plus caricaturaux (6).

## Soldats et barbouzes

Cette stabilité est en partie assurée par le bras armé de la FrancAfrique, l'armée et ses corps d'élite. Si le dispositif militaire français en Afrique est en voie de restructuration (avec une baisse des effectifs et la fermeture de certaines bases) il reste parfaitement opérationnel. Depuis N'Djamena, Libreville, Djibouti, la France est en mesure d'intervenir un peu partout sur le continent. En l'absence de tout contrôle parlementaire, l'opacité de ces interventions est souvent la règle.

d'Ivoire. Ce même aéroport a également pu servir de cadre à des trafics d'armes dans lesquels se sont illustrés des acteurs français plus ou moins contrôlés ou contrôlables.

En effet, à côté des interventions militaires directes, qui s'inscrivent de plus en plus dans un cadre multilatéral (comme en Côte-d'Ivoire), il faut prendre en compte l'action des "électrons libres", marchands d'armes, dirigeants de sociétés militaires privées, conseillers militaires particuliers auprès de présidents africains. Ces "barbouzes" permettent à des acteurs français de garder un certain

(5) Selon l'expression d'évêques congolais en 2003. Leur plaidoyer "Pétrole Congo" a inauguré le volet africain de la campagne internationale "Publiez ce que vous payez !"

(6) cf. *Le choix volé des togolais*, ouvrage collectif, L'Harmattan, 2005.

(7) Citons l'exemple du COS, instance de commandements des corps d'élite, placé sous le contrôle exclusif du Président de la République.

(8) Cf. *L'Horreur qui nous prend au visage*, Commission d'enquête citoyenne, Karthala, 2005.

(9) cf. *La Privatisation de la violence*, Xavier Renou, François-Xavier Verschave, Agone, 2006.



DR  
Pilote de chasse de l'armée française à Djibouti.



Mahlén

Ces réseaux sont en outre de moins en moins franco-français. On voit s'y illustrer un nombre croissant d'intervenants russes, israéliens, sud-africains, etc. François-Xavier Verschave avait ainsi annoncé l'ère de la *Mafiafrique*, un système de prédation encore plus complexe impliquant une multitude d'intervenants économiques et financiers, utilisant à dessein tous les mécanismes d'évasion fiscale et d'opacité financière, via des paradis fiscaux et judiciaires.

## Le nerf de la guerre

Dans ce schéma complexe, les multinationales françaises ont acquis une place de choix auprès d'un pouvoir politique qui semble de plus en plus "rouler pour elles". Ces firmes sont perçues comme les porte-étendards de la France dans un monde globalisé où la puissance se mesure de plus en plus en termes économiques et commerciaux. Affaiblie par de multiples scandales, Elf a été rachetée par

Total. Cette multinationale conserve des intérêts considérables au Gabon ou au Congo-Brazzaville. Malgré le climat concurrentiel de plus en plus exacerbé sur le marché du très convoité pétrole africain, elle affiche pour 2005 un bénéfice record de 12 milliards d'euros. Mais l'exploitation des matières premières n'est pas la seule source de profits colossaux. Les multinationales françaises obtiennent également des contrats juteux dans l'équipement, à l'exemple du groupe Bouygues dans le projet pétrolier Tchad-Cameroun. C'est cependant le groupe breton Bolloré qui est aujourd'hui la valeur montante du capitalisme français en Afrique. Investissant à tour de bras dans l'équipement, le transport, le bois, Vincent Bolloré s'est construit en quelques années un véritable empire africain, à un rythme "tellement rapide qu'il pourrait en devenir suspect", comme le commentait François-Xavier Verschave. Le vice-président de Bolloré n'est autre que Michel Roussin, ancien conseiller de Jacques Chirac à la mairie de

Paris et ancien ministre de la coopération, également responsable du comité Afrique du MEDEF. Pour ces multinationales, l'Afrique présente un taux de rentabilité sans équivalent.

## Epilogue en 2007 ?

La Françafrique disparaîtra-t-elle avec Jacques Chirac ? C'est l'avis optimiste de certains commentateurs, tant le Président français incarne aujourd'hui ce système, à travers ses amitiés multiples au sein des réseaux et surtout ses liens privilégiés avec la plupart des dictateurs d'Afrique francophone (10). La succession est pourtant déjà ouverte, si bien qu'on a pu dire qu'une partie du premier tour de la présidentielle de 2007 avait déjà commencé... en Afrique. Les deux candidats "presentis" de l'UMP ont en effet déjà réussi à s'attirer les sympathies de quelques parrains locaux, multipliant les déplacements en Afrique dans le cadre de leurs fonctions ministérielles (11).

A gauche, l'héritage des années Mitterrand — qui a été en son temps un pilier de la Françafrique — est lourd à porter. Malgré la persistance de quelques réseaux résiduels et autres amitiés entretenues par certaines personnalités du PS (Michel Rocard, Guy Labertit) avec des chefs d'Etat africains, l'heure semble être à la remise en cause. Une remise en cause "molle", le manque d'envergure de la réforme de la coopération sous Jospin ayant déjà montré le peu d'intérêt accordé par une partie de la gauche à l'Afrique. D'autres voix plus radicales se font cependant entendre, de l'extrême gauche au centre droit. Seront-elles en mesure de peser dans le débat ?

Une coalition d'ONG françaises réunies au sein du CRID (12) a d'ores et déjà décidé de faire figurer la question des relations franco-africaines dans les points qui seront soumis aux candidats. Sans une mobilisation citoyenne importante et un sursaut des décideurs politiques, la Françafrique pourrait couler encore longtemps des jours heureux.

**Fabrice Tarrit** ■

Siège national de l'association Survie

(10) cf. *Noir Chirac*, François-Xavier Verschave, Les Arènes, 2002.

(11) Un article de Libération du 6 décembre 2005 évoquant la possibilité d'une candidature indépendante de Dominique de Villepin faisait dire à un ministre chiraquien (resté anonyme) que l'actuel Premier ministre n'aurait pas de mal à drainer des fonds car "certains chefs d'entreprise n'hésiteront pas à l'aider [...] sans parler de ses réseaux dans la Françafrique". Si c'est un ministre qui le dit, chiraquien qui plus est...

(12) Centre de recherche et d'information pour le développement.

**D**e l'extrême droite à la gauche classique, un étrange consensus règne sur les questions concernant les Noirs. La France a pourtant un lourd contentieux avec les peuples noirs, non seulement dans ses départements d'outre-mer, héritiers de l'esclavage, mais aussi dans ses relations néo-coloniales avec l'Afrique subsaharienne. Or elle adopte, dans l'étalage de sa classe médiatique, une attitude de dénégation qui ne peut conduire qu'à envenimer la question pour longtemps.

Quels que soient les problèmes sociaux des communautés noires au sein des puissances occidentales, il est certain que le monde anglo-saxon a mieux digéré son passé esclavagiste et colonialiste. Si des femmes noires sont secrétaire d'État — c'est-à-dire numéro deux des États-Unis —, vice-reine du Canada ou encore présidente de la chambre des lords au Royaume-Uni, c'est assurément qu'elles n'ont pas rencontré sur leur chemin la barrière infranchissable des préjugés. En France, ces préjugés semblent si tenaces qu'on s'extasie comme d'un miracle du progressisme quand apparaît à la télévision une speakerine noire ou qu'est élue une Miss France d'origine africaine.

## Ouvrages négationnistes

L'image du Noir en France est celle de l'éternel figurant, image politique caricaturale véhiculée par les sommets franco-africains. La politique néo-impérialiste est en quelque sorte justifiée par le préjugé paternaliste raciste. Pendant des décennies, l'Afrique noire francophone a subi un strict alignement sur le pouvoir français. Toute déviation était jugulée par des



Stephan Smith, auteur de "Négrologie".

# Les Négrophobes

Depuis quelque temps, la recrudescence du racisme à l'égard des Noirs est indéniable dans les productions éditoriales et médiatiques en France.

## Les producteurs du racisme quotidien

Bien loin, là aussi, de regarder la réalité en face, la production médiatique a propagé les fantasmes. Ainsi les assertions suivantes, où on trouve la quintessence du genre, ton et contenu :

*"Existe-t-il des sujets tabous ? Des aspects de la réalité qu'il convient de n'aborder qu'en privé, histoire de ne pas choquer, de ne pas donner l'impression qu'on désigne tel comportement à la vindicte, de ne pas prêter le flanc aux soupçons de discrimination et de racisme. Réponse : oui. A preuve l'étonnant silence sur le phénomène de polygamie qui concerne des familles africaines vivant régulièrement ou non, là n'est pas la question, en France. [...] Comment satisfaire des familles comprenant, outre le mari, deux ou trois épouses et de nombreux enfants ? [...] On ne saurait reprocher à certaines familles africaines de refuser des appartements jugés par elles trop petits sans traiter de front le tabou de la polygamie".*

Ces propos d'Éric Fottorino ont paru dans *Le Monde* du 7 septembre 2005 peu après l'incendie du boulevard Vincent-Auriol à Paris, où ont péri quinze immigrants. Pour juger de la nature et de la qualité de l'information délivrée par Eric Fottorino, il faut d'abord rappeler le fait qu'aucune famille africaine n'a jamais refusé un appartement jugé par elle trop petit, préférant vivre dans une minuscule chambre d'hôtel. Ce serait particulièrement idiot — il est vrai que s'agissant d'Africains... C'est l'inverse qui est vrai. Les organismes HLM prétextent, entre autres, de la taille d'une famille pour refuser de la loger, s'abritant derrière de pré-

interventions de l'armée française ou de mercenaires appointés par les services secrets. Outre la stérilisation de la vie politique des pays africains, figés sous la coupe de pouvoirs maintenus de force, cette politique a conduit à des désastres. Celui du génocide des Tutsi au Rwanda en 1994 demeure le plus épouvantable. Des historiens ont parfaitement montré la genèse d'un "racisme dans le racisme" qui a produit l'opposition Hutu-Tutsi (1). La néfaste habitude française d'installer et de soutenir des pouvoirs ethniques a eu pour conséquence d'engager l'armée française dans l'engrenage infernal du soutien à un pouvoir génocidaire.

Bien loin de regarder cette réalité en face, tout l'effort des responsables français a consisté ensuite à la cacher ou la nier. Malgré les faits accablants recensés par une commission parlementaire en 1998, les conclusions aboutiront à nier toute responsabilité française. Contre l'oubli, une commission d'enquête citoyenne devra prendre le relais en 2004. Ses conclusions confirmeront le rôle accablant de la France lors du génocide (2).

En repréailles, on assiste depuis lors à une floraison d'ouvrages négationnistes. On ne s'étonne pas que le raciste Lugan y aille de sa contribution (3). Mais on est encore assez naïf pour être surpris du ton et du contenu du récent ouvrage de Pierre Péan, *Noires fureurs, Blancs menteurs*. Des pages entières y sont consacrées à la "culture du mensonge chez les Tutsi", empruntées aux productions de la propagande raciste qui a conduit au génocide. Cela n'a pas choqué grand monde.

Mais les méfaits de la politique africaine ont également des conséquences en France. Les États françafricains ont engendré des sociétés invivables et un exode qui n'a rien de massif, du fait des obstacles quasi insurmontables qui y sont mis. Cet exode est pourtant désigné par la propagande raciste comme une invasion. La ghettoïsation de ces populations dans les banlieues a fait le reste.

(1) Par exemple Rwanda. *Histoire d'un génocide*, Colette Braeckman, Fayard, 1994 ou *Rwanda, les médias du génocide*, Jean-Pierre Chrétien, Karthala, 2002.

(2) *L'horreur qui nous prend au visage*, Karthala, 2005.

(3) *François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*, Bernard Lugan, Le Rocher, 2005.



Casques bleus au Rwanda.

tendues "normes", ces mêmes normes qui permettent désormais de bloquer les regroupements familiaux. Ces familles n'ont pas besoin d'être polygames pour être nombreuses. Les pauvres se serrent. Ils ont beaucoup d'enfants et accueillent des cousins, des parents, des gens de chez eux, en quête de toit. On peut relire *Germinal* pour voir l'entassement familial chez les pauvres.

Sous le prétexte totalement fallacieux de violer un tabou, Eric Fottorino donne libre cours au fantasme. On a vu par la

suite avec quel succès ce fantasme s'est répandu comme explication passe-partout. En fait de tabou personne en effet n'a jamais empêché un journaliste d'enquêter sur la polygamie et d'apporter une véritable information, documentée, sur la question. Mais personne ne l'a fait et personne ne le fera, parce que le fantasme alors se dégonflerait. On se rappelle le fameux exemple donné un jour par Jacques Chirac, du travailleur immigré touchant 50 000 francs d'allocations, du fait de son innombrable famille. A la suite de cette allégation la caisse d'allocations familiales avait publié un communiqué précisant qu'aucun allocataire n'était dans la situation décrite par monsieur Chirac. Mais qui s'est soucié de ce démenti ? Le fantasme, lui, a fait son chemin.

Eric Fottorino ne fait que reprendre la méthode de Stephen Smith dans *Négrologie* et de bien d'autres, à la télé et ailleurs. Il présente comme une audace politiquement incorrecte la vulgarisation d'une stigmatisation raciste. La polygamie est évoquée de façon vague. Il n'y a ni description précise du phénomène, ni évaluation, ni exemples concrets, ce qui

répondrait pourtant à l'exigence minimale en matière d'information. Le phénomène enflé ainsi, devient rumeur, fantasme. On se rappelle également la fameuse rumeur d'Orléans jadis, frappant certains commerçants en vêtements, dans les cabines desquels les jeunes femmes disparaissaient pour alimenter une fructueuse "traite des blanches". Le trafic d'êtres humains existe. On peut le traiter par l'information ou le fantasme, mais on ne doit pas confondre l'information et le fantasme. C'est assez facile de faire la différence. Le propre de la rumeur est de rebondir ici et là, à tout propos.

Une résurgence notable de la rumeur s'exprima dans les propos tenus par Hélène Carrère d'Encausse commentant pour la télévision russe les émeutes des banlieues, propos cités dans *Libération* du 15 novembre 2004 :

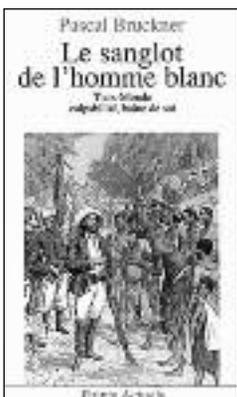
*"Ces gens, ils viennent directement de leurs villages africains. Or la ville de Paris et les autres villes d'Europe, ce ne sont pas des villages africains. Par exemple, tout le monde s'étonne : pourquoi les enfants africains sont dans la rue et pas à l'école ? Pourquoi leurs parents ne peuvent pas acheter un appartement ? C'est clair... beaucoup de ces Africains, je vous le dis, sont polygames. Dans un appartement, il y a trois ou quatre femmes et 25 enfants. Ils sont tellement bondés que ce ne sont plus des appartements, mais Dieu sait quoi ! On comprend pourquoi ces enfants courent dans les rues".*

Certes *Le Canard enchaîné* s'est gaussé de cette déclaration dans un texte intitulé *Les sabots d'Hélène*. On peut quand même s'inquiéter quand ce qui prétend être l'intelligentsia française chausse d'aussi gros sabots.

La pratique de la technique de la rumeur apparaît parfaitement dans *Négrologie* : bon mot sur la "paresse de la dactylo sénégalaise", utilisation du conditionnel hypothétique dans la relation d'allégations de cannibalisme, etc. Il ne s'agit pas d'un ouvrage d'information mais d'un échafaudage d'insinuations au service d'une entreprise idéologique.

## La naissance des fantasmes

On part d'un constat : l'état lamentable des pays africains pour Stephen Smith, le terrible fait-divers de l'incendie d'un hôtel meublé où s'entassent des Africains pour Eric Fottorino, la révolte des banlieues pour Hélène Carrère



d'Encausse. Un vrai travail d'information consisterait à approfondir les causes de ces faits. Mais on tomberait alors sur des causes inavouables : mystification des indépendances, persistance de l'exploitation, pratique de l'exclusion sociale raciste, etc. Il s'agit par conséquent d'escamoter ces explications qui entraîneraient une "culpabilisation" néfaste. Par un habile retournement du dispositif, c'est la victime qui devient le coupable ; ses vices expliquent ses malheurs.



Extrait du film "Rwanda Hotel".

Le procédé n'est pas nouveau. Il est étonnant cependant qu'il fasse un retour en force aussi grossier et massif en France à propos des Noirs dans les grands médias, à la télé, dans l'édition, faisant l'unanimité d'un milieu intellectuel qui a abdiqué tout esprit critique, exercice probablement incompatible avec le papotage sur tous les sujets dont bourdonne un petit milieu qui n'a jamais pris l'habitude de réfléchir avant de parler ou d'écrire.

Cette résurgence de l'idéologie raciste est due aussi au fait qu'elle n'a jamais été vraiment critiquée, encore moins éradiquée. Jean-Paul Sartre avait pris conscience de la question noire quand il avait découvert et admiré la pensée de Frantz Fanon, mais il n'avait pas approfondi la réflexion à ce sujet. Après lui, les quelques pistes ouvertes ont bien vite été effacées. On a en revanche vu fleurir la réaction avec *Le Sanglot de l'homme blanc* de Pascal Bruckner qui, avec son compère Alain Finkielkraut, fait figure de maître à penser en matière de racisme anti-noir, devenu leur assiette au beurre au café du commerce médiatique.

Mais reste à décrypter l'énigme de savoir à quoi sert aujourd'hui cette idéologie. Tout le monde a, bien sûr, répété que Stephen Smith a écrit *Négrologie* par "amour des Africains", comme il le suggère. La plupart ont en effet gobé cette ânerie : "Stephen Smith aime trop l'Afrique pour souffrir ses mensonges. Elle se meurt,

dans la plus sanglante et douloureuse des agonies. Mais la faute n'en est pas d'abord à la colonisation ou à la mondialisation. [...] Il faut lire *Négrologie pour mieux aimer les Africains*". Francis Brochet, *Le Progrès*, 2 novembre 2003. "Les malheurs de l'Afrique relèvent avant tout de la responsabilité des Africains eux-mêmes, acteurs principaux et fossoyeurs de leur pays". *Le Télégramme de Brest*, 28 mars 2004. "Puisqu'il a une affection toute particulière pour l'Afrique d'entre les tropiques, dont il est l'un des meilleurs observateurs, le journaliste Stephen Smith n'y va pas avec le dos de la calebasse dans son dernier livre *Négrologie*". Jérôme Stern, *La Tribune*, 5 décembre 2003. Derrière cette stupidité du "qui aime bien, châtie bien", se profile assez crûment l'image de l'homme supérieur qui nous renvoie derechef au racisme, où mènent tous les chemins de cette lecture. A les lire, on imagine la satisfaction de tous ces amoureux de l'Afrique à taper vigoureusement dessus et à verser des larmes sur ses souffrances méritées. Il faut relire Sade, qui mit au jour de façon si scandaleuse le ressort de toute autorité infondée ou pervertie : la jouissance à faire souffrir.

Si on doutait encore du sadisme sous-jacent, parfaitement inconscient et inavouable mais tellement clair dans toutes les naïves déclarations des critiques cités, on n'aurait qu'à consulter un vrai connaisseur : "On peut être accablé par le pessimisme absolu du constat ; mais Stephen Smith croit aux vertus de l'électrochoc. Se défendant d'avoir écrit un livre 'gentil', il n'aspire qu'à creuser la blessure, qu'à plonger la plume dans les plaies ouvertes' comme s'il gardait une confiance paradoxale dans la cruauté du diagnostic, seule à même de dissiper fantômes et fantasmes et d'éveiller les consciences. En refermant ce document tout vibrant d'une sorte de fureur contenue et d'amour déçu, on songe à l'adage célèbre de Holderlin : 'Là où croît le danger croît aussi la force de ce qui sauve'". Pascal Bruckner, *Le Monde*, 12 décembre 2003. Assez Pascal ! On n'en peut plus.

Ce qui conforte l'explication psychanalytique du livre de Smith, c'est bien sûr l'absolue inutilité qu'il a pour l'Afrique. C'est donc seulement un exercice d'auto-satisfaction, pour ne pas dire d'auto-érotisme, où perce la nostalgie des débordements de l'esclavage et de la colonisation : des Africains qui s'étripent entre eux,

quel scandale ! Ils ne nous laissent plus les aimer ! Il faut lire *La Férocité blanche* de Rosa Amelia Plumelle-Urbe (Albin-Michel, 2001) pour découvrir à quel point le racisme et le sadisme ont partie liée, l'un et l'autre ayant connu leur expression épurée dans le siècle qui a fait l'Europe. Il n'est pas indifférent en effet que l'œuvre de Sade ait vu le jour au terme du 18<sup>e</sup> siècle, à l'apogée de l'esclavage.

L'une des bizarreries, à première vue, du livre de Stephen Smith est qu'il s'en prend constamment, on ne voit pas bien pourquoi, à la négritude dont seraient fiers les Noirs aujourd'hui. Le racisme de la couleur est une invention de l'Europe, qui a engendré toutes les formes de ségrégation et d'apartheid, avec tout le vocabulaire idoine pour baliser le *no man's land* entre les groupes humains. L'idéologie raciste a constamment tenté d'imprimer au cœur même du Noir son infériorité essentielle. Mais voilà que le génie d'un peuple humilié s'est mué en foisonnantes créations culturelles. C'est du cœur de l'esclavage en effet qu'est née la modernité lyrique. Quel aveu naïf dans l'injonction faite aux Noirs de ne pas se prendre pour des Noirs, alors que l'injonction inverse, humiliante, leur a été faite pendant des siècles. C'est presque trop clair.

Derrière tout ce remugle il y a également la fonction politique du livre de Stephen Smith. Mais elle est probablement très secondaire, vu son peu de chance de réussite. Comment persuader aujourd'hui les Africains de la nécessité de se ranger sous le joug bienfaisant de l'Europe ? Mais il est vrai qu'on ne leur demandera pas leur avis. Le livre est fait pour être lu par les Blancs, pour qu'ils se confortent dans leur vocation, prophétisée par Renan, de maîtres du monde, seuls autorisés à faire la guerre. Ils ont même trouvé un nom pour cela, c'est la pacification.

Le livre dans sa démagogie raciste a atteint son public. Il a aussi heureusement provoqué une salutaire réaction critique. Le racisme, c'est quand même ce qu'il y a de plus ringard comme idéologie aujourd'hui que le brassage des populations s'effectue par la force des choses.

**Odile Tobner** ■

Présidente de l'association Survie  
Auteure, avec Boris Boubacar Diop  
et François-Xavier Verschave, de *Négrophobies*,  
Les Arènes, 2005.



# Pour en finir avec les paradis fiscaux

Corruption, trafic d'armes, détournement de l'aide au développement, financement de partis politiques... Les opérations inavouables de la Françafrique seraient impossibles sans des paradis fiscaux tels que la Suisse, les Bermudes, le Luxembourg, le Panama ou les îles Caïman.

**S**ecret bancaire, absence de coopération judiciaire internationale, fiscalité réduite : ces paradis du capitalisme et de la criminalité sont des gages d'opacité et d'impunité. Ils permettent à la Françafrique d'échapper aux foudres de l'opinion publique et de la justice.

Un exemple ? En 1994 éclate l'affaire *Elf*. Dix ans de procédures pour découvrir qu'*Elf* a été créée en 1967 pour servir de prolongement politique à l'action de la France en Afrique. Elle abritait plusieurs centaines d'agents secrets, entretenait des sociétés de mercenaires, participait à l'organisation de coups d'État. Via les paradis fiscaux, *Elf* a organisé le drainage d'énormes marges occultes sur l'exploitation de l'or noir africain : production non déclarée, surfacturation des investissements, arnaques sur le préfinancement des productions futures, commissions occultes, etc. Si un certain nombre de volets de l'enquête ont été éclairés, les trajets des flux financiers restent obscurs, perdus dans le brouillard des paradis fiscaux. Quelle est l'identité des titulaires de comptes anonymes aux appellations savoureuses (*Tomate, Salade, Langouste...*), tous situés dans des banques en Suisse, au Liechtenstein ou au Panama ? Qui sont les créateurs des sociétés écrans comme la *Grutness Ltd* ou la *Stacab Inc.*, utilisées par *Elf* pour verser des commissions au dictateur nigérian Abacha suite aux renégociations des permis pétroliers ? Qui sont les bénéficiaires d'un système opaque de commissions ayant atteint plus de 120 millions d'euros par an, utilisé à des fins de corruption politique et d'enrichissement personnel ? Ces questions resteront sans réponse. Les clés de l'affaire *Elf* sont dans les coffres des paradis fiscaux (1).

En 1998, c'est au tour de l'*Angolagate* de défrayer la chronique. Là encore, les paradis fiscaux sont au cœur d'une vaste affaire de pillage du pétrole, de trafic d'armes et de corruption. On retrouve en Angola des multinationales du pétrole et



de l'armement (*BP-Amoco, TotalFinaElf, Exxon...*), des intermédiaires financiers spécialistes des montages opaques (Pierre Falcone, Jean-Charles Marchiani, Arcadi Gaydamak...) et les services secrets de différentes puissances mondiales (France, Etats-Unis, Russie, Israël, etc.) (2). L'*Angolagate* inaugure l'ère de la *Mafiafrrique*, l'interconnexion des réseaux de pillage des richesses africaines. Mais si les acteurs évoluent, la pièce maîtresse des montages financiers reste la même : les paradis fiscaux.

La Françafrique n'est cependant pas la seule utilisatrice de ces "zones de non-droit". Souvenons-nous :

- 2001, faillite spectaculaire d'Enron : la septième entreprise des Etats-Unis utilisait massivement les paradis fiscaux (près de 700 filiales dans les seules îles Caïman) pour truquer ses résultats, ne

pas payer d'impôts et dissimuler ses dettes, en toute connivence avec le cabinet d'audit *Arthur Andersen* (3).

- 2002, marée noire sur les côtes de la Galice. Le propriétaire du pétrolier *Prestige* ? Une société enregistrée au Liberia. Son affréteur ? Basé en Suisse. Le propriétaire de l'affréteur ? Un holding russe ayant transféré ses activités à Gibraltar. Résultat ? Les responsables courent toujours (4).

- 2003, affaire *Metaleurop* : 2000 licenciements sauvages, un site pollué laissé en l'état. Le Premier ministre parla à l'époque de "patrons voyous" et engagea une procédure judiciaire... pour découvrir sa propre impuissance. Car l'actionnaire principal de *Metaleurop*, la société *Glencore*, appartient à un actionnaire installé en Suisse.

Nous pourrions multiplier les exemples. De l'affaire *Léotard* au trucage des marchés publics d'Île-de-France, du scandale de la MNEF à celui du *Kremlingate*, les paradis fiscaux sont impliqués dans tous les grands scandales de ces dernières années. A chaque fois, l'opacité permet le contournement de toute loi judiciaire, fiscale, sociale ou écologique.

## Une place centrale dans l'économie mondiale

Mais les paradis fiscaux ne sont pas seulement le terreau de la criminalité. Ils occupent désormais une place centrale dans l'économie mondiale. On estime que plus de la moitié des transactions financières internationales transitent par les paradis fiscaux. De même, les paradis fiscaux abritent plus de la moitié des fonds déposés dans le monde. Par exemple, pas moins de 500 milliards de dollars seraient déposés dans les 600 banques des îles Caïman, faisant de ce confetti la cinquième place financière de la planète (5).

(1) Pour le détail de l'affaire *Elf*, nous vous recommandons la pièce *Elf la pompe Afrique* de/par Nicolas Lambert ou le documentaire *Elf, une Afrique sous influence* (136mn, 2000)

(2) Qui depuis a changé de nom et se nomme désormais *Accenture*.

(3) Actuellement, les pavillons de complaisance constituent plus de 60% de la flotte mondiale. cf. *Transport maritime : danger public et bien mondial*, François Lille, Raphaël Baumler, Charles Léopold Mayer, 2005.

(5) Les îles Caïman comptent presque autant d'immatriculations de sociétés que d'habitants (environ 35 000).

La quasi-totalité des banques occidentales ont des succursales dans des paradis fiscaux. C'est le cas de la *BNP Paribas*, présente aux Bahamas et aux îles Caïmans. Ou du *Crédit Agricole*, du *CIC*, du *Crédit Lyonnais*, de *Natexis Banques Populaires*, de la *Société Générale*, etc. Les grandes sociétés françaises ne sont pas en reste. *Air France* détient environ 45 % de la société de leasing *Air France Leasing Partners*, logée aux Antilles néerlandaises. *Thomson* possède une société commerciale à la Barbade. *Schneider* détient deux filiales aux Bermudes. *Renault* dispose d'une société financière en Suisse. *Total* réalise la plus grande partie de ses bénéfices dans des filiales enregistrées aux îles Bermudes. Et ce ne sont là que des exemples...

Depuis la fin des années 70, les paradis fiscaux permettent aux banques et aux entreprises d'appliquer concrètement et sauvagement les dogmes de l'idéologie libérale, la recherche d'un profit maximal avec des réglementations minimales. En témoigne l'évasion fiscale croissante. Rien qu'en France, celle-ci est estimée à 50 milliards de dollars annuels, soit plus de 10 % du budget de l'État. Plus les recettes publiques fondent, plus les gouvernements font pression sur la retraite, la sécurité sociale, l'éducation et autres biens publics. La situation touche également les pays du Sud. Les pertes de recettes fiscales pour les pays dits "en développement" sont estimées à 50 milliards de dollars par an, soit autant que l'aide publique au développement annuel des pays de l'OCDE. Au Nord comme au Sud, cette situation profite surtout aux contribuables les plus aisés et aux grandes entreprises.

Vu sous cet angle, le nivellement par le bas auquel se livrent les principaux acteurs économiques de la planète rejoint dans un même élan le développement de la criminalité mondiale. "Les réseaux du crime organisé n'ont fait que suivre les chemins tout tracés par les entreprises multinationales et qu'emprunter les multiples circuits d'occultation que la plus fine fleur des avocats, notaires et banquiers londoniens, luxembourgeois et genevois ont su inventer" (6).

## Des solutions politiques

Face à cette situation inacceptable, que pouvons-nous faire ? D'abord, combattre une idée reçue, celle de l'impuissance politique. Si les acteurs dominants de la politique ou de l'économie souhaitaient réellement lutter contre les paradis



L'évasion fiscale.

fiscaux, ils le pourraient. La cinquantaine de paradis fiscaux que compte la planète s'est développée grâce au soutien actif des pays occidentaux, États-Unis et Europe en tête. Leur existence est d'ailleurs parfaitement légale au regard de la législation internationale. Il ne s'agit pas de territoires "pirates" se développant à l'insu des États "légaux" : 95 % des paradis fiscaux sont d'anciens comptoirs ou colonies britanniques, français, espagnols, néerlandais, américains, restés dépendants des puissances tutélaires. Par exemple, comme le déclarait un procureur de New York en 1998 : "Les îles Caïman appartiennent à la Couronne britannique. Leur gouverneur comme leur ministre de la Justice sont nommés par Londres. Le Royaume-Uni a donc le pouvoir de mettre un terme au laisser-faire dans sa colonie, mais il n'en fait rien" (6). La situation est similaire entre Monaco et la France, le Delaware et les États-Unis, etc.

La lutte contre les paradis fiscaux est urgente. Elle représente une revendication commune au Nord comme au Sud. Tout juge d'instruction ou journaliste honnête, tout militant de la solidarité internationale ou de l'écologie, tout humaniste désirent une transformation sociale trouve sur sa route l'obstacle des paradis fiscaux.

D'un côté, les bénéficiaires de ces "boîtes noires" sont peu nombreux mais puissants : détenteurs de capitaux, ban-

quiers, intermédiaires financiers, criminels, services secrets, trafiquants... La majeure partie des classes dirigeantes et des acteurs dominants de l'économie ont intérêt à développer ces zones de fiscalité privilégiée et d'impunité judiciaire.

De l'autre, ses victimes sont légion : populations qui subissent les dictatures, le pillage des ressources, les marées noires, les délocalisations sauvages, la coupe des budgets publics, la destruction des solidarités construites par un siècle de luttes sociales.

Il est temps qu'un mouvement social fasse vaciller ce schéma tragique. Dans cette lourde tâche, des campagnes d'information et une convergence des luttes sont indispensables. C'est dans ce but que s'est constituée le 2 février 2006 une "plate-forme contre les paradis fiscaux et judiciaires", initiée par les associations *Survie*, *ATTAC*, *CADTM*, *CCFD*, *CRID*, *Eau Vive*, *Réseau Foi & Justice*, *Secours Catholique/Caritas France*, *Transparence Internationale* (7). Puisse cette coalition porter ses fruits et s'élargir.

**Samuël Foutoyet ■**

Auteur de la brochure  
*Pour en finir avec les paradis fiscaux*, *Survie*, 2005.  
Membre du bureau national de l'association *Survie*.

(6) *Le Capitalisme clandestin*, Godefroy & Lascoumes, La Découverte, 2004.

(7) En savoir plus sur la plate-forme : association *Survie*, 01 44 61 03 25.

# Les résistances africaines

Une réalité complexe et ambiguë,  
mais pleine de promesses.

**A**border la question des “résistances africaines” sans définir clairement de quoi on parle peut s’avérer un verbiage intellectuel. Il importe également de contextualiser le sujet. En effet, depuis la traite négrière, les africains ont toujours résisté. Il y a donc lieu de préciser la période historique et la sphère géographique dont il est ici question. Enfin, traiter des “résistances africaines” signifie que l’on trace une perspective historique, que l’on dégage les grandes tendances d’évolution et les enjeux essentiels qui travaillent aujourd’hui les sociétés africaines, en quête d’une liberté toujours confisquée et d’un bonheur qui marche à reculons.

Commençons donc par clarifier la notion de “résistances africaines” à partir de deux exemples tirées de l’histoire récente d’un pays africain, le Burkina Faso.

Lors d’un discours devenu célèbre, le président burkinabé Thomas Sankara a tenu ces propos le 27 juillet 1987 devant ses pairs à la tribune de l’OUA (1) : “ Il y a crise aujourd’hui parce que les masses refusent que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques individus. Il y a crise parce que quelques individus déposent dans des banques à l’étranger de sommes colossales qui suffiraient à développer l’Afrique. Il y a crise parce que face à ces richesses individuelles que l’on peut nommer, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos et les bas quartiers. Il y a donc lutte et l’exacerbation de cette lutte amène les tenants du pouvoir financier à s’inquiéter. On nous demande aujourd’hui d’être complices de la recherche d’un équilibre. Equilibre en faveur des tenants du pouvoir financier. Equilibre au détriment de nos masses populaires. Non ! Nous ne pouvons pas être complices. Non ! Nous ne pouvons pas accompagner ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples. Nous ne pouvons pas les accompagner dans leurs démarches assassines. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n’avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. Nous ne pouvons pas payer la dette parce que les autres nous doivent ce que les plus grandes richesses ne

*pourront pas payer, c’est-à-dire la dette de sang. C’est notre sang qui a été versé”.*

Deux mois après avoir craché ses vérités à la face des pillards de l’Afrique, Thomas Sankara tombait sous les balles de la garde prétorienne du capitaine Blaise Compaoré. La fable servie aux Burkinabés et au monde pour justifier ce coup d’Etat soutenu par la France ? Le “beau Blaise”, qui a toujours été “*soucieux des intérêts de son peuple, a dû mettre fin à la dérive du pouvoir autocratique de Sankara qui a trahi la cause de la révolution*”.

Ce mensonge d’Etat fera long feu. Au Burkina, l’assassinat du premier chef d’Etat africain qui osa tenir tête à Mitterrand sera suivi de nombreux autres, dont celui du journaliste Norbert Zongo en 1998. Ce dernier avait eu le tort de lever le voile sur les dessous mafieux du “règne Compaoré”.



L’armée française à Djibouti.

2003, sommet de l’OMC à Cancún : 16 ans après son coup d’Etat, Blaise Compaoré est toujours au pouvoir. Alors que les rares entreprises publiques du pays sont bradées aux proches du régime avec pour corollaire un licenciement massif des travailleurs, alors que la corruption atteint tous les rouages de l’administration et que le peuple trime sous l’effet des mesures antisociales et liberticides du FMI et de la Banque mondiale, une vaste opération médiatique est lancée à l’approche du sommet de Cancún. Elle met en scène “*le président burkinabé, chef de file des pays africains producteurs de coton en lutte contre le commerce inégal*”. Pendant plusieurs semaines, les médias les plus influents, notamment ceux du Nord, vont présenter Blaise Compaoré comme une “*nouvelle figure de la résistance africaine*”, “*cette race de nouveaux dirigeants africains qui n’entendent plus se laisser dicter les règles d’un marché inégal*”, etc.

De ces deux figures de la “résistance africaine”, laquelle peut revendiquer sans travestir le sens du mot “résister” ?

Avec Thomas Sankara, nous avons le combattant qui a lutté, qui a résisté à l’oppression et à l’exploitation de son pays et de son continent, quelles que soient par ailleurs les légitimes et justes critiques qu’on a pu lui faire sur certains aspects liberticides de sa gestion du pouvoir. Sankara a fait de la résistance en vue de changer, de transformer le cours des choses.

Avec Blaise Compaoré, l’homme qui a fait passer son pays du statut de pays pauvre à “pays pauvre très endetté”, nous avons une résistance de façade, une opposition factice à l’ordre néolibéral. Ce qui lui a valu d’ailleurs le titre de “bon élève du FMI”, un terme peu flatteur pour un défenseur des intérêts de son peuple... A Cancun, l’actuel président burkinabé, contrairement à la propagande qui a voulu faire de lui “*le défenseur des paysans africains*”, n’était qu’une marionnette mise en mouvement pour faire diversion. En réalité, Blaise Compaoré défendait ses propres intérêts de propriétaire terrien, non pas ceux des petits producteurs du Burkina, du Mali ou du Bénin.

Nous voilà au cœur de notre débat. De quoi et de qui veut-on parler quand on évoque les “résistances africaines” ?

S’agit-il de celles et ceux qui luttent pour avoir leur part du gâteau dans cette vaste opération qu’est le pillage des

(1) Aujourd’hui UA : Union africaine.

richesses africaines ? Ou s'agit-il de celles et ceux qui contestent l'exploitation et exigent que les peuples africains soient maîtres de leur destin et puissent décider librement du choix de leurs dirigeants et de la gestion de la chose publique ?

Sans remonter loin dans l'histoire du continent, qui s'est construite par strates dans une succession ininterrompue de résistances (résistances à la traite négrière, à l'esclavage, à la colonisation et à la néocolonisation), observons ce qui se passe aujourd'hui en Afrique, notamment dans la zone au sud du Sahara.

Au grand dam des historiographes prétendus "spécialistes de l'Afrique", à la lecture superficielle, fallacieuse et souvent foncièrement raciste (cf. le livre *Négrologie* de Stephen Smith), les africains n'assistent pas impuissants "à la plongée dans l'abîme de leur continent".

L'Afrique bouge et fourmille de résistances multiformes. Face aux dictatures tenaces, de larges secteurs de la société civile africaine continuent de se battre. Dans cette galaxie des résistances africaines, des artistes donnent de la voix. Le combat exemplaire de Tiken Jah Fakoli en Côte-d'Ivoire illustre parfaitement l'engagement de l'artiste africain au service des droits humains et des peuples. Les hommes et les femmes de médias ont eux aussi payé et continuent de payer un lourd tribut pour enraciner définitivement la liberté d'expression sur le vieux continent.

## Des réseaux d'entraide

A côté des artistes et des journalistes, les syndicalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les hommes et femmes politiques de l'opposition, les jeunes, les femmes, les organisations paysannes, les intellectuels, les associations de quartiers se sont progressivement coalisés dans bon nombre de pays africains pour constituer des contre-pouvoirs et des réseaux d'entraide militante. Dans certains de ces pays, des dynamiques visant à mettre fin à l'ordre dictatorial sont nées et gagnent chaque jour en vigueur et en détermination.

Ce bouillonnement citoyen salvateur est pourtant minoré voire ignoré dans les grands médias hexagonaux qui sont plus intéressés par les frasques des palais présidentiels africains.

Mais les résistances africaines butent sur un obstacle de taille : les soutiens divers (politiques, économiques, militaires, diplomatiques) dont les dictatures africaines bénéficient auprès des puissances occidentales. Dans ce sombre registre, la France, ancienne puissance coloniale, continue (malgré une perte d'influence relative) de faire et de défaire les pouvoirs africains par le biais du système françafricain mis en place par le général de Gaulle pour contrer et galvauder les luttes des indépendantistes africains dans les années 60.



Compaoré (Burkina Faso), Touré (Mali), Gbagbo (Côte d'Ivoire).

Fin novembre 2005 et en janvier 2006, deux grandes rencontres militantes ont eu lieu à Bamako. Le contre-sommet Afrique/France et le Forum social mondial ont témoigné de la montée en puissance des résistances africaines. Ces récentes rencontres citoyennes de Bamako ont montré la maturité des acteurs de la société civile africaine qui ont su cibler, malgré la répression dont ils sont souvent l'objet et la modicité de leurs moyens techniques et matériels, les thèmes majeurs sur lesquels ils entendent se mobiliser dans les mois et les années à venir :

- la lutte contre l'impunité est un combat cardinal que s'assignent les militant(e)s africain(e)s. L'impunité est devenue une composante essentielle du mode de gestion du pouvoir des régimes africains dictatoriaux. Sans une lutte résolue pour exiger la vérité et la justice sur les nombreux crimes économiques et de sang qui jalonnent le règne des Bongo, Idriss Débi, Blaise Compaoré, la dynastie Gnassingbé,



L'armée française en Côte d'Ivoire.

etc., les rares acquis démocratiques obtenus ces dernières années resteront toujours précaires. L'alternance politique passe par ce combat.

- la lutte contre la vie chère, contre la dette odieuse, contre le diktat du FMI et de la Banque mondiale est désormais dans l'agenda de tous les mouvements sociaux africains. Les syndicalistes africains se rendent à l'évidence, après de longues années d'actions vouées à l'échec, qu'il faut résister aux plans d'ajustements structurels non pas pour demander leur réadaptation mais pour exiger leur arrêt immédiat et la mise en place de véritables réformes économiques soucieuses des droits des travailleurs et des populations.

- la lutte pour la souveraineté alimentaire a été au cœur des débats du Forum social polycentrique de Bamako. Les africains, appuyés et soutenus par les peuples du Nord, doivent gagner la bataille pour le respect et la valorisation de leur agriculture et la juste rémunération de leurs produits agricoles.

- la lutte pour la reconquête et la jouissance par les populations africaines des richesses naturelles du continent a été largement débattue. L'Afrique, continent le plus riche en divers biens naturels et culturels, est toujours spoliée et exploitée à travers des mécanismes d'exploitation frauduleusement appelés "accords de coopération".

Bien entendu, à Bamako, il n'y avait pas (fort heureusement !) que des militant(e)s africain(e)s. De centaines de représentant(e)s d'ONG du Nord étaient aux côtés des Africain(e)s pour bien marquer la dimension désormais mondiale des résistances contre l'ordre néolibéral.

Cette coopération des acteurs de la société civile internationale constitue un phénomène socio-politique important. C'est une nouvelle donne citoyenne que devront intégrer les résistants africains dans l'élaboration de la stratégie de leurs combats futurs.

Savoir s'inspirer des exemples des pionniers du panafricanisme (Nkuamé Nkrumah, Sylvanus Olympio, Amilcar Cabral, Patrice Lumumba, Nelson Mandela...) tout en s'appuyant intelligemment sur les nouveaux atouts et les nouvelles revendications que recèle le mouvement alter-mondialiste naissant, tels sont les deux défis majeurs qui se posent aujourd'hui aux résistances africaines.

**Ardiouma Sirima ■**

Président du Collectif de France  
Affaire Norbert Zongo (COFANZO)  
Membre du bureau national de l'association Survie

# Françafrique et décroissance

Quel est le rapport entre la lutte contre la Françafrique et le mouvement de la décroissance ? Pour tenter d'y répondre, voici la retranscription d'un petit débat improvisé suite à une conférence sur la Françafrique :

**L**a Françafrique, c'est tragique, révoltant. Mais que faire !  
L'Afrique, c'est si loin...

- Si loin que ça ? Moi, elle me semble bien proche. Quand je croise une station-service, je pense à l'affaire Elf. Quand je vois des meubles en bois exotiques, je pense au pillage des forêts camerounaises. Quand j'aperçois une centrale nucléaire, je pense aux mines d'uranium de la Cogema au Niger. Quand je vois un téléphone portable, je pense au trafic du coltan au Congo. Quand je...

- Ça va, ça va, j'ai compris. Bientôt, tu vas me culpabiliser parce que je mange du chocolat... Ne te trompe pas de cible ! Nous n'y sommes pour rien si la Françafrique existe. C'est plutôt nos dirigeants politiques qui sont responsables de cette situation.

- Bien sûr, il faut lutter de toutes ses forces contre les agissements des élus, des entreprises ou des militaires français en Afrique. Mais je pense qu'il faut également s'interroger sur le lien étroit entre les pillages de la Françafrique et le mode de vie occidental actuel. Dénoncer les méfaits de Total ou d'Exxon en Afrique sans réfléchir sur sa propre consommation de pétrole, cela me semble aussi incohérent qu'un militant alter-mondialiste qui manifesterait contre l'impérialisme des États-Unis une canette de Coca-Cola à la main.

- Tu confonds deux choses : les richesses africaines et la manière dont elles sont réparties actuellement. Si les richesses africaines augmentent, c'est grâce aux besoins de pétrole, de minerais ou de cacao des puissances occidentales. Sans ces richesses, le développement africain est impossible.

- Depuis 50 ans, c'est toujours le même schéma développementiste qui nous est servi à toutes les sauces : "les pays du Sud doivent développer leurs exportations pour augmenter leur crois-



DR  
Plateforme pétrolière au Gabon.

sance économique, seule condition du plein emploi et de l'harmonie sociale". Depuis 50 ans, la réalité est inverse. Plus les pays du Nord s'enrichissent, plus les pays du Sud s'appauvrissent (1). Les populations africaines ne bénéficient pas des fruits de la croissance. Ils aboutissent dans les banques des multinationales et des potentats locaux. Et nous, "petits français", nous sommes les rouages anonymes de ce système profondément inégalitaire. Au début de la chaîne, des ouvriers africains se font exploiter pour cultiver du cacao ou du coton. A l'autre bout, nous achetons du chocolat ou des vêtements sans nous soucier de leurs conditions de production. Les grandes multinationales prospèrent sur ce modèle économique qui encourage l'apathie et la dépolitisation des citoyens. A mes yeux, la Françafrique et la course à la croissance ne sont que les deux faces d'une même médaille.

(1) cf. *Le Développement, histoire d'une croyance occidentale*, Gilbert Rist, Presses de Sciences-Po, 1996.



DR

Flottage du bois au Gabon.

- Et moi je considère plutôt la Françafrique comme une dérive du système. Il ne faut pas remettre en cause l'ensemble du modèle économique actuel ! Lorsque les dictatures tomberont, les peuples africains profiteront de leurs richesses.

- A t'entendre, il suffirait de meilleurs contre-pouvoirs, de meilleurs gouvernants et de meilleures lois pour faire disparaître la Françafrique. Bref, tu rêves de représentants "intègres", d'une République française "solidaire", d'entreprises "citoyennes", d'un commerce "équitable", d'un développement "durable". Cet espoir d'un capitalisme "à visage humain" me semble fallacieux. Je pense que la Françafrique est indissociable d'un système économique basé sur le profit et

d'une République où les élus sont incontrôlables. Nous avons besoin d'une profonde transformation de nos institutions politiques et de nos comportements économiques.

- Mais qu'est-ce que tu entends par changer nos comportements économiques ?

- Le mode de vie occidental actuel est une impasse écologique, sociale et économique. Impasse écologique : six milliards d'humains produisant et consommant autant qu'un Américain ou un Européen moyen, cela signifierait la dégradation irréversible de notre environnement vital. Impasse sociale : l'industrie occidentale repose sur l'exploitation sauvage des pays du Sud, la Françafrique en est une éclatante illustration. Impasse économique : alors que les profits capitalistes n'ont jamais été aussi élevés, les inégalités ne font qu'augmenter, au Nord comme au Sud. Partant de ce constat, un minimum de cohérence consiste à tenter de nuire le moins possible dans sa vie quotidienne : utiliser au minimum sa voiture (ou ne pas en avoir), manger des fruits et légumes de saison produits localement, cultiver un potager, boudier les grandes surfaces, préférer les recycleries et friperies, refuser le téléphone portable et autres gadgets polluants, etc. Ces démarches de "décroissance" ou de "simplicité volontaire" rassemblent de plus en plus de personnes soucieuses de diminuer leur empreinte écologique. Les groupes pétroliers ne

seraient rien sans les allées et venues au supermarché, la consommation de gadgets en plastique, l'auto-boulot-dodo, les vacances en avion ! La simplicité volontaire n'est pas seulement un acte écologique, elle est aussi un engagement humaniste.

- Tu crois vraiment que la décroissance est une façon de combattre la Françafrique ?

- Le mouvement de décroissance me semble participer du même élan que la lutte contre la Françafrique, celui d'une action pour développer les Biens publics. Tant qu'elle reste minoritaire, cette perspective aura cependant un impact limité. Comme tout projet de société ou toute lutte politique, la décroissance reste insuffisante si nous ne sommes pas plus nombreux. Boycotter à quelques-uns les bois tropicaux n'empêchera pas la destruction des forêts africaines. Quelques vélosophes ne sonneront pas la fin du pillage du pétrole africain. L'enjeu dépasse de loin l'éthique de quelques individus. Elle relève de l'organisation de la société dans son ensemble. Nous sommes tous concernés par la Françafrique. Alors, faisons converger nos luttes : aux mouvements se réclamant de la décroissance d'appuyer la lutte contre la Françafrique ! Aux associations luttant contre la Françafrique d'intégrer la dynamique de décroissance !

Propos recueillis par  
Jonathan Ludd ■



G. Talon

## Le soja contre la vie



Si le soja en Asie est cultivé pour l'alimentation humaine, en Amérique du Sud, c'est essentiellement pour nourrir les élevages nord-américains et européens. Pour cela, les grands propriétaires terriens expulsent les petits paysans pour augmenter sans cesse leur chiffre d'affaires. De plus en plus de gens se retrouvent alors sans terre et donc sans autonomie alimentaire. Il ne leur reste plus qu'à aller défricher de nouvelles terres... ce qui déplace le problème en posant des problèmes d'environnement. Une campagne a été lancée par le CCFD, la confédération paysanne et d'autres pour demander qu'en Amérique du Sud, priorité soit donnée à l'agriculture paysanne, source d'autonomie alimentaire et qu'ici au Nord, nous diminuions nos élevages industriels au profit d'élevage en plein air, en utilisant les terres en jachères et avec de la nourriture

produite localement. Des cartes postales sont disponibles pour cette campagne auprès de CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris, tél : 01 44 82 80 00.

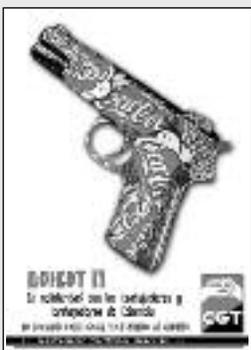
## Paris-Dakar durable ?

Philippe Gallois, un architecte n'a rien trouvé de mieux pour faire la promotion de la qualité environnementale que de s'engager sur le Paris-Dakar ! Avec son 4x4, il annonce vouloir faire avancer la cause du développement durable ! Ecraser des Africains et brûler du pétrole, c'est effectivement de la haute qualité environnementale !

## BRÉSIL Reboisement

Scandalisé de voir sa région natale presque entièrement à nu (plus que 0,3 % de surface boisée contre 70 % quand il était enfant), le célèbre photographe Sebastião Salgado a racheté la ferme de ses parents, y a replanté 740 000 arbres, puis a mis en place une pépinière géante capable de produire un million d'arbres par an.

## COLOMBIE Coca-Cola nous tue



Des syndicalistes colombiens sont venus témoigner à Caracas, au Forum social mondial, des pratiques de Coca-Cola dans leur pays : pour éviter les revendications syndicales, la multinationale aurait passé des accords avec des milices paramilitaires d'extrême-droite chargées de faire disparaître les syndicalistes gênants. La Colombie détient le record mondial de syndicalistes tués.

## MALI L'or des colonies

Le Mali est officiellement un des pays les plus pauvres du monde. Pourtant, c'est le troisième plus gros exportateur d'or de l'Afrique. Pourquoi un tel stock de métal précieux ne profite-t-il pas au pays ? Parce que les mines sont exploitées par la Somadex, une société qui appartient à Bouygues, et qui sous-traite pour Randgold, une multinationale sud-africaine.

Non seulement cette richesse s'évapore à l'étranger, mais les conditions de travail dans les mines sont déplorables. En 2000, les mineurs obtiennent la mise en place d'un code minier qui ne sera jamais appliqué. Les syndicats découvrent que pour payer moins de primes aux ouvriers, les quantités extraites sont minorées. Les syndicats attaquent alors devant les tribunaux et fin 2004, la Somadex est condamnée à payer des arriérés de salaires sur onze ans portant sur 838 millions d'euros ! C'est alors la guerre et des commandos font des descentes dans les villages pour inti-



A Morla : une mine d'or.

mider les ouvriers. En octobre 2005, 530 mineurs sur 700 sont licenciés. Ceux-ci se mettent alors en grève illimitée, 9 syndicalistes sont arrêtés, emprisonnés, d'autres attaqués... Un comité de soutien s'est constitué en France avec AC ! Peuples solidaires, la CGT... pour demander le respect du jugement à Bouygues.

## Commerce équitable

■ **Respecter les relations nord-nord.** Un sondage commandé par 60 millions de consommateurs (n° de mars 2006), indique que 75% des sondés estiment que le commerce équitable peut améliorer les conditions de vie des producteurs dans les pays les plus pauvres... mais 78% estiment que cela devrait aussi aider les petits producteurs en difficulté ici.

■ **Agriculture et commerce équitable local.** Ingalañ est une association de promotion du commerce équitable, membre de la fédération Breizh Ha Reizh,

regroupement breton des structures de commerce équitable. Olivier Hameillon, étudiant à l'école supérieure d'agriculture d'Angers, a mené une enquête pour cette association pour définir ce que pourraient être les initiatives susceptibles de rentrer dans le cadre du commerce équitable. Il relève une forte demande des acteurs locaux pour que les critères mis en place au niveau international soient repris au niveau local : juste rémunération du travail, respect de l'environnement, transparence... L'enquête se poursuit maintenant côté consommateurs pour savoir comment faire passer l'idée d'un commerce équitable local. Ingalañ, c/o Café de la Pente, 9, route du Vieux Bourg, 56220 Rochefort-en-Terre, tél : 06 82 82 10 56.

## PARIS

## Le Marais solidaire

L'association *Le Marais solidaire* organise le 20 mai de 12 h à 20 h aux abords de la mairie du 3<sup>e</sup>, rue Eugène Spuller, un marché du commerce solidaire et alternatif sous toutes ses formes : commerce équitable, paysan, biologique, développement durable. Expositions, spectacles et débats, stands associatifs. *Le Marais Solidaire*, François Longéras, Marie du 3<sup>e</sup>, 2, rue Eugène-Spuller, 75003 Paris, tél : 01 53 01 75 27.

## Quinzaine du commerce équitable



■ **Côtes-d'Armor :** le 7 mai à Kermoroc'h (nord de Guingamp), repas équitable animé par l'association

Assobio et la Scop Au goût de l'équité. *Au goût de l'équité*, route de Rostrenen, 22340 Maël-Carhaix.

■ **Ille-et-Vilaine :** Le 11 mai à Rennes, soirée Cabareith au Sablier. Le 12 et 13 mai, à la maison internationale rennaise, colloque sur le thème "Le commerce équitable est-il réservé à des privilégiés ?". Les 13 et 14 mai, à la halle Martinot, à Rennes, en lien avec l'Archipel, salon "vivre et consommer autrement". Ingalañ, c/o Café de la Pente, 9, route du Vieux Bourg, 56220 Rochefort-en-Terre, tél : 06 82 82 10 56.

■ **Morbihan :** Le 4 mai, au palais des congrès de Pontivy, conférence-débat "vivre et travailler auX payS" pour un commerce équitable local. Le 7 mai, Cabareith au café de la Pente à Rochefort-en-Terre. Ingalañ, c/o Café de la Pente, 9, route du Vieux Bourg, 56220 Rochefort-en-Terre, tél : 06 82 82 10 56.

■ **Strasbourg :** 6e marché européen du commerce équitable et des finances solidaires, les 13 et 14 mai au pavillon Joséphine de l'Orangerie. Colecosol, espace Nord-Sud, 17, rue de Boston, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 61 15 50.



# Paix

## Prolifération nucléaire

■ **Arabie Saoudite : rappel gênant.** Le gouvernement d'Arabie saoudite est venu indirectement à l'aide de l'Iran sur le dossier de la prolifération nucléaire en demandant à l'ONU d'appliquer les mêmes sanctions à l'Iran qu'à ceux qui ont déjà violé le traité de non-prolifération : Israël, Pakistan et Inde.

### SAINTES

## Pour que survive la planète

Les deuxièmes rencontres internationales pour le désarmement nucléaire, biologique et chimique ont choisi comme thème "Pour que survive la planète". Ces rencontres se tiennent à Saintes (Charente-Maritime) du 6 au 8 mai, organisées par ACDN, Action des citoyens pour le désarmement nucléaire, avec le soutien de différents mouvements comme Greenpeace, Green Cross, Pugwash, Abolition 2000, etc. Mordechai Vanunu, présent ou retenu en Israël, en est l'invité d'honneur. Des ateliers porteront sur la faillite du traité de non prolifération, sur la guerre de plus en plus utilisée comme "solution", sur le changement de doctrine de la France vis-à-vis de l'arme nucléaire, sur la situation iranienne (et le lien nucléaire civil et militaire), sur l'appel des maires d'Hiroshima et Nagasaki, sur les moyens de sortir du nucléaire civil et militaire... Le 7 au soir, soirée publique sur la responsabilité des scientifiques, des politiques et des citoyens. Le 8 mai, à l'occasion de la commémoration de l'armistice de 1945, un arbre d'Hiroshima sera planté dans l'espoir d'un monde sans la menace nucléaire. Programme complet : ACDN, 31, rue Cormier, 17000 saintes, tél : 06 73 50 76 61.



Le mémorial de la Paix à Hiroshima.

### ■ Colombie : interpellation.

Suite à une information en provenance du FBI, les forces de police de Bogota ont retrouvé dans une villa sous forte protection, 13,5 kg de matière "hautement radioactive". Il s'agirait d'uranium enrichi en provenance d'un pays de l'ex-Union soviétique.

### ■ Inde : France contre USA.

Derrière la visite en Inde de Chirac fin février et de Bush, début mars, se cache une sombre histoire économique : essayer de vendre de nouveaux réacteurs nucléaires à l'Inde. Ceci en dépit du fait que certains des 22 réacteurs existant servent actuellement à fournir à l'armée indienne la matière fissile nécessaire à la multiplication des armes nucléaires. On critique l'Iran et on flatte l'Inde...

### COREE

## Condamnations

Le 26 janvier 2006, un tribunal de Séoul a condamné Dow Chemical et Monsanto à verser 62 millions de dollars à 6800 Sud-Coréens, supplétifs de l'armée US, exposés aux défoliants lors de la guerre du Vietnam. 20 000 dossiers étaient en cours. Alors qu'il a été impossible jusqu'à maintenant de faire condamner les Etats-Unis, la justice coréenne semble avoir trouvé un autre moyen pour obtenir réparation. Dow Chemical et Monsanto avaient mis au point l'agent Orange qui, encore aujourd'hui, fait des dégâts sur la santé de ceux qui vivent dans les zones contaminées. A noter que Dow Chemical est aussi le propriétaire de l'usine qui a explosé à Bhopal en Inde (3000 morts, 20 000 personnes handicapées). Monsanto essaie de son côté de nous convaincre de l'innocuité de ses OGM. (CQFD, février 2006)

### ALLEMAGNE

## Rencontres de l'IRG

L'Internationale des résistants à la guerre fédère de très nombreux groupes pacifistes dans le monde. Elle organise une réunion mondiale tous les trois ans. La prochaine se tiendra en Allemagne du 23 au 27 juillet prochain. En France, on peut y participer en contactant l'Union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75 les vendredis après-midis.

## Inspections citoyennes

Le traité de non-prolifération nucléaire indique que si d'une part les Etats qui ne possèdent pas la bombe s'engagent à ne pas chercher à l'avoir, ceux qui la possèdent doivent commencer à désarmer. Or, non seulement aucun des grands n'en fait rien, mais en plus, l'AIEA n'envoie jamais ses inspecteurs chercher des armes de destruction massive dans les pays qui détiennent le pouvoir de veto à l'ONU



Faslane 2005.

(France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Russie et Chine). C'est pour pallier ce manque que depuis quelques années, des actions d'"inspections citoyennes" ont été mises en place : des volontaires entrent dans les bases militaires pour essayer d'en savoir plus sur la présence d'armes nucléaires. De telles actions ont lieu régulièrement depuis plusieurs années à Faslane (Ecosse) où sont stationnés les sous-marins de la force nucléaire britannique. D'autres actions ont lieu à Kleine Vogel en Belgique où se trouvent des missiles nucléaires de l'OTAN. L'action tend à s'élargir et les premières actions sont prévues pour cet automne en France à l'initiative de Greenpeace, espérant ainsi briser le tabou au moment des élections présidentielles. Le programme à venir est le suivant :

- en juillet, la campagne belge *bombspotting* va mener des inspections dans une dizaine de bases militaires.
  - le 6 août, anniversaire d'Hiroshima, des inspections auront lieu en Italie.
  - le 23 septembre aura lieu la première inspection citoyenne en France. Au départ, il était envisagé une action à Valduc, près de Dijon où sont entretenues les bombes, ce sera finalement la base d'essais de Biscarosse dans les Landes où sont testés en mer les missiles porteurs de bombes qui sera inspectée.
  - en octobre, des inspections auront lieu à Faslane (Ecosse).
  - en novembre, une manifestation est organisée contre le sommet de l'OTAN
  - au printemps 2007, mars ou avril, une deuxième inspection est déjà prévue en France.
- Pour participer à l'action, prendre contact avec *Xavier Renou*, Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.



Faslane 2005.



Faslane 2005.

## Bush dégoût

■ **Demande de retrait.** Le 17 novembre 2005, un parlementaire démocrate a déposé la première demande de retrait des troupes US d'Irak. Georges Bush n'est plus soutenu que par 38 % de l'opinion publique états-unienne.

■ **Le vrai coût de la guerre.** Selon le Congrès américain, fin 2005, le conflit irakien aurait coûté aux Etats-Unis 251 milliards de dollars et s'alourdiraient de six milliards par mois. Des chiffres fortement

contestés par une équipe d'économistes dirigée par Joseph Stiglitz, prix Nobel économie 2001. Selon leurs propres estimations, le gouvernement ne comptabilise pas tout. Il oublierait les coûts médicaux que nécessitent les soins aux dizaines de milliers de blessés rapatriés dont certains seront handicapés à vie. Il manque également le coût du renouvellement du matériel qui du fait de son usage s'use plus vite. Il faut rajouter les intérêts de la dette provoquée par les frais de cette guerre et enfin, plus difficile à chiffrer, la hausse du prix du carburant en partie imputable au conflit. Selon l'équipe d'économistes, la réalité serait comprise entre 1000 et 2000 milliards de dollars.

■ **Manifestations.** A l'occasion du troisième anniversaire du début de la guerre en Irak, le 18 mars, des manifestations ont été organisées dans plusieurs pays. En Grande-Bretagne, 80 000 personnes ont défilé à Londres avec en tête le maire Ken Livingstone pour demander le retrait des troupes britanniques. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Rome pour conspuer Berlusconi. 3000 personnes ont manifesté à Copenhague. 2000 à Athènes, 1000 à Stockholm, 3000 à Istanbul, 4000 à Madrid, 3000 à Barcelone, plusieurs milliers à Sydney, 1000 à Lisbonne, 3000 à Bruxelles. Des manifestations ont également eu lieu au Japon, en Autriche, au Pakistan... Aux Etats-Unis, 160 manifestations ont eu lieu dans tout le pays. Plusieurs milliers de personnes ont défilé à New-York derrière une forte représentation des vétérans du Vietnam. A Los Angeles, plusieurs milliers de personnes ont manifesté avec le même tee-shirt noir portant le nombre de morts provoqué par le conflit. A San Francisco, une immense danse a eu lieu dans les rues avec plusieurs milliers de personnes. A Boston, un groupe a accroché sur les hauteurs d'un immeuble en centre ville une immense banderole avec le texte suivant : "Quand Bush ment, cela fait cent mille morts".



publicité

Boîtes aux lettres envahies, intrusions téléphoniques, panneaux d'affichage omniprésents et souvent illégaux. Le n° 138 d'ANV explore la manipulation publicitaire, laquelle incite à la surconsommation, et provoque frustration, obésité, surendettement, perte des valeurs, pillage de la planète... L'enfant-roi est devenu un enfant-proie. Le Collectif des déboulonneurs de la pub, présent déjà dans six villes de France, s'engage en désobéissance civile non-violente en barbouillant chaque mois des panneaux publicitaires, au grand jour, à visage découvert ; arrestations, procès en vue.



La revue trimestrielle de recherche, *Alternatives non-violentes*, publie son n° 138

12 €

### Remettre la publicité à sa place

- Éditorial, par Géraldine Hérouin.
- Les jeunes victimes des marques, par Paul Ariès.
- L'idéologie publicitaire ou les sept « boulons » d'un vrai cancer mental, par François Brune.
- Le Collectif des déboulonneurs s'engage en non-violence, par François Vaillant.
- Quand le paysage est pris en otage, par Pierre-Jean Delahousse.
- L'économie de la distraction, par Thomas Coutrot.
- Faut-il avoir peur d'abandonner la course à la croissance ? par Serge Lafouche.
- Florilège de citations de personnalités, pour ou contre la publicité.
- Préparation corporelle à la non-violence active, par Jean-Baptiste Libouban.
- Les actions de déversement de prospectus sur la chaussée - Mouvement pour une rentrée sans marques - L'action de RAP contre la publicité dans les établissements scolaires - Le festival Camino - Au sujet du Dictionnaire de la non-violence de Jean-Marie Muller, par Jean-Marie Fardeau, Yvan Gradis, Driss Mahdi, Elisabeth Maheu, etc.

À RETOURNER À : ANV, Centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen

Écrire très lisiblement, merci.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse complète : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Je commande 1 exemplaire du n° 138, au prix de 14 € (port compris) OUI NON

Je m'abonne pour un an, à partir du n° 138 que je demande à recevoir (4 numéros par an)

|                           |         |
|---------------------------|---------|
| Tarif petit budget : 28 € | OUI NON |
| Tarif normal : 36 €       | OUI NON |
| Tarif de soutien : 50 €   | OUI NON |

Ci-joint mon chèque de ..... €, à l'ordre de : ANV

Date : ..... Signature : .....

[www.anv-lrnc.org](http://www.anv-lrnc.org)



## Agriculture bio

### ■ Une charte pour les Amap ?

La bio est-elle écologique ? Quand on voit comment le grand commerce l'utilise à toutes les sauces pour nous proposer des produits d'importation bien sûrs sans produits chimiques, mais réalisés avec de la main-d'œuvre sous-payée, on peut en douter. Les Amap, association pour le maintien d'une agriculture paysanne, permettent d'associer un producteur local à des consommateurs. En relocalisant ainsi la bio, on franchit un pas de plus vers l'écologie. Une réflexion s'est engagée dans le réseau des Amap pour discuter d'une certification collective qui prenne en compte non seulement les charges liées à la bio, mais qui y introduise également les conditions sociales du travail, une réflexion fort intéressante qui pourrait enfin déboucher sur une démarche écologique. *Alliance Provence paysans écologistes consommateurs, 17, rue Daniel-Melchior, 83000 Toulon, tél : 04 94 98 80 00.*



■ **Rhône-Alpes : stagnation.** Avec 1220 exploitations, la région Rhône-Alpes est celle qui en compte le plus en France (devant

Midi-Pyrénées et les Pays de Loire). Cela représente près de 2,5 % des surfaces agricoles utiles. Mais depuis 2004, on constate une stagnation en terme de surface avec de fortes disparités selon les départements : on compte 8,8 % de la surface agricole en bio dans la Drôme contre 1,1 % en Savoie, Haute-Savoie et Loire. Si la bio a progressé ces dernières années surtout dans l'Ain et le Rhône, on constate une baisse des surfaces en Isère (-10 %) et en Savoie (-21 %). Des exploitations anciennes s'arrêtent faute de jeunes pour assurer la relève.

## Finances

■ **Les Cigales.** Les Cigales, Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire, ont vu le jour en 1983

### ■ 10<sup>e</sup> langue mondiale ?

Au niveau d'internet, l'espéranto se classe en dixième position concernant les

langues utilisées (en tête sans surprise l'anglais (avec 49 % des pages !), devant l'allemand, le français et l'espagnol). Alors qu'il existerait 6800 langues officielles dans le monde, c'est indéniablement un signe de bonne santé pour une langue qui n'existe que depuis 120 ans.

■ **Spirou parle espéranto.** après Tintin et Gaston Lagaffe, c'est au tour de Spirou d'être publié en espéranto. "Saluto la Sinjorinon" est la traduction de "Dis bonjour à la dame", tome 1 du petit Spirou, de Tome et Janry.

■ **Europe : l'espéranto comme solution.** A la demande du haut conseil d'évaluation de l'école, rattaché au ministère de l'éducation nationale, un rapport a été commandé au professeur Grin de l'université de Genève sur l'orientation de l'enseignement des langues étrangères. Ce rapport remis au ministère en septembre 2005, conclut qu'il y a trois solutions pour l'avenir : soit on mise sur l'anglais, ce qui crée une injustice entre la Grande-Bretagne et les autres et sera très coûteux ; soit on maintient le plurilinguisme, avec un roulement des langues dans les institutions, ce qui serait le plus équitable, mais est pratiquement impossible à organiser et extrêmement coûteux, soit l'adoption de l'espéranto comme langue européenne, ce qui, selon le rapport, du fait de sa facilité d'apprentissage, sa précision, permettrait l'équité entre tous pour un coût raisonnable.

■ **Rennes : congrès espérantiste.** Le congrès national d'Espéranto-France se tiendra du 5 au 9 mai à Rennes. Renseignements : *Espéranto-France, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 08 717 718 33.*

■ **Aix-les-Bains : congrès Rhône-Alpes.** Du 5 au 7 mai, à la MJC, 4, rue Vaugelas, se tiendra une rencontre des groupes d'espéranto de la région Rhône-Alpes sur le thème "espéranto et éducation". Le vendredi 5, cours gratuits en après-midi, à 20h30 : conférence "espéranto et mondialisation" avec Gérard Brisoux. Samedi 6, cours gratuits en matinée. A 11h30, plantation d'un arbre et pose d'une plaque commémorative en l'honneur du Docteur Zamenhof, fondateur de la langue. 15 h : conférence sur "Pologne et espéranto" en espéranto avec traduction en français. 17h30 : vente aux enchères solidaires, 20h30 : soirée musicale. *Groupe espéranto, MJC, 4, rue Vaugelas, 73100 Aix-les-Bains.*

## Marches pour la décroissance

De nombreuses envies de marches régionales pour la décroissance sont en discussion un peu partout et certaines sont déjà annoncées concrètement :

■ **Nord :** à partir du 25 juin, départ devant la centrale de Gravelines. *Martin Boutry, 8, Les Tilleuls, 59152 Gruson, tél : 06 22 13 32 33 ou Cécile Dubert, tél : 03 20 42 95 44.* Réunion de 20 h à 22 h au café citoyen, à Lille, les deuxièmes mercredis du mois.

■ **Bretagne :** départ le 27 avril de Rochefort-sur-Terre (Morbihan) en direction de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) où est en projet le futur aéroport nantais. Arrivée le 1er mai. Une deuxième marche devrait partir de Nantes. Contact : *Jean-Marie Robert, tél : 02 97 66 54 93, bleiz56@wanadoo.fr.*

■ **Cévennes :** du 20 mai au 20 juin, départ et retour à Drouilhèdes, suivi d'un chantier festif. *Tribu vivace, tél : 06 19 42 18 69.*

■ **Grenoble-Die :** une marche sur le thème "Explorons les chemins de la décroissance ! se tient du 29 Avril au 8 mai 2006. Renseignements sur <http://www.grenoble.ouvaton.org/doku.php?id=projet:marche2006>



Maxime Gattineau  
Marche pour la décroissance 2005.

à l'initiative de l'Aldea, Agence de liaison pour le développement de l'économie alternative), une association née quelques années avant. Une Cigale permet de réunir un petit capital en indivision volontaire et de le placer dans le capital de plusieurs entreprises, avec le risque que cela comporte. Cette prise de participation financière permet à l'entreprise de disposer d'un cercle de personnes intéressées par son activité qui peut lui apporter de bons conseils, l'aider à créer un réseau commercial... le retour sur investissement n'étant généralement pas la principale préoccupation. En 1998, une centaine de Cigales existent en France impliquées dans 53 entreprises. Une fédération est alors mise en place pour en favoriser la coordination. Le nombre de Cigales va fluctuer pour rester toujours autour de la centaine aujourd'hui. En 2003, sur 95 clubs actifs, on en comptait 21 créés dans l'année, avec un total de 1300 adhérents. Pour connaître mieux le fonctionnement des Cigales, le mieux est de prendre contact avec la *Fédération des Cigales, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 91 90 91.*

■ **La Nef en AG.** La société financière La Nef tiendra son assemblée générale à Paris le samedi 20 mai. Une vingtaine de réunions régionales préparant cette AG sont organisées à partir

du 24 avril. Renseignements : *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0811 90 11 90.*

## Economie solidaire ?

Parmi les critères retenus pour définir les entreprises relevant de l'économie solidaire, on trouve le coefficient entre le plus faible et le plus haut revenu de l'entreprise. Ce coefficient est actuellement fixé à 4 pour les entreprises de moins de 19 salariés, à 7 à partir du vingtième salarié. Cela signifie qu'un responsable peut avoir un salaire jusqu'à 4 ou 7 fois celui du plus bas. Est-ce cela être solidaire ? Pourquoi une heure d'un salarié serait-elle différente d'une autre heure de salarié ? Les besoins entre les personnes ne sont-ils pas les mêmes ? Pourquoi faut-il maintenir ainsi les inégalités sociales ? Bref, de quelle solidarité parle-t-on ? Une réflexion menée il y a fort longtemps à *S!lence* avait conclu qu'une telle différence de rémunération se justifie d'autant moins que les travaux les mieux rémunérés sont souvent les plus intéressants. *S!lence* a donc adopté le principe du salaire à taux unique depuis ses débuts. Nous serions heureux de connaître les réflexions menées par d'autres initiatives alternatives dans ce domaine.

# Les châtaigniers du 22<sup>e</sup> siècle

Les châtaigniers représentent une ressource d'une grande richesse dans la perspective d'une société relocalisée du fait de la fin des transports faciles.

Encore faut-il anticiper suffisamment à l'avance.

Il n'est peut-être pas encore trop tard.

L'observation de nos paysages ruraux montre tout ce que nos prédécesseurs nous ont légué. A nos successeurs nous léguerons surtout des surfaces polluées, des ressources pillées et des déchets. Avez-vous eu l'idée de donner à des personnes pas encore nées ? Contrairement au don immédiat fait à des personnes géographiquement proches ou lointaines, n'attendez aucun remerciement.

Un siècle pour venir, un siècle pour produire, un siècle pour partir, ainsi les anciens résumaient la vie du châtaignier. Avec une telle culture, il faut donc raisonner au delà d'une vie humaine. Jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, la châtaigneraie était un outil autonomisant pour de nombreuses régions aux sols siliceux et pauvres. Dans les pentes ardéchoises, malgré des sols superficiels et un climat brutal, la population a atteint des densités élevées (100 habitants/km<sup>2</sup> vers 1860), et des habitants vigoureux comme le prouve l'abondance des aménagements.

Avec l'utilisation de l'énergie fossile, les transports ferrés puis routiers ont mis le verger de châtaigniers en concurrence avec les productions industrielles (combustibles, céréales des plaines...). Certains paysans ont rejoint l'industrie de l'époque, d'autres ont reconverti leur verger vers la production commercialisable. Les troncs furent alors coupés et vendus pour l'extraction des tanins, puis les rejets de souche furent massivement greffés (1) avec des cultivars (2) produisant des fruits adaptés à la consommation en frais, c'est-à-dire satisfaisant la demande des consommateurs urbains malades du sucriste.



Sans intrants, un verger de châtaigniers bien mené peut produire régulièrement deux tonnes par hectare chaque année, donc une tonne de matière sèche (3). En céréales, de tels rendements nets n'ont été atteints qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, dans les sols de plaine les plus riches (Beauce...) avec des intrants et un travail bien supérieur. Lorsqu'en raison de l'épuisement des réserves de phosphore et d'énergie fossile, la production céréalière sera revenue à de plus justes proportions (4), les transports plus coûteux, le châtaignier redeviendra dans beaucoup de contrées l'arbre à pain, à fourrage, à

bois... Le verger sera prêt à temps... pour autant que nous le préparions des maintenant.

Il faut que des amateurs viennent renforcer les agriculteurs pour sauvegarder cet élément de notre patrimoine rural afin qu'au 22<sup>e</sup> siècle, nos successeurs puissent manger à leur faim, lorsque le pétrole ne sera plus qu'un souvenir et que l'agriculture sera autogène ou ne sera pas.

Patrice Néel ■

Tel : 04 75 65 47 60.

L'auteur peut vous donner tous les renseignements pratiques si vous voulez vous lancer dans les plantations de châtaigniers.



(1) Et on peut ensuite greffer les rejets qui sortent de la souche, renouvelant ce bail tricentennal. La durée de vie d'une souche est estimée à au moins 1000 ans (en Sicile, un arbre est attesté pour 1500 ans).

(2) La différence entre un cultivar et une variété réside dans le fait que les caractéristiques uniques d'un cultivar ne sont généralement pas transmises d'une génération à l'autre par la semence. Le terme de variété est impropre pour des arbres reproduits par voie végétative ; il n'y a pas de variabilité entre les différents arbres comme dans une population dont les gènes sont brassés à chaque étape de reproduction sexuée.

(3) Châtaignes fraîches : glucides 38 %, protéines 5 % (pas de gluten), lipides 2 % (acides linoléique, palmitique, oléique en proportions variables selon les arbres), cellulose 2 %, potassium 530 mg, vitamine C 23 mg/100 g (valeurs moyennes), et même de l'acide gamma amino-butyrique...

(4) Pas d'affolement, la France produit bon an mal an environ 35 millions de tonnes de blé. Cinq servent à l'alimentation humaine, cinq à l'alimentation animale, 10 à 15 sont exportées au sein de l'UE, le reste hors de l'Europe. La diminution des rendements en céréales n'amènera pas au rationnement du pain, mais à l'augmentation de son prix.

(5) Le genre *Castanea* comprend le châtaignier européen (*C. sativa*) mais aussi des espèces japonaise (*C. crenata*) ou chinoise (*C. mollissima*), au goût rappelant plus l'amidon que la châtaigne. Les hybrides interspécifiques manifestent certes une relative tolérance à la maladie de l'Encre (*Phytophthora sp.*), mais ont conservé de leur ancêtre asiatique l'absence de saveur des fruits et l'adaptation aux climats océaniques.

(6) Longtemps supposé, l'échange de sucres entre plantes différentes (mais à mêmes espèces mycorhiziennes associées) est maintenant prouvé.



## Salon du livre libertaire

Le 3<sup>e</sup> salon du livre libertaire et des médias libres se tiendra les 17 et 18 juin à l'espace Condorcet de la Cité des sciences et de l'industrie, à la Villette. Entrée gratuite. L'occasion de découvrir que si les grands médias ont du mal à vivre, la petite édition indépendante est en pleine ébullition. Renseignements : *Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.*

HAUTE-MARNE

## L'atelier des Sabots de Vénus

L'Atelier des Sabots de Vénus présente une salle d'exposition sur les fées et les lutins réalisés en pièce unique par des artisans. Elle comprend également une bibliothèque effique et une salle de relaxation. Samuel Stolarz y propose des stages à la demande sur les légendes des lutins et le rapport à la nature, la découverte de la nature sensorielle, le rôle des contes, les jeux coopératifs... *L'Atelier des Sabots de Vénus, Samuel Stolarz, BP3, 52160 Auberive, tél : 03 25 90 65 15.*

## Festival mondial de la Terre

**D**u 19 au 25 juin, vous êtes invités à organiser et relayer chez vous les activités liées à ce festival décentralisé. Thèmes suggérés : lundi 19 juin, terre solidaire avec promotion de l'économie solidaire, des relations de quartiers, la reconnaissance des différences et des peuples autochtones ; mardi 20 juin : terre des enfants avec promotion des droits des enfants et des organismes qui les soutiennent ; mercredi 21 juin : terre pacifique avec animation musicale (fête de la musique) sur le thème de la paix ; jeudi 22 juin, terre préservée, avec sensibilisation aux ques-

## BREST Les murs murs de la ville

L'infokiosk enbullant de Brest est un collectif d'appropriation de l'information sous toutes ses formes. Il a débuté en février dernier par la publication d'un journal mural mensuel. Cette méthode d'information ne pouvant reposer que sur un réseau de colleurs d'affiches, il lance un appel aux volontaires : les affiches sont fournies gratuitement et évidemment on peut participer à la rédaction des affiches suivantes. Le contact se fait pour le moment par internet : *infokioskenbullant@no-log.org, site : infokioskenbullant.c.a.*

## Ecotopia

**L**a rencontre des alternatifs européens Ecotopia se tient cette année près de Zvolen, en Slovaquie. Comme chaque année depuis 1989, ce camp autogéré (qui se tient en anglais) est précédé par une convergence cycliste, le byketour, qui partira cette année le 1er juillet de Lituanie pour ensuite traverser la Pologne et rejoindre la Slovaquie pour l'ouverture du camp à la mi-août. Renseignements : *Eyfa, postbus 94115, 1090 GC Amsterdam, Pays-Bas, tél : 0031 20 665 7743.*

tions d'environnement, promotion de la biodiversité, découvertes de sites naturels ; vendredi 23 juin, terre des arts, avec expositions artistiques, spectacles, animations ; samedi 24 juin, terre en chœur, avec chorales d'enfants et d'adultes et concerts divers ; dimanche 25 juin, terre nourricière avec pique-nique, sensibilisation à la bio, contacts avec la nature, rondes humaines pour la fin du festival. La première édition en 2005 avait fédéré 195 événements dans 24 pays. Des actions avaient eu lieu dans quinze villes de France. En 2006, à Paris, les 23, 24 et 25 juin, un village associatif se tiendra dans le parc de Bercy. Pour en savoir plus : *Terralliance, maison des associations, BAL 16, 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris, tél : 01 49 77 71 30.*



PARIS

## Veggie pride

**V**eggie pride, la fête de la fierté végétarienne et végétalienne, se tiendra le samedi 20 mai. Départ à 14 h de la place Georges-Pompidou (parvis de Beaubourg). Contact : *08 71 71 70 71.*

La Veggie pride place de la Sorbonne à Paris.

LOIRE-ATLANTIQUE

## Les Amis de plein gré

*Les Amis de plein gré* est un lieu de vie, un lieu d'expérimentation humaine et sociale visant l'autonomie et l'échange en harmonie avec la nature. Installé sur cinq hectares, avec bâtiments, chapelle, étang, bois, prés, le lieu a été acheté par une société civile en avril 2005 et confié à l'associa-

tion *Les Amis de plein gré*. Un jardin, un petit élevage, solaire, bois, éolien assurent l'énergie, la restauration des lieux abandonnés pendant trente ans occupent une grande partie du temps. Le collectif cherche actuellement des personnes motivées pour venir s'installer et développer de nouveaux projets. Des visites sont organisées le premier dimanche de chaque mois et un séminaire se tiendra du 9 au 11 octobre, suivi d'un chantier festif du 12 au 14 octobre. *Les Amis de Plein gré, La Grée, 44660 Soulvache, tél : 06 60 83 15 79.*



Portage du toit.

HAUTES-PYRÉNÉES

## Village de yourtes

**D**epuis juillet 2005, un village de yourtes est en train de se mettre en place à Galez. Outre les yourtes elles-mêmes, sont construits des toilettes, des chemins, une chambre de méditation ouverte sur les montagnes, un parking... un jardin en permaculture est en préparation. L'idée au centre de ce nouvel écovillage est d'aller vers les techniques les plus économes en terme d'empreinte écologique. Au cours du mois de juin, un atelier collectif est mis en place pendant tout le mois pour construire trois yourtes supplémentaires. D'autres ateliers sont proposés autour de la couture, de la musique, du Qi gong, du tai chi... Pour ces stages, le logement est gratuit sous votre tipi ou votre tente personnelle. Le prix des stages est fonction des revenus (de 70 à 240 € repas bio compris). Renseignements : *Louise et Jack, tél : 06 22 24 42 79.*



# Calinorévolution

**Le manque d'amour, quel dommage alors que la chaleur humaine est quasiment illimitée si on la laisse s'exprimer.**

**L**a décroissance consiste à faire preuve de "mesure" lorsque les ressources sont limitées. Pour que tout le monde puisse vivre dignement sur cette planète, consommons moins de pétrole, de bois, de voitures, de produits emballés dans les pays du nord. On touche là, directement ou indirectement, à des ressources limitées qui se réduisent quand on les distribue. C'est la vision du gâteau qu'il faut partager.

Si la sobriété s'impose en ce domaine, il en est d'autres où elle n'a plus de raison d'être. C'est le cas dans le domaine de l'inquantifiable, du qualitatif. Partageons la joie, partageons la tendresse, partageons la chaleur humaine. Je ne pense pas qu'il faille parler alors de croissance, concept lié à des paramètres quantifiés ; or, dans notre cas, ce qui augmente n'a pas à se mesurer, il s'agit alors de "déméure".

La décroissance soutenable, c'est de la mesure dans ce qui décroît par le partage, et de la démesure dans ce qui croît quand on le partage.

Les émotions, la joie, la bonne humeur, la santé, la convivialité, la beauté, tout cela augmente avec le partage, donc dans un monde qui voudrait être équitable, il n'y a pas d'hésitation à développer cela.

La marche pour la décroissance de l'été 2005 a été le théâtre de relations différentes entre les gens, où il semble que

nous étions plus à l'écoute, plus ouverts, plus proches en général que dans notre vie de tous les jours. Nous avons pendant ce mois-là réussi à vivre de manière frugale matériellement, mais avec une démesure de relations humaines, créant une richesse totalement inquantifiable, mais faisant tellement chaud au cœur.

## Parlons du câlin

C'est un contact rapproché, sensible, consensuel, qui procure du bonheur. Dans notre monde où tout contact physique est associé au rapport sexuel, il s'agit ici de bien faire la distinction. Entraide humaine dans sa forme la plus concentrée, le câlin est dans le même temps une action et du bonheur vécu. Il est peu de domaines où le but ultime de la vie, le plaisir quoi, se trouve aussi simplement atteint par une action si simple et facile. C'est un moyen accessible partout pour tous, potentiellement au moins, même si une surprenante rareté semble prévaloir. Il est intéressant de voir que, pour certaines personnes, le contact physique est un moyen d'expression important, qui a aussi un caractère hautement culturel. D'un autre côté, le contact physique ne doit pas être obligatoire. Certaines personnes sont simplement heureuses de limiter ce contact à quelques êtres chers.

Le câlin a beaucoup d'atouts par rapport à la frénésie de la consommation matérielle. Il ne coûte rien, il ne participe pas à la société de consommation quand l'empathie est de la partie (ce qui est indispensable). Le contact physique permet de réduire toutes sortes de consommations : d'espace, d'énergie... Sincèrement : dans un câlin, de quoi a-t-on besoin ? Le câlin est même capable de désamorcer des crises ; combien de personnes boivent, s'engueulent, se sentent mal par manque d'amour, à cause de l'isolement ?

Pourquoi un monde si étriqué, pourquoi tant de gens enfermés dans leur vie monotone ? Je voudrais me libérer, ne plus ressentir la chape de plomb. Bien sûr le respect, la réelle écoute de l'autre, c'est primordial. On se rend bien compte de la réaction de l'autre : a-t-il envie de m'écouter, d'être prêt à donner, à ressentir, à sentir les vibrations de l'autre, le parfum, la vie — hors le spectacle bien sûr, hors la foutaise et le faux jeu. Il s'agit de revenir à la pulsion vraie, loin de nous après un certain temps de théorisation et d'intellect.

Ne faudrait-il pas appeler au développement de cet acte hautement politique et révolutionnaire, à la "calinorévolution" ? Alors abusons-en, mais sans désabuser bien sûr.

Soifito ■



CORRÈZE

## Salon des médias libres

Un salon des médias libres est organisé à Chanteix, les 12 et 13 mai à l'initiative de la CNT, de Peuple et Culture, Twededee, Attac, Rasl'front, Tuberculture, IPNS, Creuse-Citron... Le 12, à 20h30, conférence débat avec deux psychanalystes à la Boîte en zinc. Le 13, à partir de 10h, projection de *Désentubages catodiques* de Zaléa TV, rencontre avec des représentants de la presse libre. A 14 h, analyse critique des médias avec Patrick Watkins, réalisateur. En soirée, projection de *l'Horloge universelle* de Geoff Bowie sur les conditions de tournage du film La Commune de Peter Watkins... Débat et fête. Renseignements : *Forum social Limousin, 37, rue Frédéric-Mistral, 87100 Limoges, tél : 05 55 35 81 24 ou localement 05 55 20 97 59 (Christophe).*

TOULOUSE

## Forum des langues du monde

Le forum des langues du monde se tient sur la place du Capitole les 27 et 28 mai : plus de 80 langues seront présentes avec des débats sur la richesse des langues, sur le devoir d'accueillir et de respecter toutes les cultures. Chanteurs, conteurs, musiciens, magiciens, etc. Programme complet : *Carrefour culturel Arnaud-Bernard, 5, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 11 16.*

LANDES

## Les Pieds sur terre

*Les Pieds sur terre* vous propose une promenade sur un espace préservé de 15 hectares qui vous mène de la source à la rivière, de la forêt à la scierie, de la prairie aux brebis... A l'arrivée, expositions, centre de documentation et bar vous attendent. *Les Pieds sur terre, 40110 Onesse-et-Laharie, tél : 05 58 04 36 26.*

MARSEILLE

## Friche Rivoire et Carret

Les associations culturelles se mobilisent depuis 2004 pour que le site de l'ancienne usine Rivoire et Carret, 28 000 m<sup>2</sup>, devienne un pôle culturel dans l'est de la ville. Les comités d'initiative citoyenne des 10, 11 et 12<sup>e</sup> soutiennent la démarche, de même que les parents d'élèves, le quartier manquant sérieusement d'équipements culturels. Officiellement, la ville a donné son accord et elle a acheté la friche. Une partie des services de voirie a été installée sur place et un projet de caserne de pompiers a été lancé qui prend 9000 m<sup>2</sup>. Voyant ainsi l'espace libre diminuer rapidement, les associations ne sont pas contentes et demandent que 6000 m<sup>2</sup> au moins soient réservés pour la culture. Une fête de rue est organisée le 19 mai prochain pour faire pression en faveur d'un centre culturel et remettre à la mairie une pétition signée par plus de 5000 personnes. *Collectif pour une médiathèque sur l'ex-site Rivoire et Carret, 49, avenue de Miramas, 13011 Marseille.*



DR



DR

VAUCLUSE

## Festival tendresses

Le festival *Tendresses* a vu le jour en 1997 à l'initiative de Gérald Pagès. Ce festival entend faire la promotion d'une autre relation à l'autre et à la planète, faire face à l'exclusion, l'injustice, la maltraitance, les abus et la violence, encourager la liberté d'expression, la diversité culturelle sans aucune discrimination, en

rappelant le principe démocratique. Sa dixième édition se tient du 7 au 9 juillet à l'Espace Edouard-Grégoire, Le Pontet-du-Lac (à côté d'Avignon), avec comme thèmes cette année : L'ouverture aux autres, inné ou acquis ? L'amour peut-il sauver le Monde ? Invitée d'honneur : Sandrine Bonnaire. Ouverture du festival par Pierre Rabhi, avec également Jean-Marie Pelt, Albert Jacquard... *Festival Tendresses, BP 12, 13690 Graveson, tél : 06 09 53 57 44.*

MARSEILLE

## Rencontres des médias associatifs

**C**oral, Coopération des radios libres, Radio-Grenouille, Zaléa TV et le site internet Marseille solidaire organisent du 5 au 8 mai, à la Friche de la Belle de Mai, 41, rue Jobin, à Marseille, des rencontres régionales des médias associatifs — et non alternatifs comme on va le voir ! *Vendredi 5 mai, après-midi* : accueil et présentation des médias présents, soirée festive avec Africa fête. *Samedi 6 mai matin* : défilé des élus. *A 14 h* : début des ateliers : médias locaux et démocratie locale, médias associatifs et information locale, apport des radios locales dans le domaine de la création artistique. Soirée : débat retransmis par de multiples radios associatives avec encadrements de élus et des institutionnels. *Dimanche 7 matin, ateliers* : synergie entre service public et médias associatifs (aucune alternative n'est possible ?) ; associations critiques des médias ; télévision citoyenne. *Dimanche après-midi* : débats sur internet. *21 h* : film et débat sur l'emballage médiatique, avec Aline Pailler (France culture), Serge Halimi (*Monde diplomatique*), Henri Maler (Acrimed), Christian Digne (*La Marseillaise*)... soit uniquement des médias presque classiques ! *Lundi 8 mai, en matinée*, ateliers sur les radios libres, les télévisions libres, la publicité et les sondages. *Après-midi* : débats sur les médias associatifs dans le Sud avec Institut Panos, l'union des radios communautaires francophones...



La Friche Belle de Mai.

- **Coral**, 5, boulevard Danson, 13015 Marseille, tél : 04 95 06 40 28 (Jacques Soncin).
- **Radio-Grenouille**, 41, rue Jobin 13003 Marseille, tél : 04 95 04 95 15 (Julie de Muer).

## Rencontre des ami-e-s de S!lence...

Les ami-e-s de S!lence proposent leur traditionnelle rencontre estivale, du 2 au 9 août.



Bruno Guillemain

Les ami-e-s de silence en 2004.



Bruno Guillemain

Cette rencontre se déroulera dans le Lot, à la ferme *La Terre* (1) près de Livernon, gare d'Assier à 4 km, du 2 au 9 août. Elle sera précédée d'une semaine de préparation et montage du 26 juillet au 2 août.

Le but de la rencontre est de vivre ensemble de façon festive dans la simplicité volontaire, partager nos expériences d'autogestion et nos savoirs (*alternatives, habitat, énergie, vie quotidienne, alimentation, non-violence, décroissance...*), mettre la main à la pâte dans divers ateliers et lâcher prise... Bref, croquer la vie dans la bonne humeur !

Pour cela, prévoyez dès à présent votre contribution à cette grande œuvre... Proposez des ateliers liés à une pratique quotidienne de la décroissance et du vivre ensemble, amenez vos "trucs", vos bricolages maison, vos savoir-faire en matière de massages, arts martiaux, potager, tricot, votre groupe électrogène fonctionnant à l'huile de carotte ou votre chauffe-eau alimenté au cumulonimbus !

Pour participer, **merci de vous inscrire d'ici le solstice d'été (le 21 juin donc !)** afin de faciliter l'organisation.

Deux formules sont proposées : en cuisine collective ou en cuisine autogérée.

• **Formule A : cuisine collective.** La Cuisine collective végétarienne, est avant tout locale, principalement bio et... simple. Il n'y aura pas cette année de denrées venues de loin, mais, que les accros se rassurent, ils pourront amener leur

propres réserves (de thé, café, chocolat...). Parce que l'argent ne doit pas être un frein, nous maintenons un tarif volontairement bas de 42 € pour sept jours (tarif - de 12 ans : 21 €) + 5 € d'adhésion, qui permet juste de couvrir les frais de nourriture. Nous vous engageons à venir pour la semaine entière, cependant en cas d'empêchement, vous pouvez vous inscrire au tarif de 6 €/jour + 5 € d'adhésion. Parallèlement, nous proposons un tarif petit budget pour celles et ceux qui sont un peu justes (nous consulter) et lançons un appel solidaire à ceux qui peuvent verser plus. Nous demandons également une participation au petit déjeuner (le plus cher des trois repas) en apportant des produits comme du miel et de la confiture.

C'est le même fonctionnement pour la semaine de préparation à laquelle tous ceux qui le souhaitent sont invités à participer.

Merci de verser 20 € d'arrhes à l'inscription.

• **Formule B : cuisine autogérée.** Pour la cuisine autogérée, à partir des installations existantes, seule l'adhésion de 5 € est à régler. Il sera demandé une petite participation pour l'utilisation des installations sanitaires.

Attention ! Pour les deux formules : amener vos tentes et une nouveauté cette année, votre vaisselle. Nos amis les chiens ne sont pas admis.

(1) <http://vivrelaterre.free.fr>.

### Nous joindre et vous auto-organiser

■ Arrhes à l'ordre de Les Ami-e-s de Silence à retourner à : Laura Ruiz, 4, impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél : 04 67 04 12 40.

■ Contact par internet : [lafelaurla@no-log.org](mailto:lafelaurla@no-log.org)

■ Il est possible de passer des petites annonces d'offres et de demandes sur le site internet de débat des ami-e-s de Silence : <http://kiosq.info/ecowiki/wakka.php?wiki=CoVoiturage>.



Bruno Guillemain

Une maille à l'envers, une maille à l'endroit (atelier tricot).



# Alternatives

AUVERGNE

## Forum social

Organisé par un collectif d'associations, le forum social régional se tiendra à Billom (Puy-de-Dôme) du 19 au 21 mai. Un programme : vendredi à 17h45, arrivée de la caravane "Diagonale de Tchernobyl", 18 h : débat "mondialisation et communication", 20h30 : conférence "la banque mondiale, un coup d'Etat permanent" avec Eric Toussaint. Samedi 20 à 14 h : présentation de la tournée "Diagonale de Tchernobyl", 15 h : débat mondialisation et culture, 18 h : débat médias, publicité et information ; 21 h, film "désentubage cathodique". Dimanche : 13 h : scène ouverte de Slam, 15 h : débat relations culture et social, 18 h : restitution des ateliers et conclusions. Les ateliers se tenant pendant toutes les rencontres tout comme les stands d'information. UPC63, 3, rue Gaultier-de-Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 31 14 05.

SAVOIE

## Nouvelle AMAP

Véronique et Jean-Jacques Zanardo, maraîchers, écoulaient jusqu'à maintenant leur produc-

tion sur les marchés autour de chez eux. depuis le 15 mars, avec l'aide de leurs amis et de leurs clients, ils ont changé de mode de fonctionnement, se transformant en AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne. Le jeudi, ils distribuent des paniers bio aux adhérents de l'association. Des contacts sont en cours avec d'autres producteurs présents sur les marchés pour se joindre à l'AMAP et permettre de diversifier les paniers.

Renseignements : *Véronique et Jean-Jacques Zanardo, Les Grandes portes, 73220 Saint-Léger, tél : 04 79 36 18 46.*

## Séjours à la montagne

L'association Oxalis propose des séjours à la montagne dans un cadre solidaire, l'association étant également impliquée dans de multiples initiatives liées au développement local. Pour les 6-9 ans, l'association propose un camp dans une ferme sur le thème des "petits paysans" (16 au 22 juillet). Pour les 9-12 ans, un camp dans la nature sauvage "les explorateurs des bois et des jardins" (30 juillet au 5 août). Renseignements : *Edwige Picard, Oxalis, hameau de Broissieux, 73340 Bellecombe-en-Bauges, tél : 04 79 63 36 97.*

DRÔME

## Les Amanins

Le futur centre de séjour en Lagro-écologie que nous avons présenté dans le numéro de mars organise une journée portes ouvertes le samedi 13 mai avec débats et conférences. Renseignements : *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05.*



ISÈRE

## Terre vivante

Le centre Terre vivante ouvre ses portes à partir du 29 avril, l'occasion d'y passer une journée à la découverte des techniques de l'agriculture biologique et de l'habitat sain. Des journées thématiques et des visites accompagnées sont régulièrement proposées. Renseignement : *Terre vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

RHÔNE

## Les P'tits Nioules

Les P'tits Nioules accueille des enfants en gîte depuis maintenant quinze ans. Le gîte présente la particularité d'avoir été la première installation photoélectrique non reliée au réseau du département. Des séjours d'été proposent

différentes activités soit aux 7-10 ans, soit aux 11-14 ans : découverte de la nature, promenades avec des ânes, sensibilisation à l'écologie, découverte de la vie à la campagne, ateliers manuels, initiation à l'astronomie, jeux, sortie baignades, veillées... Renseignements : *Les P'tits Nioules, 69170 Les Sauvages, tél : 04 74 89 10 26.*



## Fêtes, foires, salons

(le signe \* indique que Silence est présent)

■ **Périgueux : Festi-Nature.** 5 au 8 mai, parc des expositions. Développement durable, marché bio et artisanat, éducation à l'environnement, films naturalistes, salon d'art nature... *Association Grandeur nature, 7, place de l'Hôtel-de-Ville, 24000 Périgueux, tél : 06 32 46 57 15.*

\* **Avignon : 10<sup>e</sup> Naturavignon.** 6 et 7 mai au domaine de la Souvine, thème de l'année : "quel environnement ferons-nous ?". *Avenir, BP 87, 84143 Montfavet cedex, tél : 06 76 28 24 57.*

■ **Ain : Festival un autre monde.** 6 et 7 mai, salle des fêtes La Boisse à Montluel. Festival musical et forum des associations. Thèmes de l'année : le Sida et le réchauffement climatique. *MJC, cours de la Portelle, 01120 Montluel, tél : 04 72 25 75 07.*

\* **Puy-de-Dôme : 1<sup>er</sup> Humus.** 6 et 7 mai à Chateldon. Conférences de Paul Ariès *développement durable ou décroissance* ; François Veillerette, *pesticides et santé* ; Michel Gasperin, *biodynamie et cristallisation sensible* ; Patrick Baronnet, *la maison autonome* ; Philippe Redois, *la phytoépuration...* *Humus, chez Anne et Thierry Trontin, Marioton, 63290 Chateldon, tél : 04 73 94 68 08.*

■ **Gard : Trucs et astuces du jardinier.** 7 mai à Saint-Jean-du-Gard, espace Paulhan. Conférences, démonstrations, expositions. *Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18.*

■ **Côte-d'Armor : 3<sup>e</sup> fête du jardin.** 7 mai au centre régional d'initiation à la rivière, à Belle-Isle-en-Terre. Bourse aux plantes, conférences sur l'assainissement individuel par la phytoépuration, sur les légumes bios, sur le compost; démonstration sur le jardinage, les énergies renouvelables, les gestes au quotidien... Entrée gratuite. *Centre régional d'initiation à la rivière, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél : 02 96 43 08 39.*

■ **Haut-Rhin : Cinquièmes journées des énergies renouvelables.** 13 et 14 mai, à la salle des fêtes de Saint-Amarin (30 km de Mulhouse). 30 exposants, 2 conférences, entrée gratuite. *Thur écologie et transports, Daniel Walter, 19, rue du Puits, 68550 Saint-Amarin, tél : 03 89 82 14 75.*

\* **Rennes : 6<sup>e</sup> Vivre et consommer autrement.** 13 et 14 mai à la Halle Martenot. Thème central : économie solidaire et équité, une soixantaine d'exposants. *L'Archipel, 1, rue Anatole-France, 35000 Rennes, tél : 02 23 46 05 06.*

■ **Ardèche : Ethnoplante.** Le 14 mai à Vinezac. Thème de l'année : "histoire de plantes, symboliques végétales et usages familiaux". Ateliers, conférences, expositions, visites, marché aux plantes. *Association Savoirs de Terroirs, Le Miolaure, 07200 Saint-Julien-de-Serre, tél : 04 75 35 88 50.*

\* **Haute-Loire : 3<sup>e</sup> foire bio de Langeac.** Le 14 mai. Thème de l'année : "lait et santé". *Haute-Loire biologique, hôtel interconsulaire, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 07 21 19.*

■ **Morbihan : journée du bio et des renouvelables.** 21 mai, à Saint-Gilles. *Dihun école Saint-Gilles, Thierry Le Roch, 26, rue Ambroise-Paré, Saint-Gilles, 56700 Hennebont, tél : 02 97 85 29 26.*

■ **Aude : 5<sup>e</sup> journée bio de Durban.** 21 mai, à Villesèques, marché d'agrobiologie et d'artisanat écologique. Thème de l'année : l'habitat sain et les énergies renouvelables. 60 exposants. *Nature et progrès, mairie, BP 46, 11190 Couiza, tél : 04 68 20 94 75.*

\* **Périgueux : foire biologique et écologique.** 21 mai sur le parking Tourny, thème de l'année : "OGM, menace sur la bio". *Coccinelle, 6, rue Tranquille, 24000 Périgueux, tél : 05 53 82 90 79.*

\* **Alsace : 25<sup>e</sup> foire de Rouffach.** Du 25 au 29 mai, plus grand salon écolo en extérieur en France avec 300 exposants fort bien sélectionnés. Une quarantaine de conférences et ateliers. Thème de l'année : *sobriété et décroissance* avec des sujets comme la dépendance pétrolière de l'agriculture, éloge de la modération, croissance = emploi ?, comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire...

Mais aussi les 20 ans de Tchernobyl, la renaissance agraire, le recyclage, Beljansky. Programme détaillé : *Foire de Rouffach, Chantal et Jean-Pierre Frick, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.*

■ **Pyrénées-Atlantiques : Bioterra.** 26 au 28 mai, parc des expositions de la Côte basque, Hendaye/Irun, à la frontière. Produit bio et environnement. *Bioterra, Ficoba, avda Iparralde, 43, 20302 Irun (Gipuzkoa), Espagne, tél : 00 (34) 943 66 77 88.*



## Rouler aux bio carburants, oui, mais...

**Avec la forte augmentation du prix du pétrole, la question des biocarburants est au centre de l'actualité. Tout et n'importe quoi se dit sur le sujet, tout et n'importe quoi se fait dans la pratique.**

**N**os pétroliers ont trouvé un moyen commode de continuer à vendre du gazole en l'affublant du préfixe bio, le "bio-diesel" composé de 94% de gazole et de 6% d'esters méthyliques d'huile végétale. Une parodie de biocarburant, pourtant reconnue et soutenue par les pouvoirs publics.

L'huile végétale pure (HVP), malgré un bilan énergétique hors compétition (jusqu'à 5,5 pour l'huile de tournesol contre 0,9 pour le gazole), n'est pas en odeur de sainteté et fait l'objet de campagnes de dénigrement et d'intimidation. C'est pourtant, à ce jour, le carburant le plus bio des bio carburants.

### Avantages

*Sur le plan écologique*, contrairement au pétrole dont le cycle de renouvellement est de plusieurs millions d'années, l'huile fait partie des énergies dites renouvelables.

La quantité de CO<sub>2</sub> rejetée par l'huile lors de sa combustion dans le moteur est à peu près égale à la quantité de CO<sub>2</sub> absorbée par la plante pendant sa croissance. Le gazole rejette environ cinq fois plus de gaz à effet de serre que l'huile.

Autre point qui concourt au très bon bilan énergétique de l'huile végétale pure est le fait que la production peut être très locale avec en prime la disparition des risques de pollutions marines type Erika et compagnie.

La production d'huile végétale génère un sous-produit très intéressant : le tourteau servant d'apport protéiné au bétail (actuellement 82% des tourteaux, souvent transgéniques, sont importés)

*Sur le plan humanitaire*, la maîtrise du pétrole (production, transport) est à l'origine de la plupart des guerres, du soutien occidental aux dictatures et aux gouvernements fantoches, avec son chapelet de misère, de mort, de vies brisées et de pays saccagés.

Quasiment chaque région du monde peut faire pousser une plante capable de produire une huile carburant (plus de 200 sont aujourd'hui répertoriées).

*Sur les plans économique et politique*, la production d'huile végétale pure contribue à la relocalisation de l'économie, à une certaine indépendance énergétique nationale et à une relance d'un secteur agricole aujourd'hui très malmené.

D'ailleurs, certains élus locaux en ont pris toute la mesure comme ceux de la

Communauté de communes du Séronais (en Ariège) qui étudie la possibilité de développer une filière HVP sur son territoire ou celle de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) qui fait déjà fonctionner son parc automobile à 30% d'huile.

### Inconvénients

Aujourd'hui, la consommation de carburant liée au transport routier explose tous azimuts. Il serait illusoire de croire que cela peut continuer sans que nous, nos enfants et plus généralement la planète tout entière n'en souffrent.

La mise en place d'énergies de substitution au pétrole ne doit pas nous faire oublier l'indispensable réduction de notre consommation de carburant.

Cette réduction passe par une politique volontariste de nos élus : relocalisation des productions de première nécessité (nourriture, habillement, matériaux de construction, soins, etc.), des productions d'énergie (électricité, carburants, chauffage), dynamisation des transports en commun...



Cette réduction passe également par nos choix de consommateurs et nos pratiques. Consommer local et de saison, optimiser nos déplacements, covoiter, prendre les transports en commun là où ils existent encore sont des moyens efficaces d'économiser les carburants.

*Le carburant le moins cher et le moins polluant reste le carburant non consommé.*

Autre point qui devra faire l'objet d'une grande vigilance est le choix des filières agricoles qui seront choisies. Il ne faudrait pas voir se développer une agriculture qui, sous prétexte de n'être pas alimentaire, utiliserait sans retenue et sans contrôle produits chimiques de toutes natures et semences génétiquement modifiées. Le remède pourrait être pire que le mal.

## Et la loi, dans tout ça ?

Il n'existe sur ce thème qu'un texte qui fasse loi, c'est la directive 2003/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 dont voici les articles les plus parlants :

### Article 1

La présente directive vise à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou d'autres carburants renouvelables pour remplacer le gazole ou l'essence à des fins de transport dans chaque Etat membre, en vue de contribuer à la réalisation d'objectifs consistant notamment à respecter les engagements en matière de changement climatique, à assurer une sécurité d'approvisionnement res-

pectueuse de l'environnement et à promouvoir les sources d'énergie renouvelables.

### Article 2

[...] Aux fins de la présente directive, on entend par "biocarburant", un combustible liquide ou gazeux utilisé pour le transport et produit à partir de la biomasse ; [...] par "huile végétale pure", une huile produite à partir de plantes oléagineuses par pression, extraction ou procédés comparables, brute ou raffinée, mais sans modification chimique, dans les cas où son utilisation est compatible avec le type de moteur concerné et les exigences correspondantes en matière d'émissions.

Un point reste du ressort de la loi française, c'est le montant de la taxe sur

les carburants qui sera appliquée à l'huile végétale pure. La France, comme nombre de ses voisins européens, exonérera-t-elle totalement les huiles carburants ?

Le traité de Rome impose une "égalité de traitement" en matière de fiscalité, or le "bio diesel" est exonéré à 80%, ce sera donc le moins que pourrait faire l'Etat français pour l'huile végétale pure.

Les choix qui seront faits en la matière seront un bon indicateur de la réelle volonté de nos politiques de voir se développer les vrais biocarburants et de leur indépendance par rapport aux pétroliers. Affaire à suivre...

Dominique Masset ■



# Energies

## Europe

### ■ Dépendance énergétique.

Selon une étude de la Commission européenne, rendue publique en juillet 2005, l'Europe va connaître de grandes difficultés d'approvisionnement en énergie du fait de la raréfaction du pétrole qui précède de peu celle du gaz. La France qui se vante de son "indépendance énergétique" grâce à ces réacteurs nucléaires n'y échappera pas. Le rapport estime qu'en 2030, l'Europe ne produira au mieux que 30 % de son énergie dont 12 % par le recours aux renouvelables. La solution la plus efficace pour ne pas trop dépenser : les économies d'énergie. Selon le rapport, baisser notre consommation énergétique de 20 % économiserait à partir de 2020 plus de 60 milliards d'euros par an.

■ **Les renouvelables en tête.** Le Parlement européen a adopté le 29 septembre 2005 un vœu présenté par le groupe des Verts avec le soutien de nombreux autres groupes. Ce vœu rappelle que

l'Europe est actuellement en tête dans le domaine des énergies renouvelables, en exploitant 21 technologies différentes. Le secteur est l'un des plus florissants de l'Europe, emploie déjà 250 000 personnes, a fait 15 milliards d'euros de bénéfices en 2004 et peut continuer à progresser d'autant plus vite que les coûts d'exploitation baissent de manière continue. Alors que les renouvelables représentent 10% de la consommation d'énergie en Europe aujourd'hui, le vœu souhaite que l'on vise les 25% en 2020, ce qui placerait alors les énergies renouvelables devant le gaz et le pétrole.

### ■ Belles intentions.

Le 6 décembre, l'Union européenne a annoncé un plan de baisse de la consommation énergétique de 9 % en neuf ans... chaque Etat étant libre de prendre les mesures adéquates. Malheureusement, aucune sanction n'étant possible, on peut d'ors et déjà prédire que les gouvernements regarderont du côté de la croissance économique plutôt que du côté des économies !

■ **Pour les renouvelables.** Alors que l'on assiste à un déchaînement médiatique en France pour justifier d'une relance du nucléaire (et essayer de vendre d'autres réacteurs EPR), un sondage réalisé pour le compte de l'Union européenne dans l'ensemble des 25 pays indique que seulement 12 % des sondés sont pour le développement du nucléaire, 48 % pour le développement du solaire, 31 % pour l'éolien. 41 % souhaitent la mise en place de nouvelles technologies. A noter que les plus pronucléaires sont les Suédois où le nucléaire est défendu par 32 % de la population. Le pays le plus opposé est l'Autriche où seulement 5 % de la population est pour une option nucléaire. Et la France ? 8 % seulement des Français sont pour la construction de nouveaux réacteurs ! Reste donc en France un léger problème de démocratie ! (*Union européenne, Eurobaromètre, 24 janvier 2006*)

### ■ Objectif renouvelable.

L'Europe a fait passer une directive imposant aux pays membres de produire 21% de leur électricité

avec des sources renouvelables d'ici 2010. Selon les indications données à l'Union européenne par les Etats membres, en 2010, l'Autriche espère arriver à 80% de son électricité d'origine renouvelable. La Suède suit avec 60%, puis la Lettonie (50%), le Portugal (39%), la Slovénie (33%)... la France vise 21% à la hauteur de la moyenne européenne. En queue de peloton, on trouve la Belgique (6%), Chypre et Luxembourg (5%), Estonie et Malte (4%), la Hongrie (3%).





# Le blé, carburant d'avenir ?

L'Ademe donne actuellement des subventions pour des projets de chaudières brûlant... du blé ! Est-ce vraiment une alternative au gasoil ?

**N**ous avons tous entendu parler des différentes civilisations alimentaires se rapportant à des ensembles géographiques plus ou moins bien définis ; la civilisation du riz pour les pays de l'Asie, celle du manioc pour l'Afrique, celle du maïs pour l'Amérique Centrale, celle du blé pour l'Europe occidentale. Le concept de civilisation alimentaire a ceci d'intéressant qu'il identifie l'aliment de base autour duquel gravitent les activités relatives à la souveraineté alimentaire d'une région.

Le déclin du pétrole bon marché aidant, voici que se développe dans nos campagnes une alternative au fuel domestique de chauffage soutenue par l'Ademe par le biais de subventions et de crédits d'impôts : les chaudières à biomasse. Jusque-là rien de bien nouveau d'un point de vue technique, dans la mesure où les chaudières à bois (qu'il soit en bûches, en copeaux, en granulés ou en plaquettes) existent depuis de nombreuses années.

Ce qui est nouveau, c'est le combustible que l'on compte faire brûler dans ces chaudières pour chauffer les logements. Le créneau du blé est en train de s'ouvrir depuis quelques années, et les techniciens et ingénieurs de tout poil ne tarissent pas d'éloges au sujet du pouvoir calorifique du blé, soit 2,5 kilogrammes de blé équivalant à 1 litre de gasoil. En effet, à 0,10 € le kg de blé cela ramènerait l'équivalent gasoil à 0,25 €.

A ceux qui hésitent encore, on explique que le blé est une biomasse, au même titre que le bois, les déchets végétaux... Toutefois, lorsqu'un agriculteur doit monter un dossier de demande d'aide à l'Ademe (crédit d'impôts par exemple), son banquier ne manque pas de lui préciser de ne pas parler de chaudière à blé, mais de chaudière à biomasse. Etrange précaution non ?

Techniquement, on peut espérer, en réalisant un rendement de neuf tonnes à l'hectare de blé (en culture intensive chi-

mique), la production de 3000 litres d'équivalent gasoil, après déduction des 600 litres de gasoil à l'hectare que dépense le mode de culture productiviste (coût énergétique du travail sur la ferme et coût énergétique de la fabrication des engrais et pesticides). Cependant, dans ce calcul économique on oublie d'intégrer le fait que les subventions agricoles de production et d'équipement, la détaxe sur les carburants alimentant les tracteurs et autres machines agricoles, faussent complètement les comptes.

Ce qu'oublie aussi les chantres du blé comme alternative au gasoil, c'est que les engrais et les pesticides utilisés pour ce nouveau "biocarburant", sont les mêmes que ceux utilisés pour produire les blés alimentaires. En dehors des effets sur la santé et l'environnement des fumées contenant éventuellement les produits de dégradation de ces pesticides, le prix des produits phytopharmaceutiques et des engrais sont fortement liés à celui du pétrole. Si un jour, pour des raisons économiques ou écologiques on opte pour une production du blé sans engrais ni pesticides de synthèse, avec un travail minimum du sol, nous aurions un rendement de trois tonnes/hectare de blé, soit 1200 litres d'équivalent gasoil.

## Concurrence biocarburant / alimentation

En conséquence une concurrence entre le blé-énergie et le blé-nourriture se fera un jour ou l'autre sur les terres cultivables. Cette situation, pouvant remettre en question la souveraineté alimentaire, aura au moins l'avantage de présenter très concrètement la concurrence vitale qui existe depuis bien longtemps et s'exacerbe au plus haut point ces dernières décennies, entre l'homme et les machines qu'il

a créées et dont il est devenu dépendant, voire esclave. Sans nul doute les technocrates balayeront d'un revers de main cela en arguant des bienfaits de l'importation de blé produit à des milliers de kilomètres (et transportés certainement à dos de mule ?).

Mais au-delà de ces aspects factuels, il y a une situation plus qu'inquiétante au niveau symbolique. Le blé est à la civilisation occidentale ce que le lait est à une femme, c'est-à-dire bien plus que la matière elle-même, un symbole aux significations profondes. Nous serions donc au cœur d'une civilisation qui va brûler son symbole alimentaire pour réchauffer ses appartements, un peu comme si une femme brûlait son lait pour se chauffer elle et ses enfants.

Que penser d'une civilisation qui brûle ses symboles ? Jamais un paysan ne pourrait imaginer brûler du blé pour se chauffer, pourtant les faits sont là et les chaudières se vendent bien avec l'appui des pouvoirs publics pusillanimes chargés de la maîtrise de l'énergie. Nul doute que lorsque le mouvement sera bien enclenché il sera présenté comme une véritable alternative, dès lors inéluctable. Si la modernité consiste à faire foin des symboles d'hier, voire les brûler, alors nous sommes en pleine modernité, en plein progrès, le vrai, celui qu'on n'arrête pas.

Daniel Julien ■



## EDF se lance dans l'éolien

**EDF** a commandé un sondage sur la manière dont la population perçoit l'éolien. 2000 personnes ont été sondées. 72 % se prononcent en faveur des fermes éoliennes sur terre, 75 % sur les parcs éoliens en mer, seuls 8 % et 6 % s'y opposent. 71 % des sondés se disent intéressés par les questions de changements climatiques et 67 % souhaitent le développement des énergies renouvelables. Par contre, interrogés sur le nucléaire, 76 % estiment qu'il représente un gros risque face à un acte terroriste, 64 % s'y opposent à cause du problème des déchets. Fort de ce sondage, EDF a annoncé son intention d'investir dans la création de plusieurs fermes éoliennes. Petit détail : il s'agit là d'un sondage fait en Grande-Bretagne où EDF cherche à s'implanter !  
(Renouvelable Energy world, janvier 2006)

## Renouvelables La France décolle enfin ?

Selon les relevés officiels de l'Ademe, nous serions en train de passer le cap des 1000 éoliennes en France (sur environ 120 sites)

## Téléphonie gratuite ?

Les opérateurs internet vous proposent la gratuité des communications via votre ordinateur... et miracle, vous croyez que, moyennant un abonnement de 29,90 € par mois quand même, vous pouvez téléphoner où bon vous semble, aussi longtemps que vous le voulez. Oui, mais... il faut laisser votre modem en veille et parfois votre ordinateur. Des mesures ont été faites par des spécialistes des économies d'énergie : une veille 24h sur 24 h tout au long de l'année, cela vous coûte, selon les configurations, entre 50 € et 450 € d'électricité ! Sauf usage très particulier, le téléphone fixe vous coûtera moins cher !

et le rythme d'installation en 2005 a été dix fois celui de 2001. Sur 745 MW installés en éolien, la moitié l'ont été en 2005. Depuis sept ans, plus de 1000 chaufferies collectives ou industrielles au bois ont vu le jour.

## Enercoop C'est parti !

La coopérative Enercoop a été mise en place par de grandes structures comme Greenpeace, les Biocoop, le Cler, les Amis de la Terre, la Nef, Garrigue... afin de proposer un réseau de distribution de l'électricité qui garantisse une origine renouvelable du courant (au départ ce sera surtout de l'hydraulique, mais ensuite le solaire, la biomasse et l'éolien devraient y prendre toute leur place). Fin février, Enercoop a reçu son agrément et peut d'ores et déjà fournir du courant aux entreprises et aux associations qui le désirent. Elle lance également un appel aux particuliers qui pourront bénéficier de ses services dès juillet 2007. En devenant sociétaire d'Enercoop, vous aidez à peser un peu plus sur les choix énergétiques. Enercoop, 11, rue des Réglises, 75020 Paris, tél : 01 73 02 69 25.

## Stages de formation

L'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, propose des formations : micro-hydraulique (27 au 30 juin, 19 au 22 septembre, 5 au 8 décembre à Sophia-Antipolis, Alpes-Maritimes), grand éolien (15 au 19 mai, 16 au 20 octobre, 20 au 24 novembre à Lastours, Aude), petite éolienne pour électrification rurale (11 au 15 septembre à Lastours, Aude), photovoltaïque (19 au 23 juin, 25 au 29 septembre, 23 au 27 octobre à Sophia-Antipolis, Alpes-Maritimes et 28 au 30 novembre à Ecully, Rhône). Renseignements : *Thérèse Giordano, Ademe, 27, rue Louis-Vicat, 75737 Paris cedex 15, tél : 01 47 65 22 15.*

JURA

## Electricité solaire

L'Apeve, association pour la production et la valorisation de l'électricité solaire, propose à

## Championnat des énergies renouvelables

S'appuyant sur une initiative similaire née en Allemagne, le Cler, Comité de liaison énergies renouvelables, a lancé en 2004 un championnat énergies renouvelables des communes. Il s'agit de recenser les communes qui mènent les actions les plus remarquables dans ce domaine. 59 communes ont participé à l'édition 2005 et ont reçu une médaille réalisée au four solaire d'Odeillo. Le premier prix a été décerné à la commune de Saint-Martin-les-Eaux (Alpes-de-Haute-Provence). Cette commune de 108 habitants fait partie du parc naturel du Luberon. Elle a installé en 2005, 291 m<sup>2</sup> de photopiles sur des bâtiments publics et privés couvrant ainsi 20% de ses besoins en électricité. Cette initiative fait suite à l'installation chez un particulier, en 2003, sur un hangar agricole, de 160 m<sup>2</sup> de photopiles. En 2005, un autre particulier de la commune a installé 26 m<sup>2</sup> chez lui. Depuis 1990, la commune dispose déjà d'une chaufferie centrale au bois qui chauffe la mairie, quatre appartements et un atelier d'artiste. Une autre chaufferie solaire/bois est à l'étude pour un autre hameau du village. La commune sera enfin une des premières en France à adopter un éclairage public par diodes. Cler, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00.

DRÔME

## Four solaire

L'association APTE organise les 20 et 21 mai un stage d'auto-construction de fours solaires. Chacun repart avec son four. Renseignements : *Bernard Combe, 26470 La Motte-Chalençon, tél : 04 75 27 40 16.*

## Campus Vert

Faire des campus un exemple d'efficacité énergétique : c'est l'objectif de l'opération *Campus vert* lancée avec le soutien de Greenpeace et relayée par dix associations étudiantes sur dix campus. A Lille, ISF, Ingénieurs sans frontières, cherche à mettre en place une meilleure gestion de l'éclairage, à favoriser la recherche sur les petites éoliennes, à parrainer des projets énergies renouvelables dans le Sud. A Strasbourg, les associations Etamine, Terra Nostra et ADS, cherchent à faire des économies dans l'éclairage, la gestion de l'eau et le recyclage. A Grenoble, le collectif Effet papillon propose des "petits gestes" à faire dans les résidences étudiantes. A Marseille, ISF fait une étude pour introduire les énergies renouvelables dans le chauffage de l'EGIM, Ecole générale des ingénieurs de Marseille. Projet de photopiles également sur le toit de l'Ecole de management, sur le campus de Luminy.



A Angers, ISF étudie la pose de capteurs solaires et la création d'une chaufferie bois sur le campus de Belle Beille. A Rennes, l'association *Ar vuez* fait un diagnostic thermique des bâtiments du campus de Beaulieu et propose la pose de capteurs solaires. A Orsay, l'association Clématis propose à l'université de mener une expertise énergétique pour la mise en place d'un bâtiment pilote. A Evry, Equi-Terre propose de rendre autonome un bâtiment de l'Institut national des télécommunications par le recours aux photopiles. Pour en savoir plus : *Solar génération, Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.*

## GRANDE-BRETAGNE

### Le nucléaire n'est pas la solution

Tony Blair avait annoncé en début d'année qu'il envisageait de relancer le nucléaire en Grande-Bretagne pour lutter contre l'effet de serre. Démocrate, il avait commandé pour cela une étude à la Commission du développement durable, espérant ainsi se justifier. Celle-ci a rendu son avis début mars : un doublement du parc nucléaire d'ici 2035 ne permettrait de diminuer les émissions de gaz à effet de serre que de 8%... ce qui serait beaucoup moins efficace que si le gouvernement décidait d'investir massivement dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Bien répondu.

### Petite phrase

*"Si l'industrie nucléaire [n'assure pas la sécurité des centrales et la protection des matériaux nucléaires] il ne faudra pas s'étonner qu'il se produise d'autres Tchernobyl et peut-être bien pire"*

Georges Charpak, prix Nobel de physique, pourtant militant pronucléaire, *Lyon Plus*, 11 octobre 2005.

### Le mur du çon

Dans une interview au *Reader's Digest*, James Lovelock, qui a lancé le concept de *Gaïa*, la terre comme un être vivant, affirme dans un article titré *Bouée nucléaire* : "Il existe une solution qui nous permettrait à la fois de mettre un frein au réchauffement planétaire et de pallier la pénurie d'énergie. Elle se présente sous la forme d'une ressource sûre, éprouvée, pratique et abordable. C'est l'énergie nucléaire, notre planche de salut. Si on optait pour cette forme d'énergie, il ne faudrait pas plus que deux camions d'uranium, un métal à prix abordable (...) et sa combustion ne produirait ni cendres ou poussières toxiques, ni émissions de gaz ou d'acide. Il ne subsisterait que quelques seaux de déchets radioactifs". Il est clair que James Lovelock, 86 ans, est aujourd'hui gâteux... mais on peut se demander pourquoi une revue accepte de publier de telles idioties.

### Démantèlement De plus en plus cher !

L'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, a estimé que le coût du démantèlement des

quelque 420 réacteurs nucléaires existant dans le monde devrait coûter autour de 1000 milliards de dollars... soit sensiblement le même prix que leur construction. Cette somme devra être engagée dès les prochaines années et pour les cinquante ans à venir. Cette estimation s'appuyait sur une étude précise réalisée en Grande-Bretagne en 2005. Or, les autorités de sûreté nucléaire britanniques ont publié le 6 janvier un nouveau rapport estimant que ce coût devait être revu à la hausse passant de 80 milliards d'euros à 100 milliards ! Le seul site de l'usine de retraitement de Sellafield pourrait atteindre près de 30 milliards. L'usine qui doit être totalement fermée d'ici 2016 pourrait n'être finie de démanteler que vers 2150 ! Les 70 autres milliards seront nécessaires pour fermer les 20 réacteurs en fonctionnement en Grande-Bretagne. Soit une réévaluation de 20%.

### Trains sans nucléaire

Le 21 mars dernier, la SNCF a rendu public un contrat de fourniture d'électricité de cinq ans avec la société Snet, une filiale d'Endesa, la plus grosse société d'électricité espagnole. Le contrat qui va de 2007 à 2011 porte sur 6,6 terawatt/heure par an. La Snet prévoit pour répondre aux demandes de gros clients comme la SNCF de construire d'ici 2010 de nouvelles centrales... au gaz. Cinq sont en projet : deux à Emile-Huchet-Saint-Havold (Moselle), une à Hornaing (Nord), une à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) et une à Gardanne (Bouches-du-Rhône). La preuve par le train que l'électricité venant du gaz coûte moins cher que celle du nucléaire.



Les déchets nucléaires transportés grâce au gaz !

Sachant que l'énergie nucléaire ne fournit en Grande-Bretagne que 9% de son électricité et qu'en France, nous en sommes à 83%, calculez combien chaque actionnaire d'EDF va devoir payer dans les années à venir.

## ALLEMAGNE

### Renouvelables devant le nucléaire

L'Allemagne disposant de peu de reliefs et donc de peu de barrages hydrauliques, l'énergie provenant du renouvelable est essentiellement produite par l'éolien, le solaire et la biomasse. En 2005, pour la première fois, les renouvelables ont dépassé le nucléaire avec 6,4% de l'énergie produite contre 6% pour le nucléaire. Le reste provient essentiellement du charbon et du pétrole.

### Propagande dans les écoles

D'un côté des élèves qui se voient demander d'enlever leurs badges antinucléaires au prétexte de la neutralité des établissements scolaires. De l'autre, un organisme "Junium", organisme de formation, qui propose des animations clés en main sur l'énergie, organisme créé de toute pièce par EDF et qui peut venir dans les établissements vanter les bien-

faits de l'électricité nucléaire par rapport à la "faible puissance des énergies renouvelables". Faut-il rappeler que les plus grosses puissances installées au monde sont des centrales hydrauliques, et que l'hydraulique est une énergie renouvelable. Les fédérations de parents d'élèves vont-elles protester ?

### Un million de mètres cubes

L'Andra, Agence nationale pour la gestion des déchets nucléaires, a publié le 7 mars son inventaire triennal. Il indique que l'on a franchi le volume du million de m<sup>3</sup> de déchets radioactifs fin 2004. Les déchets hautement radioactifs ne représentent que 1851 m<sup>3</sup> et condensent 91% de la radioactivité. 90% des déchets hautement et moyennement radioactifs sont stockés sur les sites de La Hague et de Marcoule. Les déchets faiblement radioactifs (76,8% du volume, 0,055% de la radioactivité) sont essentiellement stockés sur le site de Soulaïnes dans l'Aube.

## NOGENT-SUR-SEINE

### Incident inquiétant



Centrale de Nogent-sur-Seine.

L'action d'EDF monte en bourse, mais l'eau monte aussi dans les salles des machines ! Le 18 février 2006 à 19h30, la rupture d'une canalisation d'eau du circuit d'entrée d'eau de refroidissement de la centrale provoquait une rapide inondation (22 m<sup>3</sup> par seconde !). La perte d'eau a provoqué l'arrêt automatique du réacteur numéro 2. Jusque là, c'est un incident assez classique. Mais l'eau a monté jusqu'à un mètre de hauteur dans les salles des machines... provoquant l'inondation de la salle

des machines du réacteur n°1, nécessitant l'arrêt de celui-ci. L'eau a également inondé des bâtiments administratifs voisins (40 cm d'eau). La CGT a rappelé que le 30 septembre dernier, une autre rupture avait provoqué la neutralisation des installations électriques du pilotage du cœur pendant quelques secondes, ce qui aurait pu avoir des conséquences catastrophiques. Le syndicat s'inquiète de la multiplication des incidents dus à un mauvais entretien provoqué par les restrictions budgétaires.

## LA HAGUE

### Victoire de Greenpeace

En 2001, Greenpeace bloque l'arrivée d'un bateau transportant des produits radioactifs australiens. L'association rappelle que la Cogéma ne dispose pas d'autorisation pour le stockage de tels déchets, qu'elle a seulement le droit d'accueillir des déchets en

vue de leur reconditionnement (et non leur retraitement). Après une bataille juridique qui a duré quatre ans, le 6 décembre dernier, la Cour de cassation a donné raison à Greenpeace. Une décision importante car cela devrait permettre à Greenpeace de faire appel lorsque des tribunaux condamnent les militants par avance pour empêcher des actions de blocage.

## DRÔME

### Formations CRII-Rad

La CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, propose deux stages de formation : utilisation d'un compteur Geyger (mercredi 17 mai), et radioactivité et radioprotection (samedi 20 mai). Renseignements : CRII-Rad, immeuble le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 52.



DR

### Petite phrase

"Quand la sécheresse est devenue l'ordre établi, l'orage est toujours dévastateur" Réseaux Espérance, hiver 2005-2006.

### Palestine étranglée

Bien que le Hamas ait été élu démocratiquement, les pays occidentaux n'acceptent pas le verdict des urnes. L'Europe menace de suspendre son aide, les Etats-Unis l'ont déjà fait et demandent même le remboursement des derniers 50 millions de dollars versés à l'Etat palestinien. Israël a bloqué les droits de douanes et de TVA qu'il reverse habituellement du fait que l'export palestinien ne peut passer que par ses aéroports, ce qui fait environ 53 millions de dollars par mois. 75% des Palestiniens vivent déjà sous le seuil de pauvreté, cela peut expliquer en grande partie leur soutien aux plus extrémistes.

### Des communes en dehors de l'AGCS ?

L'AGCS est l'accord général du commerce des services. Cet accord poussé par l'OMC, Organisation mondiale du commerce, vise à rendre privés tous les services publics. De nombreuses communes ont pris des arrêtés pour se déclarer hors-AGCS. C'est le cas de Belenaves dans l'Allier qui a voté cela le 14 décembre 2004. Le préfet a alors porté plainte contre cette délibération. Mais, le

22 novembre 2005, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, jugeant qu'une commune a dans ses compétences la gestion d'un certain nombre de services publics, a estimé qu'une commune n'outrepasse pas ses droits en prenant un tel arrêté. Un jugement qui devrait donner des ailes aux autres communes pour enclencher un vaste mouvement de refus de la privatisation des services.



### Citoyen libre

Si le parlement avait eu à se prononcer sur le traité constitutionnel de l'Europe, nous aurions eu 80 % de oui. On peut ainsi multiplier les exemples qui nous montrent qu'aujourd'hui la démocratie parlementaire ne fonctionne plus. Afin de réfléchir à la mise en place d'une démocratie citoyenne, un groupe de réflexion s'est mis en place, né des collectifs opposés à la guerre puis opposés au traité constitutionnel. Il vous invite à participer au dialogue citoyen, en dehors de toute volonté de domination, à réinventer la démocratie. *Citoyen libre*, BP 242, 13608 Aix-en-Provence cedex 1, tél : 04 42 66 95 31.

### Privatisation de l'ONU ?

En avril 2005, Bayer a signé un accord avec le PNUD, Programme des Nations-Unies pour le développement. Cet accord prévoit que la multinationale finance à hauteur d'un million d'euros par an un programme "pour la jeunesse et l'environnement" dans la région



Greenpeace

## BURE

### Pour un référendum local

Alors que plus de 50 000 signatures en ce sens ont été collectées dans la Meuse et la Haute-Marne, les autorités refusent l'idée d'un référendum sur la question de l'enfouissement de déchets à Bure. Une manifestation devant la préfecture à Chaumont (Haute-Marne), le samedi 14 mai à 14 h. Il est demandé de venir avec le maximum de boîtes de conserve (vides) pour une action symbolique. Des actions artistiques se poursuivront jusqu'en soirée. *Association des élus opposés à l'enfouissement des déchets*, 4, rue de la Varenne, 55000 Varney.



## Paradis fiscal français

L'île Saint-Barthélemy, 21 km<sup>2</sup>, officiellement rattachée à la Guadeloupe, bénéficie d'un statut fiscal spécial malgré les arrêts successifs du Conseil d'Etat (en 1983, 1985, 1988, 1989). Les habitants s'appuient sur un traité de rétrocession franco-suédois de 1877... Aujourd'hui, les habitants de cette île ont les moyens de désobéir à l'Etat français : on y trouve de nombreux milliardaires comme David Rockefeller, Bill Gates, Paul Allen (fondateur d'Apple), Roman Abramovitch, Steven Spielberg... qui y stationnent avec leurs yachts. Ceux-ci ont réussi à convaincre l'Etat français de voter d'ici la fin de l'année une loi créant un paradis fiscal. L'article percutant du *Monde diplomatique* de janvier 2006 pourrait y mettre un sérieux coup de frein.

Asie-Pacifique. Des associations ont demandé à l'ONU de casser cet accord, Bayer étant un gros producteur de pesticides, lesquels détruisent l'environnement. Elles demandent que cessent ces accords de financement où il y a un conflit d'intérêt manifeste. (*Nature & Progrès, février 2006*)

PARIS

## Marie-Thérèse Pagel

Marie-Thérèse Pagel est morte le 10 mars dernier. Fondatrice des Verts Paris et militante de toujours de l'écologie, elle avait conduit les listes des Verts aux élections municipales dans le 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris en mars 1989 et en juin 1995. Elle présidait l'association Réseau vert qui, depuis de nombreuses années, propose un plan de déplacement piéton et vélo de grande qualité.

## Décroissance

### ■ Objecteurs de croissance.

Hervé René-Martin et Héléne Lioult viennent de réaliser un film de 52 mn portant ce titre avec, autour d'un jeu, des rencontres avec notamment Serge Latouche, Pierre Rabhi, Denise et Daniel Vuillon (initiateur des Amap), André Aschiéri (maire d'une commune hors AGCS), Michel Laëtz, maire de la première commune entièrement bio, François Schneider, colporteur de décroissance... Le film est co-produit par France 3 Méditerranée et Airelles Vidéo. Il est disponible auprès de *Airelles Vidéo, Le Ligourès, place Romée-de-Villeneuve, 13090 Aix-en-Provence, tél : 04 42 17 97 83.*

■ **Verts et décroissance ?** Où en sont les Verts sur le concept de décroissance ? Difficile à dire.

Dans la profession de foi de Noël Mamère, en 2002, s'était glissée une horreur : les Verts étaient alors pour "la croissance durable". Lors de leur assemblée générale de 2004, ils ont adopté à 55 % des voix (2612 voix sur 4736 exprimés) la motion suivante :

"La critique anti-productiviste dont les Verts sont porteurs depuis leur origine implique nécessairement la préconisation d'une décroissance ciblée sur des objectifs concrets. *Décroissance des hauts revenus et profits indécents, issus de l'économie financiarisée ; de l'exploitation des ressources non renouvelables (stocks) ; des gaspillages énergétiques, et en particulier de la production électronucléaire ; de la production et de la vente d'armements, de pesticides, etc. ; des transports aériens et routiers, du commerce intercontinental. Cette décroissance sélective, dont les champs d'application devront être déterminés en alliant des critères d'écologie et d'équité sociale (visant la réduction des inégalités tant à l'intérieur des pays*

*qu'entre Nord et Sud), pourrait fournir le mot clé qui parle à l'imaginaire et qui identifie, une bonne fois, l'écologie politique et le parti Vert comme tout autre chose qu'une composante environnementaliste et sociétale "bobo" de la nébuleuse "Gauche". En effet, ce mot choc, irrécupérable (à l'inverse du développement durable) par les faiseurs de consensus mou, résonne comme un avertissement grave avant le redoutable choc pétrolier — structurel et non plus conjoncturel — en préparation pour les très prochaines années, et comme un appel à stopper l'insoutenable occidentalisation du monde. Il est cependant politiquement, et même électoralement, acceptable, dès lors qu'on le décline bien sur des objectifs concrets. Il peut même devenir alors la clé de voûte d'un ensemble cohérent de propositions institutionnelles pour un avenir à la fois soutenable et équitable.*

*C'est précisément un tel corpus de propositions réellement alternatives qui manque actuellement à la mouvance altermondialiste pour faire pièce au paradigme de la croissance qui cimente sous la trompeuse ligne de partage Droite Gauche, la parenté idéologique des néo- et des socio-libéraux et lui donne son assise de pensée unique. (...). Ce serait prendre date et faire un pas dans cette direction qu'introduire dès aujourd'hui dans notre référentiel programmatique, comme un élément fondamental, cette notion de décroissance, que je propose de qualifier de "sélective" (selon des critères combinés écologiques et économiques) et "équitable" (selon des critères sociaux et mondialistes), donc "soutenable".*

## Politique



*Çe pourrait être, a minima, en modifiant le titre de la fiche A6 qui développe justement notre traditionnelle critique anti-productiviste et élimine, d'un coup de plume bien léger, la notion de décroissance soutenable (...). Pourtant malgré cette motion, de nombreux documents des Verts et de nombreux élus continuent à parler de "développement durable".*

## Argent sale en procès

Après plusieurs livres dénonçant les réseaux de blanchiment d'argent au Luxembourg, Denis Robert et les Editions les Arènes voient les plaintes se multiplier contre eux. Cinq ans après la publication du premier livre, cinquante procès ont eu lieu. Auteur et éditeur les ont tous gagnés sauf un qui est en appel (et où ils ont été condamnés à 1€ symbolique). Comme si cela ne suffisait pas, c'est l'Etat du Luxembourg lui-même qui le 27 janvier dernier a porté plainte pour injure, calomnie et diffamation. Comme l'explique l'auteur, les procès gagnés, lui coûtent énormément en temps et l'empêchent de poursuivre son travail d'enquête. Une campagne de soutien contre ce harcèlement judiciaire a été mis en place par des journalistes, parlementaires et juristes joignables malheureusement par internet : [www.liberte-dinformer.info](http://www.liberte-dinformer.info). On peut aussi soutenir l'éditeur : *Les Arènes, 3, rue Rollin, 75005 Paris, tél : 01 42 17 47 80.*



## Terroristes

Depuis 1991, nous sommes sous un régime d'urgence avec le déclenchement du plan Vigipirate. A en croire nos représentants politiques et les médias, nous serions sous la menace d'actions de terroristes internationaux, tout particulièrement des islamistes. Et pourtant... selon les chiffres officiels du ministère de la Justice, on comptait, au 18 août 2005, 358 personnes incarcérées ou en préventive pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste". C'est peu comparé au temps que les médias y consacrent. Mais là où on peut constater l'énorme décalage avec la réalité, c'est lorsque que l'on regarde la répartition de ces terroristes : il y a bien 94 "islamistes"... mais ils sont devancés par les Basques (159) et talonnés par les Corses (76). Enfin sous le classement "terroriste international", on ne trouve que 8 personnes contre 20 militants d'extrême-gauche (13 Grapo, 7 Action directe)... il reste en dernier, un militant breton. Mais faire peur au bon peuple avec une menace fictive a toujours été un bon moyen de le contrôler et de lui faire accepter des lois d'exception.

# Nanotechnologies ? Non merci !

futur pôle d'innovation  
gogies, va être inauguré  
le comité OGN (Opposition  
logies) organise trois jours  
ter une véritable opposition  
que et son industrialisation.

Un article est déjà paru dans *Silence* n°321 ("Des nanotechnologies et de ce qui va avec"). Histoire de mettre tout le monde au même niveau, nous rappelons brièvement les épisodes précédents.

## Une contestation Grenobloise

Les nanotechnologies manipulent la matière à l'échelle de l'atome et peuvent créer de nouveaux matériaux et de nouvelles molécules. Elles réunissent physique nucléaire, biologie moléculaire, chimie et informatique (les "technologies convergentes") et révolutionnent l'approche scientifique (du "top down" au "bottom up"). S'ouvre alors un champ de débouchés gigantesque : de nouveaux

gadgets (téléphones portables multifonctions, robots, verre auto-nettoyant...), de nouvelles armes (poussières de surveillance, drones, obus intelligents), des nouveaux moyens de surveillance (puces implantées sous la peau des êtres humains, dispositifs biométriques...) ou d'amélioration de l'espèce humaine (porté par les transhumanistes). Certaines applications existent déjà ; beaucoup d'autres vont arriver sur le marché bientôt. A noter qu'il y a d'importants risques sanitaires et environnementaux derrière les nanos, mais qu'une fois de plus, le principe de précaution est aux abonnés absents.

Grenoble s'est toujours voulue à la pointe de l'innovation. Quand les nanotechnologies ont commencé à se développer aux Etats-Unis, les politiques grenobloises n'ont donc pas hésité à investir des centaines de millions d'euros, pour le plus grand bonheur des scientifiques et des industriels. Les gros projets de recherches et de production en nanos se sont alors multipliés dans l'agglomération : Crolles 2, Nanotech 300, Nanobio, Minatec..

Fort du potentiel de création d'emplois de ce secteur (1), les élus pensaient obtenir, une fois toutes les décisions prises et les chantiers lancés, l'assentiment de tous les habitants de l'agglomération. C'était sans compter avec l'obstination de simples citoyens qui enquêtèrent minutieusement sur ce qui passait dans leur ville. Ils sortirent régulièrement des textes très documentés, signés *Pièces-et-main-d'œuvre*, démontant les nanos et leur monde, en en profitant au passage pour taper sur la collusion recherche-armée-industrie, l'urbanisation massive, la course à l'emploi et la fuite en avant technologique (2).

(1) Pour beaucoup, il s'agit en réalité de transferts d'emplois : des cadres à hauts revenus arrivent d'autres régions et font monter le coût de la vie et des loyers.

(2) Une de ces enquêtes "Téléphone portable : gadget de destruction massive" est parue dans les *Silence* n°328 et 329.

## Minatec

Un beau matin des années 1990, Jean Therme, patron du CEA Grenoble, a eu l'idée lumineuse de créer sur Grenoble un grand pôle d'innovation en micro et nanotechnologies. Grâce à sa grande influence, il n'eut pas de mal à convaincre les politiques, les autres industriels et les scientifiques. Le projet Minatec, lancé en 1998, fut voté officiellement par la Métro (la communauté de communes) en 2001. A terme, 3500 ingénieurs, chercheurs et étudiants seront appelés à travailler sur ce site, promu à devenir le premier centre européen de recherche en micro et nanotechnologies, ne connaissant que deux rivaux dans le monde (à Los Angeles et Tsukuba au Japon). Les partenaires officiels de Minatec sont le conseil général de l'Isère, le CEA Grenoble (et plus particulièrement le Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information (Leti)) et l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG). Sur un budget de plus de 160 millions d'euros, 120 millions d'euros proviennent d'argent public (conseil général, ville, Métro, région). L'armée, quant à elle, n'est pas en reste : "la Direction générale de l'armement (DGA) participera aux choix des sujets de thèse, aux groupes de réflexion sur l'élaboration des programmes du CEA-Leti et cofinancera certains des programmes de recherche retenus" ([www.minatec.com](http://www.minatec.com)).

Ces productions écrites ont trouvé un écho dans de multiples actions réalisées par des individu-e-s ou des groupes plus ou moins proches de *Pièces-et-main-d'œuvre* : perturbations de conférences scientifiques, visites en bus des sites techno-industriels, occupation d'une des grues du chantier de Minatec, réalisation de faux documents distribués dans des milliers de boîtes aux lettres dénonçant la liaison recherche-industrie ou la carte d'identité biométrique.

## Une autre phase

Toutes ces activités ont fait pas mal de bruit dans les milieux scientifiques et décisionnels et dans l'agglomération grenobloise. Beaucoup de médias, locaux et nationaux (du *Monde* au *Dauphiné Libéré* en passant par *Politis*, *Libération*, *Le Canard Enchaîné*, *Le Point*) ont relayé plus ou moins fidèlement les analyses de *Pièces-et-main-d'œuvre*. Dans la bataille des idées, une petite victoire a donc été obtenue, car la volonté des promoteurs des nanos, de ne pas voir se répéter un scénario "OGM bis" (c'est-à-dire que les nanos ne soient pas contestées), a partiellement échoué. Cependant, l'existence de critiques, aussi étayées et relayées soient-elles, n'a jamais empêché un projet de se construire, ni les investisseurs d'investir. Se pose alors la question de passer à une autre phase, c'est-à-dire d'élargir la contestation pour essayer de construire petit à petit une véritable opposition "physique".

## Contre les "nécro-technologies"

C'est ainsi que naquit, en janvier 2006, le comité OGN, pour Opposition grenobloise aux nécrotechnologies. Pourquoi "nécrotechnologies" ?

Les nanos sont les dernières nées et donc les technologies phares de la société industrielle : elles symbolisent mieux que toute autre les aspects totalitaires d'un futur entièrement technifié et méritent donc la contestation la plus radicale possible. Cependant, le comité OGN entend ne pas se limiter à la critique des nanotechnologies, mais s'attaquer au développement de la société industrielle dans son ensemble, faisant ainsi écho aux luttes contre les OGM et le nucléaire d'où le terme englobant "nécrotechnologies".

En ce domaine, une rapide analyse de la situation n'a rien de réjouissant : non seulement les fléaux industriels "anciens"

continuent de progresser (construction de nouvelles centrales nucléaires, imposition progressive des OGM) mais, en plus, avec les nanotechnologies, de nombreux autres nous menacent (vie entièrement technifiée, contrôle social...) (3). A côté de ça, la critique anti-industrielle, confinée dans certains milieux, n'a guère évolué depuis des années et se contente de dénoncer une technologie, puis une autre. Sans jamais réussir à arrêter quoi que ce soit et en facilitant même l'adaptation du discours dominant aux craintes des citoyens. Ce constat amer pourrait pousser au fatalisme voire à un désespoir total : "à quoi ça sert de lutter ? De toute façon on ne peut pas gagner... et puis en plus les nanos existent déjà...".

Balayant ce fatalisme, et désireux d'exploiter le "contexte porteur" grenoblois, le Comité OGN s'est dit que l'inauguration de Minatec était une bonne occasion pour crier notre refus à ce projet de société globale. A chacun-e de mettre ses motivations derrière cette action : une conscience historique et politique, telle vision de l'humanité, le cœur ou la raison, la peur pour ses libertés, la lecture de Georges Orwell ou la beauté du geste.

Un certain réalisme nous pousse à croire que nous n'arrêterons ni Minatec ni les nanotechnologies le 1er juin. Tant pis, au moins n'aurons-nous pas accepté la fuite en avant technologique et ses désastres écologiques, la course aux profits et à l'emploi, le nanomonde totalitaire. Au moins n'aurons-nous pas laissé passer cet événement sous les seules acclamations de la communication. Au moins aurons-nous tenté de résister.

## Rendez-vous du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin

Pour l'inauguration officielle de Minatec, le conseil général de l'Isère, le CEA, Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble, et l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) ne vont pas faire les choses à moitié : ils ont prévu un budget de 600 000 € (dont 300 000 € d'argent public) afin de préparer les meilleurs petits fours au président Chirac, qui ne manque jamais une occasion d'apporter son soutien à la technologie.

Le comité OGN n'a lui pas les moyens de s'offrir les petits fours (soit dit en passant, tout soutien financier est le bienve-

(3) Lire à ce sujet "Vers un contrôle social policier sans faille" dans *Silence* n°333.

## Une campagne contre Minatec

Afin d'élargir la contestation au maximum, OGN a décidé d'organiser, dans la région grenobloise et à travers la France, une série de soirées d'information, avec une projection (*Le silence des nanos* de Julien Collin ou *Alerte à Babylone* de Jean Druon) suivie d'un débat. Au total, de début mars à fin mai, plus de trente dates ont été programmées. Voici celles qui sont susceptibles d'avoir lieu juste après la sortie de cette revue (pour le détail, il faut se reporter au site internet [ogn.ouvaton.org](http://ogn.ouvaton.org)) :

- 20 avril : Albi (Tarn)
- 21 avril : Montauban (Tarn-et-Garonne)
- 22 avril : Saint-Claude (Jura)
- 22 avril : Chambéry (Savoie)
- 25 avril : Marseille (Bouches-du-Rhône)
- 26 avril : Avignon (Vaucluse)
- 27 avril : Arles (Bouches-du-Rhône)
- 28 avril : St Sauveur de Montagut (Ardèche)
- 29 avril : Lamastre (Ardèche)
- 4 mai : Gap (Hautes-Alpes)
- 5 mai : Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence)
- 9 mai : Grenoble
- 9 mai : Paris, CICP
- 11 mai : Grenoble
- 13 mai : Saint-Jean-du-Gard (Gard)
- 15 au 21 mai : 5 soirées dans les villages du Trièves (Isère)
- 20 mai : Grenoble (Adaep)
- 24 mai : Grenoble (maison des associations)

OGN invite naturellement toutes les personnes intéressées à relayer au maximum l'information, organiser des soirées d'information (où des membres d'OGN pourraient éventuellement intervenir) et/ou des départs groupés (en car ?) pour le 1<sup>er</sup> juin.

nu), mais cela ne l'empêche pas de programmer trois jours de manifestations diverses et variées : interventions en ville, projections, débats et un moment phare qui consiste, une fois de plus, en une grosse manifestation (le 1er juin à 12h rue Félix-Poulat). Un campement est prévu à partir du 29 mai au soir jusqu'au 2 juin au matin pour accueillir les personnes venant d'autres régions. Ces journées, en plus d'être une occasion de visibilité une résistance physique aux "nécrotechnologies", pourraient également être un moment de rencontres et de discussions entre personnes intéressées de près ou de loin par les luttes anti industrielles. On vous attend donc nombreuses et nombreux !

Vincent Peyret ■

Contacts : OGN, c/o Fra-K,  
15, rue Georges-Jacquet, 38000 Grenoble.  
Chèques de soutien à l'ordre de Fra-K.  
<https://ogn.ouvaton.org>

**OGM**

■ **Propagande.** Les lecteurs du quotidien du Sud-Ouest de la France ont pu lire plusieurs articles leur annonçant que la cohabitation entre plantations OGM et non-OGM est possible. Ces articles émanent de semenciers qui essaient de retourner l'opinion et malheureusement des journalistes tombent dans le panneau. Les expériences en plein champ menées aux Etats-Unis, au Canada et en Espagne sont là pour montrer que la contamination entre les champs se fait très rapidement... à tel point qu'en Espagne, l'agriculture biologique a quasiment disparu (dans les magasins bio espagnols on trouve surtout des produits... provenant de France et d'Italie !).



■ **Un badge pour les refuser.** Pendant le salon de l'agriculture, Greenpeace a lancé la diffusion d'un badge "OGM j'en veux pas". Succès immédiat : 30 000 exemplaires ont été diffusés. A noter que parmi les visiteurs qui ont accepté de porter le badge, il y a Ségolène Royal qui en a accroché un sur le veston de son mari, François Hollande.

**Cleanmed 2006**

Du 29 au 31 mai à Stockholm (Suède) se tiendra la deuxième édition du salon Cleanmed, seul salon européen sur les pratiques et les matériaux médicaux sains. Il s'agit de trouver des méthodes

de soin qui ne polluent pas. Ce salon est organisé par le réseau associatif Health Care without Harm Europe représenté en France par le CNIID, Centre national d'information indépendant sur les déchets. Renseignements : Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

**Amiante Rebonds**

Il n'y a pas que le *Clemenceau* qui fait un demi-tour dans cette histoire. Pour ceux qui croiraient encore que *Libération* est de gauche, ce quotidien a publié un "rebond" signé Pierre-Yves Geoffard du CNRS qui explique "la valeur" des vies humaines diffèrent d'un pays à l'autre selon les comptes des compagnies d'assurance et qu'ainsi un Indien ne vaut que 1000 à 2000 euros contre jusqu'à 3 millions d'euros pour un Européen. Comprenez donc qu'un cancer est plus gênant pour l'économie libérale ici que là-bas. *Rouge*, l'hebdo de la LCR, ironise sur ce sujet avec un dessin de Faujour où l'on voit le *Clémenceau* faire demi-tour avec une voix qui dit : "on retourne en France se faire désamianter, le CPE est voté".

**Vaccins BCG Les pédiatres contre**

Le Conseil national de la pédiatrie qui rassemble sept associations et syndicats de la profession, a pris position le 19 décembre dernier contre l'obligation vaccinale par le BCG. Ceci après l'aveu de l'Académie de médecine reconnaissant le 13 décembre son peu d'efficacité et ses effets secondaires.

**Après l'amiante, les fibres céramiques ?**

Au fur et à mesure que se précisait l'interdiction future de l'amiante, celle-ci a souvent été remplacée par des céramiques réfractaires comme isolant thermique. Problème : avec le temps, il s'avère que ces céramiques libèrent elles-aussi des fibres qui, aujourd'hui sont suspectées d'être cancérogènes. Dès 1998, l'Inserm, Institut national de la santé et de la recherche médicale, a lancé l'alerte : des études menées sur des animaux "ont clairement montré un potentiel tumorigène pour les différentes voies d'administration, y compris l'inhalation". Le CICR (Nations Unies) et l'Union européenne les ont classées comme "toxique" "pouvant provoquer le cancer par inhalation". Depuis les études se multiplient, qui confirment ce danger, mais comme pour l'amiante, on se heurte aux intérêts industriels. Un premier cas de mésothéliome (cancer jusqu'ici provoqué par l'amiante) détectée sur une salariée exposée aux fibres céramiques, semble confirmer le risque. On trouve actuellement ces céramiques dans les avions et les bateaux, autour des moteurs, dans les voitures pour les freins et les pots catalytiques, dans les fours électriques, les fours à micro-ondes, l'isolation des hottes d'insert, les chaudières, les fours, les joints de dilatation des bâtiments, des ponts, des tunnels, isolation des tuyauteries conduisant la chaleur, etc. (*Viva, mars 2006*)



Selon un sondage dans la profession, 30 % des médecins sont pour continuer le vaccin, 60 % sont pour laisser ce choix à la famille. Les pédiatres demandent que la tuberculose soit combattue par d'autres moyens. (*Alternative-Santé, mars 2006*)

**Naissance Pour la reconnaissance des doulas**

Les doulas étaient, en Grèce antique, des servantes. Une association a repris ce terme pour promouvoir la reconnaissance du droit à l'accompagnement

non-médical pendant la grossesse. Une doula doit pouvoir suivre la future mère pendant toute sa grossesse, pendant l'accouchement et après la naissance, en créant une relation de confiance. Des études scientifiques publiées en Grande-Bretagne ont montré que cet accompagnement permettait une réduction notable des césariennes, du temps de travail, des demandes de péridurales, d'utilisation d'analgésique, d'utilisation des forceps. Depuis quelques années, autour d'une charte, des doulas sont formées un peu partout en France. On peut connaître les doulas proches de chez soi en prenant contact avec *Association Doulas de France, 34, boulevard Chanzy, 93100 Montreuil.*

*LA RÉUNION*

**Chikungunya**

- **30 % de malades !** 230 000 personnes souffrent de la maladie à la Réunion, fin mars, soit 30 % de la population. Officiellement, 155 personnes en sont mortes. L'épidémie se développe aussi à Mayotte et à Madagascar, îles voisines.
- **Cercle vicieux.** Les produits phytosanitaires utilisés contre les moustiques porteurs de la maladie ont provoqué une mortalité massive chez les chauve-souris et les oiseaux... prédateurs des moustiques. Ces derniers se reproduisant plus vite, ils peuvent maintenant se multiplier encore plus librement !
- **Aides... à l'industrie.** Le gouvernement a annoncé une aide de 76 millions d'euros, qui semble avoir profité essentiellement à l'industrie

- du tourisme, cette dernière sachant se faire entendre en métropole.
- **Intoxication.** La réponse à l'épidémie de chikungunya a été d'une part la pulvérisation intensive d'insecticides un peu partout et la diffusion de crèmes anti-moustiques dont les gens s'enduisent. Ces produits ne sont pas neutres et début mars, les autorités sanitaires ont appelé à modérer l'usage des répulsifs en crème, des enfants présentant des signes d'intoxication.
- **Economie désorganisée ?** L'économie du tourisme s'est effondrée en premier, suivie de celle des fruits et légumes locaux : les gens préférant les conserves importées a priori moins bourrées de pesticides.
- **Inégalités sociales.** 30 % de la population réunionnaise est atteinte par la maladie. Mais avec des écarts énormes selon les lieux, certaines communes n'étant presque pas touchées, d'autres comptant plus de la moitié de la population malade. Sans surprise : ce sont les pauvres qui sont le plus malades.

# Batailles à tous les étages

**A**ncien secrétaire national des Verts, condamné solidairement à 200 000 euros d'amendes avec cinq autres faucheurs volontaires, Gilles Lemaire a reçu un avis d'huissier pour saisie de ses biens. Les élus Verts, Noël Mamère, Gérard Onesta, José Bové de la confédération paysanne, Jean-Baptiste Libouban des communautés de l'Arche, ont également reçu des avis avant saisie. Les avocats dénoncent un passage en force alors que des recours devant la Cour de cassation sont en cours.

Le 8 mars, chez Gilles Lemaire, 200 personnes ont assisté à la visite de l'huissier qui n'a pu constater qu'il ne trouverait pas pour 200 000 euros de matériel dans le modeste appartement. Parmi les manifestants, on comptait José Bové, les trois députés Verts Noël Mamère, Martine Billard, Yves Cochet, Jacques Boutault, maire Vert du 2e, des élus municipaux Verts, des représentants de Greenpeace, de Droits devant, de Droit au logement, d'Attac, etc. Les manifestants ont rappelé que les fauchages se faisaient parce que la population ne veut pas des OGM.

## Français de plus en plus réticents

En effet, selon un sondage réalisé pour le compte d'Agir pour l'environnement, les 27 et 28 janvier dernier, 78% des Français sont pour une interdiction temporaire sur les OGM tant que l'on n'est pas sûr de l'absence de danger, 72% souhaitent se prononcer par référendum, 85% sont pour que les labels (Rouge, AOC ou bio) garantissent une totale absence d'OGM et non une tolérance de 0,9% comme proposé actuellement.

Ce sondage n'empêche pas le gouvernement, sous prétexte de se mettre en conformité avec les directives euro-



Députée bolivienne soutenant les faucheurs, le 21 mars devant le Sénat.

péennes, de procéder à l'adoption d'une loi sur les OGM en procédure d'urgence, c'est-à-dire sans réel débat.

Cette loi est passée devant le Sénat, le 21 mars. Jean Dessessard, sénateur Vert, est intervenu pour rappeler les décisions des tribunaux d'Orléans et de Versailles qui reconnaissent l'état de nécessité lors de la destruction de cultures en plein champ. Il s'est interrogé sur la validité d'une loi qui va à l'encontre de l'avis de 78% de la population. La loi a été votée par 166 voix contre 127 soit 57% des sénateurs.

A l'extérieur, environ 200 faucheurs volontaires avaient organisé une action de "semeurs volontaires" dans les jardins du Luxembourg. Laurent Fabius a participé au rassemblement, Ségolène Royal a eu un empêchement. De nombreux élus Verts étaient présents comme Dominique Voynet, Noël Mamère... José Bové a alors annoncé que faute d'un moratoire inscrit dans la loi, les fauchages se poursuivront.

## Les bios attaquent en procès

Constatant que la loi adoptée le 21 mars ne permet plus de garantir la qualité de la bio en France puisqu'elle tolère une contamination des champs autour de ceux cultivés en OGM, les principales organisations de la bio ont immédiatement réagi en attaquant l'Etat devant les tribunaux pour lui demander d'indemniser le préjudice de la filière condamnée à terme à disparaître. Les plaignants rappellent que la directive européenne de 2001 impose aux Etats de prendre les mesures de protection nécessaires pour éviter la dissémination des OGM... ce que ne prend pas en compte la loi française qui vient d'être votée.

Les plaignants demandent à l'Etat de prendre à sa charge les analyses nécessaires pour déterminer le degré de contamination des cultures — bio ou non — de la semence à la consommation. Les six organisations plaignantes (FNAB, Synbio, Biocoop, InterbioBretagne, syndicat d'agriculture biodynamique, Nature et Progrès) demandent aux députés de bien vouloir prévoir une loi pour déterminer le montant des indemnités et de prévoir le budget de l'Etat en conséquence.

Voie légale et désobéissance civile vont ainsi de pair pour essayer d'enrayer la machine industrielle qui essaie de nous imposer des OGM dont personne n'a l'utilité.

Francis Vergier ■



Manifestation du 21 mars devant le Sénat.

## Soutien financier

**L**es amendes totalisent déjà plus de trois cents mille euros. Il est important de soutenir financièrement pour ne pas compromettre la poursuite des actions de désobéissance civile. C'est le moment de le manifester concrètement avec une aide financière. Les dons sont à envoyer à : Construire un monde solidaire, 4, place Lucien-Grégoire, 12100 Millau, tél : 05 65 59 14 36.



Lumière privatisée...



...lumière gratuite !

# Sauver la gratuité ?

**E**n 1845, le lobby des Fabricants de chandelles, bougies, lampes, chandeliers, réverbères, mouchettes, éteignoirs, et des producteurs de suif, huile, résine, alcool, et généralement de tout ce qui concerne l'éclairage avaient pétitionné les députés dans les termes suivants :

... Nous subissons l'intolérable concurrence d'un rival étranger placé, à ce qu'il paraît, dans des conditions tellement supérieures aux nôtres, pour la production de la lumière, qu'il en inonde notre marché national à un prix fabuleusement réduit; car, aussitôt qu'il se montre, notre vente cesse, tous les consommateurs s'adressent à lui, et une branche d'industrie française, dont les ramifications sont innombrables, est tout à coup frappée de la stagnation la plus complète. Ce rival, qui n'est autre que le soleil, nous fait une guerre (si) acharnée ...

Nous demandons qu'il vous plaise de faire une loi qui ordonne la fermeture de toutes fenêtres, lucarnes, abat-jour, contrevents, volets, rideaux, vasistas, oeils-de-bœuf, stores, en un mot, de toutes ouvertures, trous, fentes et fissures par lesquelles la lumière du soleil a coutume de pénétrer dans les maisons, au préjudice des belles industries dont nous nous flattons d'avoir doté le pays, qui ne saurait sans ingratitude nous abandonner aujourd'hui à une lutte si inégale.

... Et d'abord, si vous fermez, autant que possible tout accès à la lumière naturelle, si vous créez ainsi le besoin de lumière artificielle, quelle est en France l'industrie qui, de proche en proche, ne sera pas encouragée ? “

Le lecteur aura reconnu des extraits du pamphlet célèbre de Frédéric Bastiat, qui ferrailait contre les protectionnistes de son temps. Ce libéral conséquent avait pressenti le principe économique de notre modernité néo-libérale, la croissance illimitée, quelqu'en soit le coût : *toute activité gratuite, parce qu'elle lèse le secteur marchand correspondant, devra être soit interdite soit taxée à son profit.*

Les êtres vivants commettent un crime impardonnable : ils se reproduisent et se multiplient *gratuitement*. Certains en éprouvent même du plaisir. Depuis plus de deux siècles, notre société livre à cette gratuité une guerre longtemps secrète dont la dernière bataille est en cours.

## Privatiser la vie

En 1961, la convention de l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV), signée par les six pays fondateurs du Marché commun, cherche à stimuler la sélection clonale (le remplacement de variétés par un modèle ou génotype unique produit en autant de copies que nécessaire, donc un clone) de plantes conservant leurs caractères héréditaires individuels d'une génération à la suivante (blé, orge, etc.). Dans ce cas, le facteur génétique n'a pas de prix au double sens paradoxal que sa valeur marchande est nulle car l'agriculteur le multiplie à satiété dans son champ, alors que sa valeur sociale est inestimable. Par exemple, le blé *Etoile de Choisy*, un clone de l'Inra, Institut nationale de la recherche agrono-

mique, a, après la guerre, révolutionné la culture du blé en France. Cette convention laisse l'agriculteur libre de semer le grain récolté et tout clone (appelé à tort "variété") reste une ressource génétique disponible pour poursuivre le travail de sélection.

La version originale de l'UPOV satisfaisait les sélectionneurs de l'époque, de grands agronomes agriculteurs passionnés par la plante et travaillant avec les généticiens/sélectionneurs de l'Inra. Ce système fonctionnait bien. L'Inra pouvait faire respecter ce qu'il jugeait être l'intérêt public. Mais maintenant qu'un cartel de fabricants d'agrotoxiques contrôle les semences, l'Inra ne pèse pas lourd. De plus, les gouvernements successifs ont mis directement les chercheurs au service de transnationales qui n'entendent pas se contenter des profits, somme toute modestes, que la redevance UPOV et la réglementation administrative offrait aux agronomes-sélectionneurs. Le cartel exige maintenant d'en finir avec cette injustice de la reproduction gratuite des êtres vivants d'autant plus vite qu'il se heurte à une résistance populaire mondiale. *Son but est de les stériliser par un moyen quelconque, administratif, réglementaire, biologique, ou légal.*

En 2001, le gouvernement Jospin a pris une mesure inédite de lutte contre la gratuité de la nature, la "Cotisation volontaire obligatoire" (George Orwell aurait aimé cette expression) pour les semences de blé tendre. Que l'agriculteur sème le grain qu'il récolte ou qu'il achète

des semences, il doit payer une redevance à l'obteneur ! Ce dispositif sera étendu à d'autres espèces. Une commission estimera le prix de cette marchandise nouvelle, le "droit à semer". Comment, puisqu'il y a pléthore et donc pas de marché ? Pourquoi pas un "droit à respirer" ? On ne pourra plus dire comme Mme du Deffants au temps de Louis XV : "On taxe tout, hormis l'air que nous respirons".

## Terminator de retour

On connaît la technique emblématique des industriels des "sciences de la vie", *Terminator*, la production de semences transgéniques dont la descendance est stérile — le triomphe de la loi du profit sur la loi de la vie. En 1998, Terminator avait soulevé une vague d'indignation telle que Monsanto avait dû annoncer qu'il abandonnait cette technique de stérilisation. En octobre 2005, l'Office européen du brevet a accordé le brevet *Terminator* dans l'indifférence. Monsanto et ses concurrents/alliés travaillent d'arrache-pied à cette méthode jamais abandonnée — c'est l'arme absolue contre la Vie — qui cible en priorité les paysans du Tiers-Monde — pour les soulager de la faim, nous affirment le cartel et ses affidés.

En novembre 2004, l'Assemblée nationale unanime (sauf le groupe communiste) avait transposé la Directive européenne 98/44 de prétendue "breveta-

bilité des inventions biotechnologiques". Tout ce qui transgénique est brevetable (article 4), ce qui — comme le montre l'exemple nord-américain — mettra fin à la pratique fondatrice de l'agriculture, semer le grain récolté. Il est piquant que les communistes défendent maintenant les valeurs libérales — et significatif qu'ils soient seuls à le faire.

La version 1991 du traité de l'UPOV confère à l'obteneur le "droit exclusif de produire, reproduire, conditionner au fins de la reproduction ou de la multiplication, offrir à la vente sous toute autre forme, exporter, importer, détenir à une des fins ci-dessus mentionnées du matériel de reproduction et de multiplication de la variété protégée". Par dérogation accordée par le Conseil d'Etat, l'agriculteur pourra semer le grain récolté.

L'Assemblée nationale discutera prochainement de la ratification de l'UPOV 1991 adoptée le 23 février 2006 par le Sénat. L'Union européenne, le lobby des agrotoxiques et le gouvernement font passer pour une opération de routine technique la stérilisation *légal* et *gratuite du vivant* au profit d'un cartel de fabricants d'agrotoxiques exemptés dans les pays industriels des coûts de la mise au point de techniques biologiques aléatoires de stérilisation comme Terminator ou les Gurts — les méthodes de restriction de l'utilisation des gènes, la fabrication non pas de plantes stériles mais de plantes handicapées.

**Ne confiez pas  
l'avenir biologique  
de nos enfants  
et de notre planète  
aux fabricants  
d'agrotoxiques !**



El Brujo

Société OGM, société policière.

*En somme, le gouvernement demande au législateur de créer un privilège sur la reproduction des êtres vivants. Contre l'intérêt public. Contre celui des agriculteurs. Au profit de producteurs de poisons. Au nom du libéralisme !*

## Société totalitaire contre agriculture biologique

Un privilège incite ceux qu'il lèse à tricher. La prochaine étape sera donc de créer une police génétique pour le faire respecter. En Amérique du Nord, Monsanto engage des entreprises de détectives privés pour débusquer les éventuels "pirates" et offre aux agriculteurs qui voudraient dénoncer leurs voisins une ligne téléphonique gratuite (!). En Europe, la police génétique sera-t-elle privée ou publique ? C'est le choix que la Commission européenne et le gouvernement imposeront au législateur. Est-ce un choix honorable ?

Dans le même temps, la création d'un catalogue alternatif pour les variétés paysannes dites "de conservation" qui les protégerait de l'expropriation par le cartel, est au point mort.

Dernière pierre du dispositif gouvernemental, le projet de loi sur la coexistence entre clones chimériques brevetés et clones traditionnels organise la pollution génétique. Il s'agit de créer le fait accompli en accélérant encore la destruction déjà catastrophique de la biodiversité. Il s'agit d'euthanasier l'agriculture biologique dont le seul tort est d'utiliser la gratuité de la nature plutôt que des pétro-intrants marchands ruineux pour les humains, les sols, l'eau, bref, notre milieu de vie, au moment même où se ferme la parenthèse d'une pétro-agriculture industrielle obsolète fondée sur la thermodynamique du 19<sup>e</sup> siècle !

Une société totalitaire de délation est en gestation. De vote en vote, de règlement en règlement, de mesure en mesure, insensiblement, le législateur est aspiré dans une spirale funeste et détestable dont il ne voudrait à aucun prix si la propagande du cartel des chandelles transgénique ne le trompait pas.

Messieurs les Députés, ouvrez les yeux ! Nos libertés sont en danger. Ne confiez pas l'avenir biologique de nos enfants et de notre planète aux fabricants d'agrotoxiques !

Jean-Pierre Berlan ■  
Directeur de recherche Inra



GRANDE-  
BRETAGNE

## Services publics délocalisés

Les services publics restants coûtant encore trop cher, le ministre britannique du travail a indiqué le 23 janvier dernier qu'il envisageait de délocaliser des milliers d'emplois de fonctionnaires en Inde pour faire des économies. Dans la liste des postes concernés, on trouve les centres d'appels pour conseillers les chômeurs ! Nul doute que ce service va bien fonctionner.



BANLIEUES

## Budget à risques

Promis juré, après un automne flamboyant dans les banlieues, le gouvernement avait promis de l'argent pour résoudre les problèmes... Résultat des courses : baisse de 22% du budget 2006 pour "l'aménagement des quartiers participant à la rénovation urbaine", baisse de 16% du budget 2006 pour la lutte contre le logement insalubre. (Canard enchaîné, 25 janvier 2006)

## Publicité

■ **Premier procès.** Quatre barbouilleurs du Mans sont passés en procès le 24 novembre dernier. Verdict clément du 26 janvier 2006 : 150 euros d'amendes avec sursis et 20 euros de frais de justice. Le tribunal a reconnu que la dégradation au blanc d'Espagne était mineure et que le groupe agissait en plein jour de manière non-violente. Antipub72, c/o Pierre Humeau, 126, rue du Pavé, 72000 Le Mans, tél : 02 43 23 13 20.

■ **Gendarmes déconcertants.** Robert Heymann, pionnier de l'action antipublicitaire dans l'Indre, a lancé en décembre der-



## Soutenir Mumia

En 1981, Mumia Abu-Jamal est pris dans une fusillade à Philadelphie. Il est blessé et un policier meurt. Il est accusé de lui avoir tiré dessus et en 1982, il est condamné à mort. Mumia Abu-Jamal est alors journaliste dans une revue radicale et soutient le mouvement des Blacks Panthers. Il publie plusieurs livres qui lui assurent une reconnaissance du public.

Par deux fois, en 1995 et 1999, son exécution est reportée suite d'une part à la pression populaire, mais aussi à une accumulation de plus en plus importante de preuves comme quoi son procès ne s'est pas déroulé de manière impartiale. Au fil du temps, il s'avère que les témoins de la fusillade ont été recrutés par le FBI, un autre détenu avoue avoir fait le coup... bref, tout laisse penser qu'il y a eu effectivement un coup monté pour le neutraliser. En 2001, ses avocats ayant réuni un grand nombre de preuves demandent une révision du procès. Cela est refusé, mais la peine de mort est suspendue. Enfin, en décembre 2005, la cour d'appel fédérale accepte d'entendre les requêtes de ses défenseurs. Il y a donc espoir de voir se rouvrir le procès, 25 ans après. Mais la procédure coûte cher : un million de dollars ont déjà été dépensés. Il en faut dix mille de plus chaque mois pour poursuivre la demande en révision. C'est pourquoi une souscription internationale est en cours. Les comités de soutien français cherchent à recueillir au moins 100 000 €. On peut envoyer un don à : *Mrap, Mumia Solidarité, 43, boulevard de Magenta, 75010 Paris.*

nier un "collectif de vigilance civique" qui demande le respect de la loi sur l'affichage. Il a réussi à faire passer plusieurs articles dans la presse locale avec des photos de panneaux illicites. Réaction des autorités :

des gendarmes ont ouvert une enquête sur lui auprès de la mairie de son lieu de résidence ! Aux dernières nouvelles, aucune enquête n'a été ouverte sur les panneaux illégaux. Cherchez l'erreur !

## Réseau éducation sans frontières

En juin 2004, suite à une réunion nationale d'enseignants à Paris, le Réseau éducation sans frontières a vu le jour pour venir en aide aux enfants menacés d'expulsion. Des groupes de vigilance se sont constitués dans de très nombreux établissements scolaires pour venir en aide aux familles immigrées en difficulté du fait des restrictions pour régulariser leur situation administrative. Depuis, la mobilisation a permis d'éviter de nombreuses expulsions d'enfants... et parfois celle de leurs parents.

Pourtant, pour quelques cas résolus, des milliers d'autres jeunes, enfants ou étudiants subissent le drame de la privation du droit à une existence décente, l'obsession de l'interpellation, la peur d'une expulsion pratiquée dans des conditions souvent honteuses, l'angoisse d'un avenir bouché par la privation du droit de poursuivre des études supérieures, de travailler, d'avoir un logement, de bénéficier de la Sécurité sociale, etc. Bref, d'être condamnés au dénuement et aux conditions de vie indignes auxquels sont réduits les sans-papiers.

S'appuyant sur la déclaration des droits de l'homme qui précise que chacun est libre de choisir le lieu où il vit et où il étudie, parents, élèves, enseignants et personnels des établissements scolaires, avec le soutien d'associations, ont mis en place une véritable campagne de désobéissance civile : enfants placés clandestinement dans des familles d'accueil, le temps que les avocats puissent faire intervenir la justice ; intervention



Soutien à une famille lyonnaise.

devant les centres de rétention pour récupérer des élèves emmenés de force ; interpellation des passagers des avions pour qu'ils s'opposent au décollage tant que les expulsables sont présents...

Le Réseau éducation sans frontières qui fonctionne de manière très horizontale, structuré par établissements scolaires, appelle au développement d'un réseau de solidarité à l'échelle nationale.

En 2005, il a commencé à diffuser un guide pour expliquer les démarches à suivre pour éviter les expulsions : si le cas arrive à être plaidé au tribunal, celui-ci

doit en principe s'incliner en tenant compte que la déclaration des droits de l'homme est citée en référence dans la Constitution française. Mais du côté du gouvernement, tout est fait pour passer par-dessus les tribunaux. De nouvelles dispositions prises par une circulaire du 21 février 2006 laissent craindre le pire : les enseignants s'attendent à une vaste raffe des élèves actuellement protégés par leur scolarité durant l'été prochain.

Pour rejoindre un comité local, contacter l'une des organisations membres du réseau : ATTAC, Cimade, CNT, Collectifs de sans-papiers, Droit au logement, Ecole émancipée, FASTI, FSU, GISTI, Ligue de l'enseignement, Ligue des droits de l'Homme, SUD, Syndicat de la magistrature ou écrire à *RESF c/o EDMF, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.*

# Droits des Marseillaises

**E**n 1974, des féministes du mouvement *Jeunes femmes* se retrouvent sur un stand à la foire de Marseille avec un questionnaire demandant aux femmes ce qu'elles veulent pour améliorer leurs conditions de vie. Une large majorité des réponses les incite alors à mettre sur pied un lieu de rencontres, d'écoute et d'informations. C'est la naissance du CODIF (au départ le F signifie féminin).

A l'instar des grandes figures féministes nationales, les premières animatrices sont surtout des "bourgeoises intellectuelles". Elles sont toutes bénévoles et leurs premières actions vont consister à faire de l'information sur les droits des femmes, les recours juridiques possibles. La première présidente, Jeanne Mazel, proche des socialistes, députée suppléante de Gaston Deferre, interpelle très rapidement la mairie pour obtenir un soutien financier. Elles obtiennent un local qui leur permet de faire de l'accueil et de collecter des documents. Ce centre d'information des femmes naît donc bien avant les CIDE, Centre d'information sur les droits des femmes, développés par l'Etat lors de la présence d'Yvette Roudy au secrétariat des droits des femmes, en 1981 et 1982.

En 1989, Jeanne Mazel se présente sur la liste socialiste menée par Vigouroux et devient adjointe à la mairie, déléguée aux droits des femmes. Cet engagement politique va marquer dura-

**Depuis plus de trente ans, le CODIF, Centre d'orientation, de documentation et d'information des femmes, assure un suivi des questions liées aux femmes au cœur de la deuxième ville de France.**

blement le CODIF. Lorsque la mairie bascule à droite en 1995, le CODIF voit toutes ses aides supprimées. Il connaît alors une crise de fonctionnement. Les militantes politiques quittent le conseil d'administration, Jeanne Mazel quitte la présidence et le sigle de l'association change, le F devenant "des femmes".

La mairie lance une Direction de l'action familiale et des droits des femmes, et justifie ainsi de l'inutilité du financement de l'association. Heureusement, conseils général et régional prennent en partie le relais, même si ces institutions ont elles-mêmes leur structure de promotion des droits des femmes.

Malgré ces nouvelles structures institutionnelles, l'association trouve sa place et continue son action de fond dans de nouveaux locaux au centre de Marseille, à deux pas du Vieux-Port.

## Accueil des femmes

Au départ, le CODIF s'est fixé quatre missions :

- une aide juridique : informer les femmes sur leurs droits et comment les

faire respecter, sachant que depuis 1981 et l'arrivée de la gauche, il y a eu un renforcement considérable de ces droits.

- une formation et une aide pour la recherche d'emploi. Le Codif est né au début de la crise économique et le chômage des femmes est toujours supérieur à celui des hommes. Cette aide se fait en relation avec des organismes sociaux.

- un centre de ressources avec deux objectifs : conserver la mémoire de l'association et plus largement du mouvement des femmes à Marseille et dans le département ; offrir une bibliothèque de prêt qui permet aux femmes de se former elles-mêmes en collectant les ouvrages très nombreux que les femmes écrivent (de l'essai de philosophie au roman policier).

- animer un magazine de liaison, le FIL, *Femmes-Infos-Liaisons*, qui chaque mois donne un aperçu le plus ouvert possible de ce qui passe dans le monde des femmes : réunions militantes et universitaires, activités culturelles, relais des campagnes nationales et internationales, etc. Il est distribué au sein de l'association, mais également à différents partenaires,

soit au total à environ 400 exemplaires. Au fil des années, ce bulletin est devenu plus largement celui de la mouvance féministe et les infos parviennent régulièrement à sa coordinatrice.

A ces thèmes mis en place dès le début, s'en est ajouté un cinquième qui est la militance pour la parité dans tous les domaines, une campagne qui, depuis 2000, bénéficie du soutien de la loi.

## Evolution des problèmes

Aujourd'hui, le CODIF compte un peu plus de 200 adhérentes (et trois adhérents : la structure est mixte, mais le conseil d'administration n'est composé que de femmes). Huit salariées assurent six plein-temps : une personne par secteur, une directrice, et un agent d'entretien. Le lieu est ouvert au public du lundi au jeudi en continu. Le vendredi sert aux réunions et à l'accueil de projets venant de l'extérieur. Le soir, il y a des activités ponctuelles, culturelles.

Avec le temps, il y a eu une diversification du public et aujourd'hui, toutes les catégories sociales sont présentes, notamment par des liens constants avec les groupes de femmes dans les quartiers et une présence de plus en plus importantes des femmes les plus défavorisées.

Si le local est situé dans le centre-ville, Marseille présente la particularité d'avoir un centre pauvre (1) et l'association est donc en relation avec les cas les plus critiques. Comme le dit Sabine Fincato, l'actuelle directrice, il y a maintenant un budget pour les mouchoirs en papier.

L'association est membre de différentes coordinations comme le Collectif 13 qui regroupe les associations de femmes du département (2), le réseau féministe national et international, les Pénélopes (3), le lobby européen des femmes (4)... mais concrètement, le CODIF travaille surtout sur des questions liées au quotidien : les violences faites aux femmes, les problèmes de pauvreté

(1) Pour le moment, car la spéculation immobilière est de plus en plus féroce pour essayer de mener des opérations de prestige... et donc d'en exclure les plus pauvres.

(2) Collectif 13 Droits des femmes, 7, rue de la Paix, 13001 Marseille, tél : 04 91 42 95 92.

(3) Les Pénélopes est un groupe de Paris qui anime un réseau de circulation de l'information sur Internet, 21, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 09 37, site : [www.penelopes.org](http://www.penelopes.org).

(4) Lobby européen des femmes, tél : 00 32 2 217 90 20, courriel : [ewl@womenlobby.org](mailto:ewl@womenlobby.org), site : [www.womenlobby.org](http://www.womenlobby.org).

pour les familles monoparentales, les mariages forcés, la recherche d'emploi, la lutte contre différentes discriminations...

Le plus criant est maintenant le problème du logement. De nombreuses femmes viennent les voir parce qu'elles se retrouvent à la rue, souvent après une rupture violente. Le CODIF travaille pour cela avec les associations spécialisées dans ce domaine, mais celles-ci ont des capacités limitées bien en dessous de la demande.



DR  
Marche des femmes à Marseille en octobre 2005.

## Importance de la mémoire

Au CODIF, l'extraordinaire, c'est l'ordinaire au quotidien. C'est dans le quotidien qu'il y a le plus de travail à faire, même si cela ne se traduit pas forcément par une grande visibilité féministe.

Tous les âges sont concernés : des collégiennes aux personnes âgées. Le centre de ressources permet d'organiser des débats et la mixité des âges permet aux plus jeunes d'avoir le témoignage des plus anciennes et de comprendre d'où l'on vient. Souvent les femmes d'aujourd'hui ne se rendent pas compte de la persistan-

ce des inégalités et ignorent que les avancées récentes sont le résultat d'un travail important. Lorsqu'elle est devenue directrice en 1998, Sabine Fincato n'imaginait pas le niveau d'inégalités qu'elle a rencontré ici. Elle s'était déjà investie dans le monde associatif et social, mais elle n'en avait pas pleinement conscience ; elle pense que c'est important aujourd'hui d'en faire prendre conscience aux plus jeunes.

Ce travail de conscientisation se fait notamment par les liens que la permanence juridique met en place avec les élues des communes voisines, par des interventions dans les établissements scolaires... mais cela reste limité, du fait du manque de financement : ce côté historique ne bénéficie d'aucuns fonds. Le gouvernement a bien promis que la lutte contre les violences faites aux femmes était une priorité, mais rien ne vient : aucun appartement d'urgence supplémentaire n'a été créé depuis cette annonce.

Pour ses trente ans, le CODIF a organisé différentes rencontres avec Yvette Roudy, ancienne ministre, Florence Montreynaud (autour de son livre *La Chatte*), Jeanne Mazel, ancienne présidente, avec des juristes sur l'évolution des droits, avec ATTAC et d'autres associations sur la situation des femmes dans le monde... Le droit a bel et bien évolué en faveur des femmes, mais il reste beaucoup à faire pour l'appliquer. La parité n'est encore atteinte que dans de rares domaines.

**Michel Bernard** ■

CODIF, 7, rue Bailli-de-Suffren, 13001 Marseille, tél : 04 91 33 42 07, [codifasso.org](http://codifasso.org)



Au mur du Codif.



## Festival du film de femmes

Le festival international du film de femmes de Créteil a récompensé le 19 mars dernier le film *Sévigne* de Julia Berkowitz, une comédie qui se passe à Barcelone et où l'héroïne décide de mettre en scène une pièce en l'honneur de Mme de Sévigne. Le prix du public est revenu à *Both* de Lisset Barcellos (Etats-Unis et Pérou), film qui raconte comment une cascadeuse bisexuelle découvre les mensonges familiaux, des tromperies qui peuvent expliquer sa démarche sexuelle. Le prix du documentaire est revenu à *Zero degree of separation*

d'Elle Flanders (Canada) qui raconte la vie de deux couples gai et lesbien palestino-israéliens. Le prix du meilleur court métrage étranger a été donné au *Syndrome de la linéa blanca* de Lourdes Villagomez (Mexique), un film d'animation sur ce à quoi peut rêver une jeune fille dans le coma après avoir été renversée par une voiture. Le prix du meilleur court métrage français est revenu à *Les princesses de la piste* de Marie Hélia qui raconte l'histoire de deux filles qui téléphonent à un numéro vu sur un graffiti. Le prix des lycéens est revenu à *Oyun La Pièce*, un film turc de Pelin Esmer qui raconte comment un groupe de femmes dans un village turc décide de se lancer dans le théâtre. *AFIFF*, place Salvador-Allende, 94000 Créteil, tél : 01 49 80 38 98.

### URUGUAY

## Habitat écolo et pauvreté

L'habitat sain peut venir en aide aux plus pauvres. En Uruguay, un groupe de femmes issu des bidonvilles de Montevideo, la capitale, a lancé un programme d'auto-construction de maisons sur des terrains occupés illégalement. Ces femmes, démunies, vivant de petits métiers de la rue, n'ont pas les moyens de payer un loyer. Elles se sont alors lancées dans la réalisation de constructions les plus simples possible... Ces femmes ont découvert que les produits issus de l'industrie sont plus chers, mais sont les plus achetés car la publicité a réussi à discréditer les matériaux naturels. Elles ont choisi la construction en briques de terre crue. Les chantiers sont menés collectivement, avec repas commun en milieu de journée, trois jours par semaine. Des ateliers permettent des échanges de savoirs... Le succès est tel qu'elles doivent faire face à des demandes de nombreux autres quartiers. Une révolution dans un pays où le bâtiment est un métier essentiellement masculin. (*CQFD*, février 2006)

### PAYS-BAS

## Condamnés pour discrimination

Les Pays-Bas ont été condamnés par le tribunal international de La Haye à ne plus verser de financement à un parti protestant rigoriste, le SGP, qui refuse que les femmes adhérentes aient un mandat au sein du parti. L'Etat a été condamné pour non respect de la convention contre la discrimination à l'encontre des femmes signée par les Pays-Bas en 1980. Le SGP dispose de deux députés au parlement des Pays-Bas, et d'un au parlement européen.

## Ruptures fatales

Selon une étude publiée par la fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, concernant les violences conjugales, 31% des femmes décédées ont été tuées au moment d'une rupture ou postérieurement à cette rupture. La FNARS demande donc que les processus d'éloignement des conjoints soient particulièrement

suivis à ce moment là. *FNARS*, 76, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél : 01 48 01 82 00.

## Ecart de salaires

L'Insee indique que l'écart entre les salaires des hommes et des femmes est de l'ordre de 20%. Mais ce chiffre ne tient pas compte de deux autres facteurs : le fait que les femmes travaillent souvent à temps partiel (par manque de choix pour une femme sur quatre) et le fait que cela, ajouté aux congés de maternité, les empêche de grimper dans la hiérarchie aussi vite que leurs homologues masculins. A l'arrivée, en France, une femme gagne en moyenne 40% de moins qu'un homme. Un chiffre qui varie énormément selon les catégories sociales : chez les employés, l'écart n'est que de 6%, il passe à 20% dans les professions intermédiaires, 41% chez les cadres, 44% chez les ouvriers et 68% chez les chefs d'entreprise ! (*Observatoire des inégalités*)

## Mariage à 18 ans

Jusqu'au 16 décembre 2005, l'âge légal pour se marier pour un garçon était de 18 ans contre 15 ans et trois mois pour les filles. Afin de limiter les mariages forcés, les députés ont voté à l'unanimité une nouvelle loi qui fixe l'âge légal à 18 ans pour les deux sexes.

## Mémoire...

En France, les femmes n'ont le droit de vote que depuis 1948, le droit d'exercer un métier sans l'autorisation de leur mari que depuis 1965, le droit de demander le divorce que depuis 1975, le droit de donner leur nom à leur enfant que depuis 1986. A ne pas oublier pour ceux et celles qui pensent qu'il n'y a plus de problème féministe.

## La ville androcentrée

En 1993, une enquête réalisée pour le compte de l'Union européenne par six associations dans six pays (Allemagne, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce), aboutissait à un constat : la ville est pensée pour les hommes, les besoins des femmes ne sont pas pris en compte, et ceci est masqué par l'absence de statistiques sexuées. Le groupe de travail a alors mis en place soixante-six fiches pratiques concernant les aménagements urbains, la sécurité, la mobilité, l'habitat et les équipements de proximité qui depuis 1995 sont mis à la disposition des communes par l'Union européenne. Une association poursuit le travail : *Groupe cadre de vie*, 60, avenue Jean-Jaurès, 92190 Meudon, tél : 01 45 34 27 17.

## Recherche de parité

La Mission pour la place des femmes a publié au début de l'année une intéressante étude sur la répartition des postes au sein du CNRS, Centre national de la recherche scientifique. Alors qu'officiellement cet organisme d'Etat prône la parité, l'enquête montre que l'on ne compte que 30 % de femmes chez les chercheurs... un chiffre qui masque des inégalités qui vont croissantes avec la hiérarchie : les femmes ne sont plus que 25 % des directeurs de recherche 2<sup>e</sup> classe, 12 % des directeurs de 1<sup>ère</sup> classe, 12 % des directeurs de classe exceptionnelle. Phénomène de génération ? Une étude par tranche d'âge montre que le phénomène est constant quels que soient les âges. L'étude a essayé de comprendre comment les femmes se heurtent au "plafond de verre". Il ressort que les hommes ont une plus grande capacité à déléguer lorsqu'il s'agit des soucis d'intendance... à des femmes, comme reflet de ce qui se fait dans la vie domestique. Les femmes ont des démarches plus collectives, ce qui les amène à gérer les équipes... pendant que les hommes, eux, gèrent leur carrière. Les femmes sont également pénalisées par leurs activités extérieures : maternité, éducation des enfants, tâches domestiques. (*Journal du CNRS*, mars 2006)





## Arbres vénérables

Les arbres très anciens vivent pour certains depuis un millénaire. Ils méritent le respect que l'on doit aux vieux sages. Une association s'est mise en place pour engager une démarche auprès de l'Unesco afin d'étudier la possibilité de classement des arbres vénérables : *Arbres vénérables, route de Villac, 24120 Terrasson, tél : 06 19 77 28 08.*



DR

## Changement climatique

■ **2005 : année record.** Selon les mesures faites dans l'atmosphère, l'année 2005 est celle où le taux de gaz carbonique CO<sub>2</sub> a été le plus élevé dans l'atmosphère depuis 600 000 ans. Depuis 1978, on sait mesurer par satellite le volume de la banquise. 2005 présente le record de la surface la plus faible. 2005 a été aussi l'année la plus chaude depuis que l'on sait mesurer la température moyenne du globe. Le précédent record remontait à 1998, devant 2002, 2003 et 2004 ! La température globale du globe est montée de 0,2°C entre 1900 et 1970 puis de 0,6°C entre 1970 et 2000. Ça s'accélère !

■ **Montée des eaux.** Sur l'Antarctique se concentrent 90% du volume des glaciers du globe. Une étude menée par des scientifiques américains estime qu'actuellement entre 72 et 232 km<sup>3</sup> par an fondent sur ce continent, ce qui correspond à une hausse du niveau des mers de 0,4 mm par an. Le phénomène s'accélère et ils ont calculé que si l'ensemble des glaciers de l'Antarctique fondait, le niveau des mers monterait de 6 m sur

## De l'antimoine dans les eaux minérales

L'Institut de géochimie environnementale de l'université d'Heidelberg, en Allemagne, a rendu public le 23 mars dernier une étude portant sur la présence d'antimoine dans l'eau embouteillée dans des bouteilles en plastique de type PET. 48 eaux (dont 9 françaises) ont été analysées : elles contiennent de 95 à 165 fois plus d'antimoine que les mêmes eaux avant leur mise en bouteille. L'étude montre que la quantité d'antimoine augmente avec la durée de séjour dans les bouteilles. L'antimoine est officiellement utilisé comme catalyseur lors de la fabrication du PET, mais en principe ne doit pas subsister dans la bouteille en son état final. Il semble que cela ne soit pas le cas. Résultat : l'antimoine est un neurotoxique puissant, dont les conséquences sont proches de celle de l'arsenic. A faible dose, il provoque maux de têtes et vertiges. Agir pour l'environnement et le CNIID ont demandé au gouvernement et aux marques d'eaux minérales de réagir à cette étude, notamment en étudiant la possibilité de relancer les bouteilles en verre avec consigne.

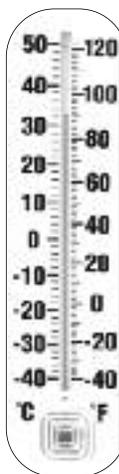


l'ensemble de la planète. (20 minutes, 7 mars 2006)

■ **Londres-sur-mer.** Les estimations d'évolution du climat s'accordent pour prévoir, avec la fonte continue des glaces des deux pôles, une montée de plus en plus rapide des eaux des océans... jusqu'à 6 mètres

d'ici 2100... ce qui mettrait le Bangladesh presque entièrement sous l'eau, ferait disparaître des milliers d'îles du Pacifique et mettrait Londres au bord de la mer.

■ **Total : responsable mais pas coupable.** Selon M. Gires, directeur environnement du groupe pétrolier, les émissions de gaz à effet de serre sont le fait pour 92 à 93% des clients de la firme et non de Total. Total produirait le reste en extrayant le pétrole qu'il vend à des clients qui ont le culot de polluer en l'utilisant ! (La Maison écologique, décembre 2005)



## Transports

■ **Remplir les voitures.** Actuellement le taux de remplissage des voitures en France est de 1,3, ce qui fait que la voiture consomme en moyenne 58 grammes équivalent pétrole par passager et par kilomètre et la place entre l'avion moyen-courrier (80 g) et l'avion long-courrier (50 g.). Une voiture avec quatre passagers ne consomme plus que 18 g, ce qui la place au niveau du train et du métro. Du fait de son excellent remplissage, le TGV reste plus intéressant (15 g), mais est loin du marcheur (4,5 g car il mange !) ou du cycliste (1,5 g).

■ **Limitations de vitesse.** Les premières limitations de vitesse ont été prises par Emile Loubet, président de la République, et Charles Dupuy, ministre de l'intérieur, en 1899 lors d'un décret fixant le premier code de la route. La vitesse était alors limitée à 20 km/h en ville, à 30 km/h en rase campagne.

■ **Lyon : invasion publicitaire.** La gestion par le publicitaire JCDecaux des bicyclettes mises à disposition du public par le Grand Lyon se fait par le biais

d'un contrat qui autorise une hausse de 45 % des surfaces publicitaires en abri-bus ou en sucettes, le nombre des panneaux passant de 1400 à 2200.

■ **Grenoble : contre la rocade Nord.** Pas de miracle à Grenoble : il y a des montagnes tout autour ! Malgré ce léger inconvénient géographique, les technocrates et les élus ne rêvent que d'une chose : arriver à boucler un périphérique comme dans tant d'autres villes. Au nord, cela suppose de le construire en tunnel car il n'y a aucune place disponible. Alors que la ville, du fait de sa situation en fond de vallée, connaît déjà des records de pollution, le projet revient de nouveau dans l'actualité. Une pétition a été lancée pour demander que les efforts portent sur les transports en commun et non sur les voies rapides. *Amis de la Terre, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble.*

■ **TGV contre avion.** Si les budgets pour le TGV n'engloutissaient pas les budgets pour l'entretien des petites lignes, les résultats de celui-ci seraient appréciables en matière d'écologie. Depuis sa mise en route sur Paris-Marseille, le train a capté 66 % des voyageurs et Easyjet a fermé sa ligne. Eurostar entre Paris et Londres capte aussi les deux tiers des voyageurs, British Airways a ramené ses vols de 15 à 10 par jour, BMI de 6 à 5 et Ryanair s'est retiré de cette destination. En 2007, la liaison TGV entre Paris et Strasbourg et le prolongement vers Amsterdam et Genève devraient provoquer une nouvelle baisse du nombre des avions à Paris... et ce d'autant plus que, prix du pétrole aidant, celui des billets d'avion est sérieusement à la hausse. De quoi remettre sérieusement en doute l'utilité d'un troisième aéroport.



DR

PARIS

## Nuage de dioxines

L'incendie survenu le 12 mars à l'ancien incinérateur d'Issy-les-Moulineaux a entraîné de fortes émissions chargées de dioxines et de métaux lourds. L'incinérateur avait été fermé le 22 février dernier car non conforme à la réglementation. C'est un système de filtration dans une cheminée qui aurait pris feu. C'est là que se trouvent concentrées, dans les filtres, dioxines et métaux lourds. Les retombées profiteront donc aux voisins du site pour quelques centaines d'années. (Cniid, communiqué 15 mars 2006)

■ **Pas-de-Calais : redevance au poids.** La communauté de commune des Lys a décidé de remplacer la taxe d'enlèvement des ordures par une redevance en fonction du poids enlevé. Cela a nécessité d'une part de remplacer les poubelles pour qu'elles possèdent une puce électronique permettant la pesée, mais également d'adapter les camions de collecte... ce qui a posé un problème de compétences, les camions dépendant d'un syndicat intercommunal plus large et toutes les communes n'ont pas accepté ce principe. Après d'âpres négociations, la nouvelle collecte a été mise en place en avril 2006. (*Environnement magazine, mars 2006*)

■ **Landes : de l'amiante sous les routes ?** Après la fermeture des décharges, il faut bien mettre les déchets "ultimes" quelque part. Après les mâchefers provenant de l'incinération (un tiers du volume initial !), un nouveau procédé vient d'être expérimenté pour se débarrasser de l'amiante. Celui-ci chauffé à 1500°C est vitrifié pour être ensuite utilisé en gravats en sous-couche sous le nom de Cofalit (de la société Inertam). C'est la communauté de communes de Morcenx qui a inauguré le procédé avec 2200 tonnes ainsi recyclées. (*Environnement magazine, mars 2006*)

■ **Paris : métaux lourds sous le tramway.** La réglementation actuelle autorise l'emploi des mâchefers en sous-couche des revêtements de route ou de rue sous condition de ne pas être en zone inondable. Une autorisation dénoncée depuis des années par les associations qui

craignent que les métaux lourds concentrés par l'incinération dans les mâchefers ne finissent par être source de graves pollutions. Les élus Verts de Paris n'ont sans doute pas fait attention, mais la nouvelle ligne de tramway sur les boulevards des Maréchaux est construite sur des mâchefers.



## PARIS

### Bourse aux vélos

L'association *Mieux se déplacer à Bicyclette* organise une bourse aux vélos, boulevard de Clichy, le samedi 13 mai. Renseignements : *MDB, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris, tél : 01 43 20 26 02.*

## ALSACE

### Sorties nature

Alsace nature coordonne chaque année un catalogue présentant l'ensemble des sorties nature organisées par différentes associations de la région. Vous pouvez le demander à *Alsace-Nature, 8, rue Adèle-Riton, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

## PAYS BASQUE

### Victoire des opposants

Depuis des années, les associations locales se battaient contre le projet de transnavarraise, un projet de 2x2 voies entre la France et l'Espagne.

Le 22 février 2006, le conseil général des Pyrénées-Atlantiques a annoncé l'abandon du projet et l'amélioration de la route deux fois une voie existante avec simplement une amélioration des zones de dépassement.

## PYRÉNÉES-ORIENTALES

### Traction animale contre 4 x 4

Le massif du Canigou est un massif de 75 000 hectares essentiellement propriété de l'ONF, donc de l'Etat. Comportant de nombreuses réserves naturelles, des églises romanes, des sites de randonnées... il a été envahi ces dernières années par les 4x4. Le syndicat mixte Canigou-Grand site a testé pendant l'été 2005 une interdiction du site aux 4x4 avec comme alternative un service de transport assuré par traction animale. 1100 passages ont été ainsi effectués pendant les 35 jours au plus fort de la saison touristique. Les retombées étant positives tant du côté des randonneurs, des VTTistes, que des automobilistes, l'expérience est reconduite cette année.

## Lyon-Turin

■ **Proverbe.** Dans le Maghreb, si vous ne prenez pas le temps de négocier un prix, le marchand va vous citer le proverbe suivant : "un homme pressé est déjà mort". A appliquer à ceux qui veulent, avec le Lyon-Turin, accélérer les échanges entre France et Italie.

■ **Aspirateur à camions.** A Paris, les Verts ont compris que la création de parkings et de nouvelles voies agit comme un aspirateur à voitures d'où leur politique depuis leur entrée à la mairie : aucune construction de parkings, élargissement des trottoirs, multiplication des couloirs de bus pour freiner le passage des voitures. Avec succès puisque la circulation régresse dans la capitale. Comment se fait-il qu'ils ne reprennent pas cette brillante action pour s'opposer au Lyon-Turin : la mise en place d'un train rapide pour faire traverser les Alpes aux camions ne va pas provoquer autre chose qu'une hausse des camions, alors qu'il faut obtenir l'inverse.

■ **Agriculture en danger.** Si le Lyon-Turin voit le jour, cela signifiera une plus grande facilité pour faire passer les camions à travers les Alpes. Or la majorité des camions qui circulent actuellement transportent des fruits et légumes. Plus de camions, plus vite, cela signifie des produits importés en plus grandes quantités notamment du sud de l'Italie, mais aussi des pays de l'ex-Yougoslavie, à des prix de production plus faible, et donc un effondrement accéléré des producteurs locaux en Rhône-Alpes et ailleurs. Si l'on veut favoriser une agriculture locale, on ne peut que s'opposer au Lyon-Turin.

■ **Décroître, c'est ralentir.** La logique économique, c'est de faciliter des échanges de plus en plus rapides, pour augmenter

la rotation de l'argent et favoriser la croissance économique. Cette dernière mettant en danger la vie même de la planète, s'orienter vers la décroissance vise à favoriser les circuits courts, les liaisons locales, bref de ralentir l'économie. Dans ce contexte, une liaison rapide favorise la croissance. Lutter contre le Lyon-Turin (et les autres lignes TGV) favorise la décroissance.

■ **Crise des transports en vue ?** Toutes les études utilisées pour justifier de nouvelles liaisons dans les Alpes s'appuient sur la progression du trafic poids lourds très rapide entre 1985 et 1995... mais les nouvelles données disponibles maintenant entre 1995 et 2005 montrent que le trafic est en voie de stabilisation... et même en baisse sur certaines liaisons depuis 2003. Le maintien du prix du pétrole à un haut niveau et le ralentissement du rythme des délocalisations vers l'Est de l'Europe explique sans doute cette stabilisation. Reste maintenant à aller vers une décroissance et non vers une relance de l'offre de transport.

■ **Coût énergétique.** Des calculs faits dans les Pyrénées (contre le projet de TGV entre Bordeaux et le pays basque espagnol) sont intéressants à reprendre. Un TER qui roule à une vitesse de pointe de 120 km/h, consomme 381 kWh par heure en moyenne. On passe à 3100 kWh pour un Corail qui atteint les 160 km/h, 8700 kWh pour un TGV qui monte à 300 km/h, 16 000 kWh pour atteindre les 400 km/h. Rapporté au kilomètre parcouru, les écarts sont moindres, mais cela donne quand même 19 kWh pour un Corail et 29 kWh pour un TGV. Sachant qu'un Corail peut transporter 640 personnes contre 350 pour un TGV, rapporté au km/passager, on obtient 30 kWh pour le Corail, 83 kWh pour le TGV. La vitesse est un facteur de gaspillage d'énergie important. Prendre le temps de se déplacer économise l'énergie.



Occupation du chantier à l'automne 2005.



# Annonces

## Entraide

■ Echangerais maison de village avec jardin, en Touraine, proximité plans d'eau, forêts, châteaux, contre maison ailleurs (près de la mer ?) pendant une ou deux semaines en juillet ou août.  
Tél : 02 47 24 29 98 *Marielle*.

■ Echange maison à 15 km au sud de Clermont-Ferrand contre hébergement à Nantes ou environs, période indifférente. Tél : 04 73 69 59 47.

■ Je propose mon aide pour travailler cet été à votre installation électrique alternative, contre gîte et couvert. Je suis fraîchement diplômé ingénieur en électrotechnique, mais je n'ai pas cherché de place dans une entreprise. Je préférerais me rendre utile au développement local des énergies renouvelables et bien sûr apprendre aussi.  
*Damien*, tél : 08 72 15 94 63, *lecanaridesandes@free.fr*.

■ **Alpes-Maritimes.** Nous entreprenons sur un lieu de production de plantes médicinales en agriculture biodynamique, la construction d'une maison en paille et matériaux écologiques à partir du 26 mai. Il s'agit d'une maison de 90 m<sup>2</sup> au sol, sur deux niveaux. Les aides sont bienvenues. Le chantier aura une vocation pédagogique. Il est prévu pour durer jusqu'en septembre et sera animé par des connaisseurs de ce type de construction. *Caroline Albert, La Commanderie, 06750 Valderoure*, tél : 04 93 60 39 88.

■ **Dordogne-Charente.** Pour juillet, besoin de bras pour construction maison paille et bois cordé. Cadre supercalme, logement en roulotte, tente, maison terre inspirée de notre année Pérou/Bolivie, récupération des eaux de pluie, solaire, chevaux, ânes...  
Tél : 08 70 39 36 35.

■ Je m'appelle Catherine, j'ai un petit garçon de 2 ans et demi, nous vivons en Guyane. Je serai en France à partir du mois d'avril pour chercher un lieu de vie solidaire qui s'engage au sujet de l'enfant et de l'éducation non-violente ou une école différente qui a fait naître autour d'elle une solidarité entre parents. Je suis aussi motivée pour créer un projet similaire en Guyane. Merci de me contacter :

*catherine.malherbe@wanadoo.fr*,  
*Catherine Malherbe, 32, rue de la Cadorque, 34430 Saint-Jean-de-Vedas.*

■ **Chantier convivial.** Contrechamps est une association agissant pour le développement local, située au cœur du Limousin. Elle est locataire d'une ferme fortifiée du 17<sup>e</sup> siècle dont elle rénove la grange à foin afin d'en faire une salle de spectacle et d'activités diverses. Contrechamps vous invite à son 5<sup>e</sup> chantier de bénévoles du 31 juillet au 12 août, ouvert à tous : jeunes ou moins jeunes, familles, gens du coin ou gens d'ailleurs. 4 heures de travail le matin, après-midi découverte de la région, détente. Hébergement en camping, au sein d'un domaine agricole conduit en agriculture biologique, convivialité et petits plats seront au rendez-vous. *Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit*, tél : 05 55 69 13 18, *assocontrechamps@wanadoo.fr*.

■ Chantier bénévole ce printemps et été 2006 au Freyssinous (20 km de Saint-Affrique) où une nouvelle équipe restaure et remet le lieu en état dans un site magnifique, ambiance jeune et conviviale. Votre participation bienve-

nue. *Collectif de Freyssinous, 12400 Rebourguil*, tél : 05 65 99 86 72.

■ Nous sommes quatre personnes du Nord, intéressées par un chantier de construction écologique pour cet été 2006. Motivé(e)s et musclé(e)s, nous vous offrons nos services en échange du gîte et du couvert. Vous pouvez nous contacter au 06 33 94 83 53  
*ou louloulegal@hotmail.com*.

## ■ Pyrénées-Atlantiques.

Un groupe sur le thème de la décroissance est en cours de constitution à Oloron-Sainte-Marie. Si intéressé-e :  
tél 05 59 36 14 08, *Sylvie*.

■ **Nantes.** Projet d'habitat coopératif. Groupe constitué souhaite développer son projet pensé autour de l'éco-habitat (matériaux, conception...), la coopérative (autogestion par les habitants...) et le social (projet ouvert, anti-spéculation...). Pour en savoir plus : *Echo-habitants*, tél : 02 40 25 01 49 (*Olivier*) ou *lechohabitants@free.fr*.

## Vivre ensemble

■ Porte ouverte pour un séjour actif de vie, de découverte et de rencontre, dans une ferme isolée en montagne, à 1100 m alt. dans le Jura. Lieu de vie communautaire, non conformiste, libertaire, basé sur l'amour de l'esprit de vérité, le rejet de l'esprit système. Pas d'argent, ni de troc simplement le partage, le don. Activités à la ferme : animaux, animation de week-end, rencontre, festival, ateliers bois, électronique, bricolage, atelier fer pour la création de système générateurs d'électricité à énergie bois.  
Tél : 04 50 59 98 13, *Gérard*.

■ **Toulouse.** Nous cherchons au sud et/ou sud-ouest de Toulouse (maxi 40 km) un terrain viabilisé ou constructible dans un milieu naturel pour y bâtir une maison en autoconstruction avec matériaux sains et énergies renouvelables. Nous aimerions vivement acheter ce terrain en commun avec des personnes ayant un projet concret et réaliste en accord avec le nôtre. Merci de nous contacter au 06 77 32 05 21.

## Rencontres

■ **Réf. 335.01.** Une place à prendre dans ma vie, mon cœur de nana de 49 printemps, maman de deux enfants, un peu rebelle, un peu blessée, beaucoup idéaliste, adepte yoga, médecines naturelles, pour un ami, amour, plutôt libre dans sa tête, chaleureux, drôle, avec mêmes intérêts. Régions voisines (72, 49, 37). *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Bricolo, écolo, jardino, rigolo, alter non ego, si tu souhaites échanger avec "silencieuse" très communicative, 48 ans, menant une vie simple et agréable à la campagne, aimant les spectacles, randonnées, art et plein d'autres choses, rencontrons-nous pour partager nos passions mais aussi tendresse et douceur de vivre.  
Tél : 02 51 51 57 19.

■ **Réf. 335.02.** F. 55 ans. Un grand amour de jeunesse, un mariage heureux, une fille adorable, un divorce et voilà ! Pendant les années qui suivent, une solitude toute relative, parfois choisie et apprentissage de l'autonomie affective. Maintenant, la retraite, la solitude parfois me pèse, pas toujours, mais souvent. Donc, 55 ans, 1,70 m. Educ à la retraite, de gauche, sens de l'écoute, du partage, éclectique dans mes goûts, je cherche un compagnon,

**Gratuites :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Délais.** Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

un confident, un ami, un amant... avec lequel partager de bons moments, tisser des liens, envisager l'avenir. Les modalités ? On verra bien ensemble.  
*Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Me voici célibataire ! Et heureuse propriétaire d'une ferme abandonnée perdue en pleine nature où tout est à imaginer et à faire pour lui redonner vie. J'aimerais rencontrer celle qui voudra se lancer avec moi dans cette aventure ou tout autre projet de vie au grand air. Ugo, 28 ans,  
tél : 06 32 11 61 07.

■ F. 43 ans, possédant garrigue 6 ha proche Montpellier cherche autre F pour vie simple, activités agricoles, artisanat, possibilité de construire cabane, récupération eau du toit, panneaux solaires pour électricité. *Fédéroff, 61, rue Chio, 34000 Montpellier.*

## Recherches

■ H. 49 ans, esprit bio, dev. personnel, cherche lieu autour d'Aix-en-Provence pour habiter dans ma caravane. Possibilité dédommagement financier ou autre. Tél : 06 63 02 67 80.

■ Je suis enceinte d'un petit bout qui doit naître mi-août. Je cherche des couches lavables en bon état à acheter d'occasion, des conseils pour une préparation à l'accouchement sans douleur (est-ce possible ?) et sans péridurale.

*Annick Huet, 6 bis, rue Lefèvre-Maugras, 02400 Château-Thierry, annick.huet@laposte.net*

■ Est-ce que quelqu'un connaîtrait le moyen d'acheter un substitut au gazole en Haute-Savoie ou Savoie, entre Annecy, Aix-les-Bains et Chambéry ? Merci de me renseigner. *Frédéric Grosjean, pré du Sang, 74540 Cusy*, tél : 04 50 64 45 61.

■ Dans les Landes, au cœur de la forêt, nous avons mis en place petit à petit un élevage de poneys landais, de brebis landaises, une scierie, un cinéma... et pour 2006 une ferme de découverte. Sans urgence, nous cherchons une famille motivée avec des compétences propres (maraîchage, boulangerie, traction animale, élevage ou autre) pour habiter, partager une vie, un lieu. En harmonie, mais avec indépendance.  
Tél 19-20h : 05 58 04 36 26, *Thomas, Marie-Hélène et Lucien (4 ans), Louise (5 ans)*.

■ Décidée à autoconstruire une petite maisonnette, je suis à la recherche d'un petit terrain dans les régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Aquitaine, Ardèche ou Drôme. Petit budget, mais grande détermination à vivre en cohérence avec simplicité et dans la nature.

■ Famille vie à la campagne (Côte-d'Or), cherche femelle dogue de Bordeaux. Etudie toute proposition. *Daniel Avril-Bzout*, tél : 03 80 64 14 35.

## Emploi

■ Recherche maraîcher(e) bio désirant s'installer en Ile-de-France. Nous sommes une AMAP (250 adhérents) et disposons d'un terrain agricole municipal de 1,3 ha. Zone péri-urbaine 15 km sud Paris. Nous invitons un(e) agriculteur(trice) bio à s'y installer. Soutien associatif et municipal efficace, travail

en réseau avec d'autres producteurs, production préachetée (AMAP) : revenu et convivialité garantis.  
Contact : *Claude*, tél : 01 42 37 90 72, *annonces@ceres91.net* ou *Les Jardins de Cérés, 10, rue du Moulin de la Planche, 91120 Palaiseau.*

## Logement

■ **Tours.** Je cherche un petit appart avec allocation logement à un prix "normal". Je compte sur un circuit sympa. Caution parentale sans soucis. *Jérôme Duvigneau*, tél : 06 62 06 04 72.

■ Gard, Vaucluse, Drôme, Jura, ouest de l'Isère et autre, cherche location type 2 pièces de préférence étage d'une maison ou petit immeuble, avec conduit de cheminée, hors centre-ville, dans village, même situation isolée, montage ou plaine. Eventuellement possibilité d'achat. *Contact : 04 67 82 48 52.*

■ **Pyrénées-Orientales.** J'ai 40 ans, une grande fille, et je suis actuellement étudiante aux revenus modestes. Je cherche logement dans la région d'Albères. Echange, location ou colocation, je suis ouverte à toute proposition. *Arielle*, tél : 06 71 40 27 43.

■ En Drôme provençale, vendis partie d'un vieux village abandonné et totalement en ruine (5 ruines à céder sur 24 cadastrées). Site perché, plein sol, accessible uniquement à pied (15 mn ou 5 mn avec partie en 4x4). Source coulant toute l'année, vue exceptionnelle sur les Alpes. Idéal base pour écovillage. Pas de certificat d'urbanisme. Il n'a pas été demandé. En attendant, excellent pour la yourte ! 38 000 €€ pour les lecteurs de *Silence*. *Patrick*, tél : 04 75 28 86 81 entre 19 et 21 h.

■ Cherche à l'achat ou en location village ou hameau abandonné ou déserté, toute région. Etudie propositions par écrit. *Clément, BP 23, 13262 Marseille cedex 7.*

■ Etudiant en gestion forestière, cherche hébergement sur la commune des Gets (74) pour un stage avec l'ONF et la commune, du 22 mai au 22 septembre. *Famille Beck*, tél : 01 42 83 54 40.

■ **Lyon.** Je cherche une chambre à louer de 15 à 20 m<sup>2</sup> minimum dans une colocation sur Lyon ou dans les environs. Loyer 250 à 350 euros maxi par mois, à partir de juin 2006. Merci par avance de me contacter : *Esteban c/o le p'tit gavroche, 27, avenue de Flandre, 75019 Paris*, tél : 06 72 28 46 31, *pitgavroche@wanadoo.fr*

■ Femme seule avec un bébé, future naturopathe, cherche avec grand espoir un logement petit loyer (en location, colocation, sous-location, vie communautaire...) à la campagne, de préférence en Bretagne ou autour de l'Ardèche, mais pas trop isolé non plus car je ne suis pas véhiculée (même si je suis débrouillard). Je suis ouverte à toute proposition, à tout projet (de femmes très bienvenues !), associatifs, communautés de vie (autour de la santé, de l'éducation, culturels, de la nature...).

*Leïla, 06 71 82 48 14*  
ou 01 40 40 76 70  
ou *kahina93000@hotmail.com*



■ **Ardèche.** Jeune couple avec bébé, petit budget, cherche logement type T3 calme, secteur Joyeuse-Lablachère. Contactez-nous au 06 76 79 41 16 ou [pjh@hotmail.fr](mailto:pjh@hotmail.fr)

■ Jeune couple avec bébé, actuellement en location à Gignac (34) cherche maison à louer, plus à la campagne dans un village alentours, avec jardin ou grand hangar ou cour. Papa musicien, maman tailleur de pierre, sculptrice (actuellement au RMI pour s'occuper de son fils). Nous avons néanmoins de bonnes garanties. Loyer maxi de 460 € par mois, mais aussi possibilité échange de services, taille de pierre, apiculture, ébénisterie. *Sophie et Jonathan, tél : 04 67 66 38 98 ou 06 73 94 59 99.*

■ **Lyon.** Ma fille Pauline va étudier à Lyon à la rentrée prochaine. Je cherche donc un F2, si possible dans le centre, loyer maxi 400 €, charges comprises (APL + caution solidaire). En cas de petit loyer, j'accepte de payer une reprise si justifiée. S'il s'agit d'une "occasion unique", je suis prête à le louer dès cet été. Alors peut-être connaissez-vous ou louez-vous quelque chose, ou vous voulez déménager et éviter de payer les trois mois de préavis... Contactez-moi au 04 75 07 10 87 et je viendrai vous voir. Merci.

## Vacances

■ **Centre Finistère**, à Pleyben (entre Châteaulin et Quimper), loue une maisonnette (fin de semaine ou plus) au sein d'une petite ferme bio, à 30 minutes en voiture de la mer, pour personne ayant un esprit nature. Possibilité de faire de l'équitation (trois poneys Datmoor, Shetland et Haflinger), 230 € la semaine. Possibilité d'hébergement en gîte d'étape, condition à définir. *Fatima, Jacques et leurs enfants Gibrill (8 ans) et Sarah (3 ans) au : 02 98 26 38 93.*

■ J'aimerais échanger ma maison au mois d'août pendant dix à quinze jours. C'est une petite maison de village, très simple, avec un grand jardin, dont un potager en bio, dans le sud-Lubéron. J'y vis avec mon fils de 5 ans avec qui je partagerai. J'ai souvent échangé et souhaiterai le faire avec des personnes proches de moi, "esprit Silence" pour résumer en deux mots. Je suis ouvert à toute proposition, mer ou montagne... mais aussi jardin, et plutôt côté nature que ville. *Antoine Calendra, rue Basse-de-la-Fourmi, 84240 Peypin-d'Aigues, antoinecalendra@tele2.fr*

## Divers

■ Vends 100 € scie sur table Ryobi, modèle ETS 1831 achetée neuve 199 € fin 2004. Puissance 1800 W, lame 315 mm de hauteur de coupe 83 mm à 90°, 60 mm à 45°. Dimension de la table : 80x55 cm, sans rallonge + rallonge 80x40 cm. Poids total 52 kg dont piètement démontable. Peu servi, bon état, à prendre sur place. Parfaite pour déblayer, mais pas de chariot. *Claux Guy, La Côte, 19380 Saint-Chamant, tél : 05 55 28 08 38, guyclaux@wanadoo.fr*

■ Thèse de linguistique générale et appliquée "Espéranto et jeu de mots dans l'œuvre de Raymond Schwartz (1894-1973), en français (car conçue et produite pour un lectorat et un jury universitaires francophones), 1200 p. soutenue en 1985 à ParisV. Restent disponibles cinq exemplaires photocopiés sans reliure. 42 € + frais d'envoi. *Marie-Thérèse Lloancy, tél/rép : 05 59 30 56 21 ou 06 75 96 42 84.*

## Biocarburants

Suite à l'article *Biocarburants, mauvaise solution*, paru dans le numéro 329, j'aimerais apporter quelques éléments à ce sujet. Première confusion assez répandue : celle entre diesel et gasoil : le premier désigne le moteur mis au point par Rudolf Diesel (en utilisant de l'huile de lin) et le second est un carburant d'origine fossile et décrié pour les gaz à effet de serre qu'il émet et sa nocivité envers la santé. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

Il faut ensuite distinguer les différents biocarburants : éthanol (distillat transformé), diester (huile chimiquement transformée) qui sont des produits polluants proposés par les industriels ; et les huiles végétales pures (tournesol, colza) qui sont — coïncidence ? — proposés par des paysans.

"La biomasse ne pourra pas remplacer complètement le pétrole" nous dit Total. Mais les biocarburants ne prétendent pas remplacer en totalité le pétrole ; il faut évidemment diminuer la consommation ! Il dit aussi "les terres servent essentiellement à l'alimentation" : c'est faux. Elles servent déjà beaucoup à fabriquer des sous-produits industriels (textiles, drogues, médicaments, bois, sucre, complément de fourrage) et en plus forte proportion dans notre pays où seulement 15 % du blé cultivé, par exemple, est destiné à faire du pain.

"L'éthanol consomme 1/3 de plus pour produire..." et l'huile végétale ? Un agriculteur a besoin de brûler un volume pour en produire cinq. On oublie également qu'une partie des biocarburants pourrait être issue du recyclage de l'huile de cuisson (des restaurants) que nous utilisons de toute façon. "Érosion des sols", "consommation d'eau", "usage d'intrants" : c'est un problème de mode culturel, pas de production. La bio répond à cela. Donc je considère que le problème de l'énergie est avant tout celui du choix de société que nous devons faire car la solution est plus politique que technique. Il faut surtout diminuer radicalement notre consommation de carburants. Mais je tenais à préciser ces arguments car j'attends des militants une rigueur dans les arguments plus importante que les médias dominants. D'autant plus que les opposants peuvent se servir de pareilles approximations pour nous décrédibiliser. Enfin, on peut appliquer aux carburants le scénario négawatt conçu pour sortir du nucléaire (seulement 15 % de l'énergie consommée) qui propose une démarche intelligente et réaliste (sobriété – efficacité – renouvelable).

**Pascal ■**  
Toulouse.

## Agenda 21 en Isère

De janvier à mai 2006, l'Isère organise vingt-six réunions publiques pour informer sur l'agenda 21 et le développement durable. Ceci afin de mener à son terme je cite "un grand projet collectif pour l'Isère et pour la planète". Pour mener à bien ce projet, le conseil général de l'Isère s'est adjoint l'aide de la société *Ramball Management*. La lecture du site internet de ce cabinet en dit long sur ses intentions (...): promotion du néolibéralisme, des délocalisations, des innovations de "management", de la "simplicité administrative" (...). Si Ramball s'intéresse aux collectivités locales, c'est parce que le document cadre que constitue l'agenda 21 place les autorités locales comme les acteurs majeurs du développement durable. Ramball pourrait en fait bien être le faux nez de la directive Bolkenstein qui fait tant débat. La rhétorique y est la même, les objectifs identiques et les moyens également. Le gouvernement des vingt-cinq étant unanimes pour soutenir le projet de directive, les résistances possibles, hormis les citoyens, peuvent être les collectivités locales. Il convient donc de les coraquer habilement afin de ne pas freiner la croissance économique en instituant l'agenda 21. Notons que c'est le vice président du conseil général, le Vert Serge Revel qui pilote cette opération ou plutôt cette embrouille.

**Raymond Carras ■**  
Isère.

## Dettes

Dans l'article "Pays en voie de développement ?" (n°332, page 48), vous dites : "La France avoue... (Comme si c'était honteux !) une dette supérieure à 1000 milliards d'euros auxquels il faut ajouter ce qui manque pour payer les futures retraites soit à peu près autant". Lorsque monsieur Breton ajoute 800 milliards d'euros (les futures retraites) à la dette française, il veut accréditer l'idée qu'il y a trop de fonctionnaires (donc trop d'enseignants et d'infirmières ?), que la France est quasiment ruinée et qu'il n'y a bien sûr pas d'argent pour les chômeurs et les pauvres en général. Il préconise, pour sortir de la situation, trois médiations : baisser les dépenses (supprimer les fonctionnaires !). Augmenter la croissance (avec son cortège de destructions de l'environnement). Vendre les actifs non stratégiques (privatisations)...

Ce qu'il ne dit pas, c'est que l'augmentation de la dette s'est construite par la diminution constante des impôts sur le revenu des plus riches et des "charges" pour les entreprises au profit des actionnaires. Dans un premier temps, on diminue les impôts des riches, et dans un deuxième temps, on emprunte, à ces mêmes riches, et contre intérêts, l'argent qui manque.

La dette publique en France, comme dans les pays en voie de développement, est un moyen subtil de captation des richesses et de domination. Autrement dit, si la dette n'existait pas, il faudrait l'inventer !

**Pierre Guilloux ■**  
Orne.



## Broyeurs à compost

Au sujet des broyeurs à compost (n°332, p.39), je pense qu'il faut laisser la nature faire la décomposition à son rythme, ce qu'elle fait très bien. Pour les paysans qui ont suffisamment d'espace, il n'est pas compliqué d'entasser les branchages au pied des haies ou en lisière de bois, voire dans les creux. Ce n'est pas un nid à épine... En Suisse, il existe même des aides pour laisser ces tas de branchages au sol, ainsi que les tas d'épierrement (au titre de "zones de compensation écologiques"), car ils servent de refuge à toute une faune, comme les carabes, qui sont des très grands consommateurs de limaces... En France, il faut les déduire des surfaces déclarées pour les aides PAC, comme les arbres... Pour les jardiniers n'ayant vraiment pas assez de place, une alternative au sécateur et aux broyeurs à rotors : un billot et une serpe !

**Raphael Baltassat** ■  
Haute-Savoie.



DR

## Broyeur à compost (2)

C'est une véritable religion, et monothéiste de surcroît : le compostage en tas serait la seule solution au recyclage de la matière organique. Si c'est partiellement vrai au pays de Rudolf Steiner, c'est largement erroné en France alors, agissons localement.

Si dans la nature, autour de chez vous, la matière organique laissée au sol se décompose facilement (sans former de tourbe), le compostage en tas n'est pas la meilleure solution pour vous. Si vous ne souhaitez pas faire travailler la dangereuse, énergivore, polluante et guerrière industrie des engrais azotés, ne négligez pas la fixation d'azote non symbiotique. De nombreuses bactéries (*Azotobacter*, *Azospirillum*, *Bacillus*...) fixent de l'azote en dégradant la matière organique (de l'ordre de 12 à 20 mg d'azote fixé par gramme d'oses consommé). Dans un sol non gavé d'azote on peut arriver à 100 kg/ha/an, largement assez pour la majorité des cultures saines. Encore faut-il que ces bactéries puissent travailler dans leurs conditions optimales : en surface ou en sub-surface. Dans un tas de compost, aussi aéré soit-il, ce sont d'autres micro-organismes qui dégradent la matière organique, sans fixer d'azote. Dans une rotation bien conçue, le compostage en surface est très facile à intégrer, soit lors d'intercultures, soit par le paillage que de nombreuses cultures (choux...) apprécient. Pour des raisons trop longues pour être développées ici, les branches d'un diamètre supérieur à 1 cm n'ont pas leur place en compostage et seront plus utiles en restant en un tas qui mettra quelques années à se décomposer, mais abritera hérisson ou couleuvre, précieux auxiliaires du jardinier. Bien sûr, le tas de branches n'est pas conforme à la vision que les revues nous donnent du jardin idéal.

Tous les rédacteurs en jardinage connaissent cela. Les raisons qui en amènent certains à le taire sont peut-être à chercher dans l'importance de la publicité dans leur revue. Le compostage en tas amène à acheter des engrais azotés, des broyeurs, de l'énergie, des pesticides... Il n'est pas décroissant, mais peut-on seulement l'appeler bio le tas de compost ?

**Patrice Néel** ■  
Ardeche.

## Leconte n'est pas bon

Suite au n°332, en tant que lecteur abonné de *Silence*, et sociétaire et client à la Nef, je précise encore que Leconte n'est pas bon ! Votre interview n'apporte, pour moi, rien de positif au niveau du rapport au nucléaire de cette personne. Il ne faut pas perdre de vue que ce monsieur doit toucher sa retraite au CEA (donc pas de regret pour lui) et qu'il doit émarger aux différents postes qu'il occupe toujours dans la mouvance nucléaire. C'est beau de s'occuper des déchets que l'on a cautionné et aidé à produire. Il peut toujours avoir des doutes, il n'a qu'à prendre sa carte chez les Verts. Je suis vraiment en colère et choqué par la complaisance de vos commentaires. C'est bien, la non-violence, mais quand même...

**Henri Bertolin** ■  
Alpes-de-Haute-Provence.

## Qualités de Leconte

J'ai beaucoup apprécié la rencontre avec Philippe Leconte. Pour ma part, comme membre de la Nef, je considère que l'opinion de M. Leconte sur le nucléaire ne doit pas être prise en compte quant à la décision de le porter à la tête du conseil de surveillance. Seule importe sa compétence dans le domaine de la gestion bancaire. Sa qualité d'ancien polytechnicien est a priori une garantie d'aptitudes intellectuelles qui devrait lui permettre de maîtriser les règles du système bancaire et d'essayer d'assurer la survie et même le développement de la Nef dans un environnement plutôt hostile. (...) Par contre, comme opposant au nucléaire, je crois que Philippe Leconte est dans l'erreur (...). Enfin peut-être que son appartenance à l'institution nucléocrate pourrait nous apporter des informations souvent couvertes par le secret défense !

**Alain Arcillon** ■  
Bouches-du-Rhône.

## Leconte n'est pas bon (2)

Je ne comprends pas comment vous pouvez écrire "Philippe Leconte ne contribuera à aucun moment de sa carrière au développement de l'énergie nucléaire". Croyez-vous sérieusement qu'on peut être directeur du CEA, sans contribuer au développement du nucléaire ? (...) Dans un article publié par le CEA, Philippe Leconte (...) explique que "le stockage en profondeur coûte moins cher que le stockage en surface dans des installations d'entreposage qui doivent être surveillées". Philippe Leconte œuvre depuis 2002 pour une solution qui aboutit en 2006 au stockage définitif des déchets nucléaires à Bure. Au sujet de la Nef, j'ai noté que plusieurs lecteurs se demandent pourquoi la Nef a choisi comme président Philippe Leconte. La direction de la Nef a fait le choix d'abandonner la structure associative pour créer une société financière, dans le but d'arriver le plus rapidement possible à la création d'une banque. A aucun moment, ce choix d'aller vers la création d'une banque à part entière n'a fait l'objet d'un réel débat. Des sociétaires parisiens qui ont tenté il y a quelques années de poser la question "Faut-il que la Nef devienne une banque ?" n'ont pu influencer la décision de la direction (...). Pour devenir une banque et plaire aux organismes de tutelle, il faut se débarrasser de l'image associative écolo-antroposophe pour endosser le costume rayé du banquier traditionnel. (...) Dans ce cadre-là, on comprend mieux que Philippe Leconte ait été choisi. Outre ses qualités personnelles, il sert surtout de caution morale à la Nef qui démontre ainsi qu'elle est prête pour devenir une vraie banque.

**Christophe Reveille** ■  
Maine-et-Loire.

## Leconte Tezos ?

Dans le numéro 332, panégyrique sur Philippe Leconte : il y a les "Bobos" (bourgeois-bohèmes), il y a aussi des "Tezos" (pour technocrates-schizophrènes), avec ces technocrates qui, jusqu'à leur dernier souffle, profitent des privilèges que le système assure à ses collaborateurs les plus efficaces et se donnent bonne conscience en fleurant avec les alternatifs. Si Philippe Leconte reconnaît s'être trompé durant sa carrière, il peut écrier le montant de sa retraite au niveau du Smic et verser l'excédent aux personnes qu'il a (par passivité) contribué à détruire, comme les cancéreux du Niger ou du Limousin, les mutilés de la thyroïde victimes du nuage de Tchernobyl... L'argent sale le sera moins.

En 1986, les installations nucléaires comme l'institut Laue-Langevin à Grenoble étaient pourvues d'instruments de mesure de la radioactivité extérieure, Philippe Leconte connaissait donc la gravité de la contamina-

tion et a certainement, comme les cadres d'élite d'EdF et du CEA, fait avaler à tous ses proches les salvatrices pilules d'iode. Il n'a pas informé la population mais est resté solidaire de sa profession. Si demain la Nef est en danger, informera-t-il les sociétaires ou restera-t-il solidaire du conseil d'administration ? Les sociétaires de la Nef qui y conservent leur compte sont avertis et ne pourront pas se plaindre.

(...) En tous cas, la rédaction de *S!lence* aura réussi à animer le courrier des lecteurs.

**Patrice Néel** ■  
Ardèche.

## Leconte est bon ?

C'est sans doute littéralement vrai et je ne verrais pas d'inconvénient, après que vous ayez relayé les nombreuses indignations suscitées par sa nomination à la tête du conseil de surveillance de la Nef, à ce que vous fassiez, en quelque sorte, amende honorable, si votre article ne sentait pas autant la volonté de "calmer le jeu", en protégeant une institution que vous n'avez pas toujours épargnée.

Pour m'être moi-même, en privé comme en public (pré-AG 2005 à Nîmes et AG 2005 à Lyon), élevé contre les attaques dont Philippe Leconte était l'objet, je n'en suis que plus à l'aise pour apporter une légère correction à la manière dont vous relatez sa position lorsque le président du directoire a consulté le comité d'éthique de la Nef à propos d'une convention de partenariat avec *Sortir du Nucléaire*.

(...) Je me souviens parfaitement que Philippe Leconte, tout en exposant à l'égard du nucléaire les nuances dont vous rendez compte dans votre article, émit alors un vote négatif, considérant que *Sortir du Nucléaire* se présentait comme un agglomérat d'associations pour certaines politiquement engagées et trop excessives dans leurs exigences. Plutôt que dire.

je vous cite : "II a soutenu l'ouverture d'un compte épargne à la Nef, dont

les intérêts profitent au réseau *Sortir du Nucléaire* ...", j'aurais préféré lire : "II ne s'est pas opposé à ...". J'ajoute que le tout-puissant président du directoire ne visait à cette occasion qu'à faire entériner sa décision par un comité d'éthique dépourvu de tout pouvoir, autre que celui d'émettre quelques timides recommandations, raison pour laquelle je lui remis ma démission en septembre dernier. (...) Puisque vous évoquez vous-même le problème de la transparence des décisions, c'est en effet l'un des aspects du fonctionnement très peu démocratique d'une coopérative dont la taille devient telle — plus de 13000 sociétaires — qu'elle ne peut plus se contenter des méthodes d'un centralisme bureaucratique. Il appartiendrait aux socié-

## Vingt et unième

"Oh ! Regarde, l'usine à nuages !"  
S'écriaient les enfants en bas âge.  
Belle innocence nous dirait l'adage.  
Raisonnons avant qu'il ne se propage.  
Détrompons-nous, adultes. Nous aurions  
Tôt fait d'user de l'imagination  
Infantile comme instrument vicieux.  
Si nucléaires devenaient les cieux !  
"Regarde le nuage en champignon"  
S'écria le bambin si près du front.  
La science a été détournée, dit-on.  
Puisqu'elle l'est trop souvent, réfléchissons.  
Pourquoi ne pas détourner nos têtes  
De tous ces scientifiques qui s'entêtent ?  
Simplifions-nous face à nos défaites ;  
Décroire ne serait pas si bête.

**Fanch Garnier** ■  
Loire-Atlantique.

taires de quitter la position de client pour celle de consommateur, mais rien n'est fait pour encourager cette indispensable mutation. A ce niveau, les convictions intimes et énergétiques du président du conseil de surveillance me préoccupent infiniment moins que sa capacité à sortir la Nef de l'ornière dans laquelle elle s'enfoncé, comptant essentiellement sur une stratégie de coopération européenne pour régler le problème de l'emploi de ses ressources, alors qu'il y a urgence à renforcer sa capacité de production de dossiers de prêts, la mission confiée à la Nef par les épargnants, n'étant pas. que je sache, de thésauriser, fût-ce via le Crédit coopératif.

**Georges Pons** ■  
Gard.

## Karrek-Ven

J'attire votre attention sur l'article paru sur le n°330, page 18, concernant le bateau Karrek-Ven. J'aimerais que vous fassiez un démenti ou mieux, un article dénonçant les agissements des adultes vivant sur ce bateau. Ci joint un article du *Journal du Dimanche* du 15 janvier 2006 les dénonçant.

J'ai été un peu estomaquée quand j'ai lu l'article déguisé pour récolter des fonds ! On croirait que c'est encore un bateau de pêche ! Je suis moi-même une ancienne jeune de l'association *L'école en bateau*, pour vous dire que je connais très bien de quoi il s'agit.

**Elisabeth Rigot** ■  
Gers.

*S!lence*: *S!lence* a essayé d'enquêter un peu pour en savoir un peu plus sur cette affaire mais n'a pas trouvé des éléments permettant de trancher définitivement sur la question. Le *Karrek-Ven* était-il un bateau-école prétexte à des pratiques pédophiles ? Ou les "grands médias" tentent-ils de discréditer toute forme d'éducation différente ? Ce qui est sûr, c'est qu'il ne sert plus de bateau-école actuellement, mais de bateau de tourisme.

## Occitan

Je viens d'écrire à notre hebdomadaire en langue occitane *La Setmana* pour les informer d'un de vos articles, passionnant pour nous : "Résistances au Lyon-Turin", dans le n°332. (...) Je leur signale que vous êtes bien une revue française et qu'on chercherait vainement dans les quatre pages de l'article, quelque chose qui pourrait laisser subodorer que la sortie du tunnel du TAV est en Occitanie et qu'un dixième des pancartes de la manifestation du 16 novembre 2005 était non pas en italien mais en occitan. Ce n'est pas grave, c'est tellement systématique, en France.

En Italie, on fait plus attention aux langues minoritaires et moins de gens y ignorent que les JO se sont déroulés en grande partie en territoire de langue d'oc, un peu en franco-provençal. La loi italienne 482 de 1999 y est pour quelque chose et 161 000€ ont été consacrés à la visibilité de la chose. En France, il a fallu 500 numéros pour que le gouvernement finisse par convenir que *La Setmana*, bien que rédigée complètement en occitan, faisait bien partie de la presse française, mais maintenant ça y est. (...) En Espagne, le statut catalan, s'il n'est pas trop déformé par les amendements des Cortès, reconnaît l'occitan comme langue du Val d'Aran. C'est bien, il reste du boulot pour les Occitans de France.

**Jamme Surpas** ■  
Dordogne.

## Dieu existe...

(...) Un jour de grand froid à Langogne, nous avons cherché refuge dans l'église et, dans le coin que j'ai photographié, nous avons ri en pensant à *S!lence* ... (...)



**Marie Gallon** ■  
Lozère.

## Tribunes

(...) Alain Claude Galtié a écrit, dans un vieux numéro, "Sous les tribunes... a quoi peuvent bien servir ces « colloques » où on ne peut pas débattre". (...) Selon lui, de tels rassemblements avec tribunes, publics et orateurs, ne favoriseraient pas les échanges profonds et durables... mais plutôt les jeux de pouvoir. Dans plusieurs contextes, je perçois des éléments de vérité dans son exposé retransmis par *S!lence*. Là où s'expriment des leaders, des vedettes médiatiques, des universitaires avec le regard d'une



profession dominante, des politiciens, etc., donc des gens mis en avant par leurs diplômes ou statut social, il y a peu de place pour un dialogue. Mais ce n'est pas juste pour tout ce qui émerge aujourd'hui en vue de coordonner le changement inévitable à venir. Il y a des personnes d'expériences personnelles, comme des Pierre Rahbi en agriculture et recours à la terre, comme Patrick Baronnet en construction autonome, des artisans (...), etc. qui ne sont pas bardés de diplômes, non associés aux professions dominantes, capables d'une pensée libre, et dont la tribune, si on leur en accorde une, est toujours constructive, car elle éveille l'esprit de ceux qui écoutent ce que ne dit pas leur journal quotidien, ou leur cercle habituel. Il y a aujourd'hui beaucoup d'éléments importants que l'on nous cache sciemment, et que l'on peut apprendre dans ces rencontres. Je sais par expérience que dans le domaine de la santé, il est extrêmement difficile de dire certaines vérités, et que même les journaux écologistes ou alternatifs ne s'aventurent pas facilement en ce domaine dangereux. Donc organiser des rencontres avec des tribunes d'expression libre, sans attaques de personnes, mais des faits qui éclairent, est une grande nécessité de notre temps. (...)

**Janine Favre** ■  
Drôme.

## On peut faire une omelette sans casser des œufs

"Aujourd'hui, on a appris à faire un gâteau" me dit la puéricultrice, à la crèche. "Super, dis-je à mon fils, alors tu as cassé des œufs ? — Ah non, précise la puéricultrice, les œufs de poule, on n'a plus le droit ! On utilise des œufs liquides, en sachets, déjà mélangés". C'est ainsi qu'aujourd'hui on apprend aux enfants à faire un gâteau en mélangeant le contenu uniforme de différents sachets plastiques prédosés... Et n'espérons pas nous rattraper à l'occasion d'un gâteau d'anniversaire confectionné à la maison : la crèche n'accepte que les gâteaux industriels dans leur emballage fermé ! Mesure d'hygiène ? Principe de précaution poussé jusqu'à l'absurdité, car vous avez déjà entendu parler d'un enfant mort ou gravement malade suite à un empoisonnement par gâteau d'anniversaire ? Si le même principe de précaution était appliqué à la voiture (tout de même plus de 5000 morts par an), on obligerait les parents à accompagner leurs enfants à l'école à pied ! Ne soyons pas naïfs, ces réglementations ne révèlent pas une volonté de protéger nos enfants, mais le formidable travail de manipulation du lobby agro-alimentaire, destiné à nous faire perdre définitivement l'habitude de nous alimenter autrement que par des produits industriels transformés !

**Anne** ■

## Artisans du monde

En réponse au courrier de Dominique Lunault publié dans le numéro 330, nous sommes fort étonnés d'apprendre que nous n'aurions jamais répondu à des questions. Elles ne nous sont en effet jamais parvenues. Quoi qu'il en soit, ce courrier appelle de notre part quelques rectifications factuelles : "Artisans du monde communique sa décision de ne plus vendre ses produits auprès de la grande distribution" : Artisans du monde n'a jamais vendu de produits portant son logo dans la grande distribution. La question s'en est un temps posée, elle a été débattue et tranchée par un vote massivement négatif lors de l'assemblée générale de 2005.

"Artisans du monde faisant partie de la centrale d'achat Solidar'monde dont Max Havelaar est actionnaire" : Artisans du monde est actionnaire, le second par ordre d'importance, de cette centrale. Il est erroné de dire que Max Havelaar en est actionnaire : ce n'est nullement le cas et en conséquence Max Havelaar ne

peut donc choisir de "quitter" Solidar'monde puisqu'il n'y est pas entré. "Minga ne fait plus partie de la plate-forme du commerce équitable" : assurément, et d'autant plus que Minga n'en a jamais fait partie. "Artisans du monde pourrait-elle communiquer le montant des subventions perçues et l'utilisation qui en a été faite" : la fédération Artisans du monde reçoit effectivement des subventions de ministères, de l'Union européenne, des collectivités territoriales. Un commissaire aux comptes examine la gestion des finances de l'association, qui sont présentées et examinées lors de son AG et n'ont rien de confidentiel. Voir [www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org)



En ce qui concerne l'Afnor, Dominique estime que la fédération Artisans du monde n'a pas suffisamment communiqué sur les raisons des désaccords entre les "acteurs du commerce équitable". Nous considérons en effet qu'il est plus important pour l'avancée du débat public, d'exprimer publiquement nos désaccords par rapport à un texte, ce que nous avons fait à plusieurs reprises, plutôt que par des critiques ouvertes et stériles à l'encontre des acteurs du commerce équitable. Nous n'avons eu de cesse de tenir informés les membres du mouvement des avancées et des difficultés que nous avons éprouvées pour faire valoir un commerce équitable digne de ce nom, avec des réelles exigences et de véritables garanties.

**Fédération Artisans du monde** ■  
Paris.

## Courrier contre courriel

Le lecteur qui ne jure que par les courriels (dans le Courrier des lecteurs du 333) soulève un problème important. S'il lit votre revue, c'est qu'il en éprouve les causes. Or le courrier existait avant l'électricité, indispensable à l'utilisation d'Internet. Vous serait-il possible de calculer ou de faire calculer l'énergie grise nécessaire à l'envoi d'un courriel et celle pour une lettre ? (...)

**Dominique Ayrat** ■  
Lot.

## Lâchers de ballons

Les lâchers de ballon, aussi beau que cela puisse paraître, m'ont toujours laissé sceptique, mais lorsque la clôture d'une manif anti-OGM se fait par un lâcher de ballons, je n'y comprends plus rien ! Les ballons sont la plupart du temps en latex, est-ce satisfaisant pour les laisser évoluer dans l'air ? Je serais intéressé par un avis, une réflexion... En attendant l'abolition totale de cette pratique...

**Jean-Michel Manfroï** ■  
Maine-et-Loire.

## Des hommes, des chevaux, une terre...

Je lis depuis des années la revue *Silence* tous les mois ; j'y pioche de nombreuses informations utiles et j'y découvre de nombreuses choses mais aujourd'hui le numéro de février 2006 m'a interpellée et je me suis sentie, en tant que personne salariée depuis dix ans sur l'association Ferme équestre de Gauchoux-Bas, diffamée.

Comment se peut-il que deux journalistes aient le droit d'écrire (p33) "Alan reprend avec deux autres personnes une ferme" : Alan ne reprend pas, la ferme existe depuis longtemps et mon mari s'y est installé depuis 1987, date de la création de l'association qui permettra un développement d'accueil en plus de celui de paysan ! Comment se peut-il que deux journalistes parlent "d'une association servant de façade" ? De quoi parle-t-on quand on sait, et je le sais, car j'étais la personne gestionnaire de cette association, quand on sait que la Sarl s'est créée en 2000 (non pas après



Alban Labouret



la séparation) et que nous avons fonctionné, dès 1999, avec des conventions dont j'ai les originaux. L'association n'était pas une façade et c'est diffamant que d'en parler ainsi quand on sait ce qu'elle est. Comment se peut-il que deux journalistes parlent, sans aller vérifier une quelconque information, que "ceux qui sont salariés ne souhaitent pas mettre leur salaire en commun" ? S'il y a un collectif, il est à Gauchoux-Bas et je suis vraiment choquée au plus profond par ce que je lis. Où est la déontologie de l'information ? A Gauchoux-Bas, les gens qui sont là depuis le début sont éberlués par ces propos et profondément atteints. (...) C'est en tant que directrice de l'association (...) que je demande un rectificatif pour les propos totalement diffamants et erronés. (...) J'étais loin de penser que S!lence pouvait écrire sans vérifier ses dires. Je suis sous le choc !

**Carole Met** ■

Directrice de l'association Ferme Equestre Gauchoux Bas Haute-Vienne.

J'étais salarié de l'association Ferme équestre de Gauchoux-Bas en 1999 en contrat emploi jeune pour l'accompagnement de jeunes en grandes difficultés accueillis par l'association (...) puis à partir de janvier 2001 pour le groupement d'employeur Fil créé par la toute nouvelle SARL Domaine de Gauchoux et Jérôme Keller (...). L'association Ferme équestre de Gauchoux n'a jamais été une façade de pratiques équestres ou je ne sais quoi, elle utilise les richesses humaines et naturelles qui l'environnent à des fins éducatives et pédagogiques en direction des différents publics qu'elle accueille. A propos de la séparation des structures, elle n'a pas pour origine une volonté ou non de partager les salaires ! C'est moi qui avais proposé à l'ensemble du groupe au moment où j'étais en emploi jeune de faire le point sur l'ensemble des revenus de chacun (financiers ou non) et de les redistribuer équitablement. La famille Le Gall se faisant faire construire leur maison n'avait pas vraiment milité pour cette proposition (...).

Je trouve l'article insultant pour tous ceux qui ont cru à ce qu'ils faisaient, qui y ont mis toute leur énergie ; je regrette que vous ne soyez pas descendu à Gauchoux-Bas, juste pour confirmer les infos.

**Julien Durif** ■  
Loire-Atlantique.

*S!lence : Les auteurs — bénévoles — de cet article ont fait une série de reportages sur le réseau Repas. Gauchoux-Haut en fait partie. Le reportage a été fait sans que nous ayons eu connaissance de Gauchoux-Bas. Lorsque nous faisons des reportages, nous n'avons pas les moyens de mener de véritables investigations. Nous faisons confiance aux personnes que nous rencontrons. La plupart du temps, cela fonctionne très bien, mais quelquefois des personnes déforment la réalité ou "omettent" de mentionner certains points importants. Cela a peut-être été le cas ici et nous sommes vraiment désolés si cet article a causé du tort à certaines personnes.*

## A bas le travail ?

(...) J'ai parfois eu l'impression de lire dans S!lence des articles visant le travail. Personnellement j'aime l'oisiveté mais j'aime aussi le travail (choisi), et j'ai l'impression que depuis un siècle, le travail diminue et même disparaît. Si en 1950, pour des raisons d'emploi, d'environnement ou de qualité de vie, les Français avaient voté non au tracteur, à la bagnole, aux centrales électriques ou aux avions, ils auraient eu raison sans doute mais aujourd'hui encore les femmes iraient au lavoir et la France serait une grande curiosité touristique ; les jeunes seraient tentés d'immigrer comme le font les jeunes Africains et on est bien obligé de se poser des questions.

**Alain Cochet** ■  
Puy-de-Dôme.

# 25<sup>e</sup> Foire éco-biologique

## Rouffach d'Alsace

Tél. 03 89 78 53 15  
Fax 03 89 49 73 78  
[www.ecobiorouffach.org](http://www.ecobiorouffach.org)

# du 25 au 29 mai

## Ascension 2006

*Prospérité et décroissance*



## Nuages

Gilles Clément  
Ed. Bayard  
2005 - 200 p. - 17 €€

Gilles Clément connu pour ses jardins en mouvement, s'intéresse ici au jardin d'en haut, tout aussi mouvant, celui des nuages. Profitant d'un mois de bateau entre Le Havre et Valparaiso (au Chili), il décrit les lieux qu'il voit et nous plonge avec bonheur dans les connaissances scientifiques que l'on a des nuages, leur rôle dans la régulation des climats, les tempêtes toujours possibles, leur participation au cycle de l'eau... Beaucoup de très bonnes réflexions qui nous amènent insensiblement à nous plonger dans nos relations avec la nature, à apprendre à la respecter et à l'aimer. Le voyage peut alors commencer simplement en levant la tête... ou en se plongeant dans cet agréable ouvrage. FV.

## Africains si vous parliez

Mongo Beti  
Ed. Homnisphères  
2005 - 320 p. - 20 €€



En 1972, Mongo Beti, romancier camerounais renommé, est violemment censuré en France pour avoir publié chez l'éditeur Maspéro le livre "Main basse sur le Cameroun". De 1978 à 1991, il publiera dans la

revue *Peuples Noirs, peuples africains*, de nombreux articles qui analysent la politique française en Afrique et en dénoncent le caractère colonial : soutien aux dictatures contre les peuples, pillage des ressources, du pétrole en particulier. Ce livre est une reprise de ces articles... quinze ans de néo-colonialisme où l'arrivée de la gauche en 1981 n'a rien changé. En 1991, Mongo Beti rentre au pays et y ouvre une librairie indépendante qui lui permettra tout juste de survivre. Mort en 2001, sa femme a fait le choix des textes de cet ouvrage. Beaucoup d'intellectuels africains doivent ainsi survivre dans le silence de nos dictatures. Un témoignage et des questions toujours posées. MB.

## Mémoires d'outre-mère

Guy Bedos  
Ed. Stock  
2004 - 198 p. - 16,50 €€

La tendresse n'est pas du copinage et Guy Bedos reste malgré tout un de nos hommes de chevet. Pas plus que



Balzac, il n'a été gâté par sa mère, laquelle sert de prétexte ou d'exutoire à cette mise à jour de ses mémoires. Les comiques qui nous rendent tristes sont les plus douloureux et ce ne sont pas ses intermèdes mitterrandiens qui vont nous rendre plus gais. Encore moins ses hommages à Rocard qui montrent, sauf à douter gravement de Bedos, qu'il n'a pas cessé de se boucher les oreilles depuis qu'il ne vote plus socialiste que "les yeux fermés" (cf. sa phrase "avant je votais socialiste les yeux fermés, maintenant je me bouche les oreilles"). Ouvrir ce livre nous aide à ouvrir les yeux et c'est un conseil qui n'a pas besoin d'être délayé. Non seulement je l'ai lu, mais je le relirai. Michel Guérin.

## Demokrazia Euskal Herriarentzat Démocratie pour le pays basque

Demo  
Ed. Gatuzain (25, rue d'Espagne, 64100 Bayonne)  
2005 - 330 p. - 17 €€

En 2000, commence les actions des Demo en pays basque. Ce mouvement pour la démocratie en pays basque a fait le choix de la non-violence et avec humour, a mis en scène un certain nombre de questions liées au pays basque : reconnaissance de la langue et donc de la culture, reconnaissance politique par la création d'un département basque, regroupement des prisonniers politiques pour éviter les aller-retour meurtriers sur les routes... Les actions

parfois spectaculaires (imitation d'un accident de voiture, occupation d'un mur de prison, remplacement de la signalisation en langue basque, libération des Marianne...) leur vaut vite une répression, des matraquages et quelques procès. Lors de certains procès, la salle est évacuée en force, provoquant les protestations des associations de défense des droits humains... Après 2002, le mouvement semble retomber et ne plus gérer que les suites juridiques. Le livre retrace cette effervescence non-violente avec de nombreuses photos à l'appui. MB.



## Le déshonneur de Valéry Giscard d'Estaing

Gilles Perrault  
Ed. Fayard  
2004 - 90 p. - 10 €€

Il est arrivé à la mort de son prédécesseur, tout fringant et flinguant, sous couvert d'une hypocrite décence, un concurrent qui valait probablement mieux que lui, même si ce dernier ne payait pas d'impôts grâce à lui. Il était jeune, il était beau, il sentait bon l'anglais thé chaud, il jouait de l'accordéon. Dans les Rotary et autres cercles dits d'influence il étalait un parcours brillant, pour finir par s'étaler et quitter l'Elysée sous les huées. Mais le pire n'aura pas été les diamants de Bokassa, ni les safaris et autres chasses sanglantes, mais cette chasse du Comte Zaroff, comme un révélateur de tare, qui fit perdre la tête à un seul homme, Christian Ranucci, sacrifié à des ambitions personnelles. Malgré une admirative tendresse pour Gilles Perrault, j'y ai lu une énormité : "en condamnant à mort, les cours d'assises ne font que proposer l'exécution".

Voilà une façon d'exonérer les magistrats statutaires ou occasionnels qui perdure et perd durablement les vestiges de respect qui devrait mériter la justice. A lire ce livre, il est patent qu'elle n'en mérite guère, ce que confirme le *Canard Enchaîné* du 28 septembre 2005 en titrant un article : "France championne d'Europe de l'univers carcéral". En écrivant ces lignes, je pense à Redha, incarcéré pour trois ans à Lyon, parce qu'il était témoin d'un vol de portable. Il est vrai qu'il venait d'avoir un an de prison pour vol d'un vélo. Pourtant sa mère est blanche, comme toutes les Charolaises, mais son père pas, qui lui a laissé un nom à dormir derrière les barreaux. Michel Guérin.

## ROMANS

## Telle est La Question

Pascal Holtzer  
Ed. Le Cerisier  
2005 - 214 p. - 10,50 €€

Le théâtre s'appelle "La Question". La pièce qui va être jouée est de Shakespeare. Le premier acte peut commencer ? En nous présentant les acteurs un par un, l'auteur tisse doucement le drame : du factotum à la représentante du ministère, du jeune premier au régisseur dealer de drogue, de l'auteur maudit au directeur proche de la retraite, tous les ingrédients sont là pour que les accusations fument quand le corps de l'artiste en résidence est retrouvé dans le sous-sol du théâtre. Accusation et fausses solutions, tout s'enchaîne de plus en plus vite... jusqu'à la chute finale. Un polar très littéraire superbement mis en scène. FV.

## Durer jusque-là

Laurence Albert  
Ed. HB (04300 Forcalquier)  
2005 - 134 p. - 14 €€

Après la catastrophe, il faut essayer de survivre. L'héroïne a réussi à trouver une cave, pas trop loin d'une rivière et d'une ancienne conserverie de poissons, de quoi boire et manger. Alternant scène de la survie quotidienne et souvenir d'enfance, l'auteure nous entraîne dans l'apartenance du désastre...

C . D .

## Et si on sortait

Jean-Yves Chetail  
Ed. Réseau Sortir  
du nucléaire, 9, rue Dumenge,  
69004 Lyon  
2005 - 12 titres - 10 €  
(+3 € de port)

A travers ces chansons clairement antinucléaires, Jean-Yves Chetail décline les dangers de cette énergie : "Combien d'enfants de Tchernobyl!", "Assez du nucléaire" et le très réussi "Locomotives radioactives". Il propose, dans autant de chansons, des alternatives : "La valse des éoliennes", "Les capteurs solaires", "Les vieux moulins"... pour un recueil de chansons militantes qui feront le bonheur des soirées et des manifestations sur ce thème. FV.

## Plu Meven

Espéranto Bretagne,  
6, rue J.-P.-Calloch,  
22000 Saint-Brieuc.  
2004 - 15 titres - 15,15 €€

Le groupe Espéranto-Bretagne a mis en place depuis maintenant quelques années une chorale de haut niveau qui revoit les musiques du monde en langue internationale. Sous la baguette de

Franjo Provost, elle-même espérantophone, chef de chœur et professeur de musique, ce CD propose des adaptations de chansons d'origines française, zaïroise, néerlandaise, hispanique, russe, polonaise, cubaine, galicienne, canadienne... Excellent niveau musical, belle démonstration de l'adaptabilité de l'espéranto aux différentes cultures. MB.

## Stéphane's blues

Ronan Pinc Quartet  
Ed. Le micro Bleu (La Ville Piron,  
22550 Ruca)  
2006 - 14 titres - 15 €€

Stéphane Grapelli a fait la promotion du jazz pendant presque tout le vingtième siècle et est l'auteur de musiques de films restées célèbres (Les Valseuses). Ronan Pinc Quartet lui rend hommage avec quatorze reprises dans ce CD qui présente l'originalité d'avoir une pochette en papier recyclé et d'être livré sans emballage plastique. FV.

dont on ne saura jamais rien de précis. La décroissance risque de ne pas être joyeuse en cas de catastrophe de cette ampleur (une guerre nucléaire ?). Si l'histoire est sombre, c'est écrit, heureusement, de manière fort agréable. FV.

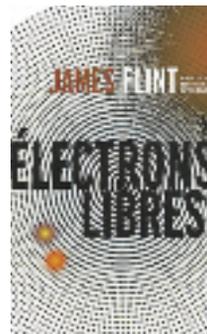


## Electrons libres

James Flint  
Ed. Au diable Vauvert  
(30600 Vauvert)  
2005 - 550 p. - 24 €€

Ce livre s'inspire d'un fait réel ; un artiste qui a cherché à se procurer de la matière radioactive pour créer la première œuvre d'art contaminée. Ici, le héros est le fils de cet artiste qui, parce que ses parents étaient des anti-nucléaires, a choisi de travailler dans une base britannique de l'OTAN. Un jour, arrive à son travail une boîte mystérieuse envoyée par son père qu'il a

perdu de vue. Commence une longue quête pour en retrouver la trace, quête qui nous mène à travers les Etats-Unis sur les différents lieux où se manipule l'atome. Le plus étrange dans ce roman est qu'il est illustré par des photos de lieux réels qui poussent le lecteur à croire qu'il s'agit de la réalité. Les discours pro et antinucléaires sont repris sans analyses, le héros du livre semblant passer à travers le débat. C'est très bien écrit, mais cela laisse une impression bizarre et dérangement. MB.



## Meurtre d'une milliardaire suisse

Joachim Sebastiano Valdez  
Ed. L'Ecailler du Sud  
(Marseille)  
2005 - 390 p. - 9 €€

Une riche héritière suisse veut réformer le capitalisme en lui donnant un côté plus humain. Elle est retrouvée morte dans sa résidence du Luberon. Le début d'une enquête sur les méandres des multinationales. Si l'intrigue est bien menée, on pourra regretter le côté militaro-scientifique excessif du fait du choix d'une femme gendarme comme héroïne. FV.



B . D .

## La vérité sur le bio

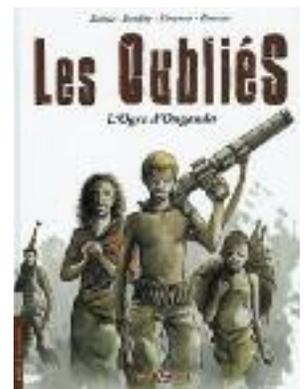
Monsieur B  
Ed. Albin-Michel  
2005 - 56 p. - 10 €€

Sous forme de planches d'une page, une succession de gags plus ou moins drôles sur le bio, les OGM, la malbouffe... plutôt moins que plus, malheureusement. MB.

## Les oubliés

Boinet, Bonifay, Derenne,  
Barroux  
Ed. Bamboo  
2005 - 48 p. - 12,50 €€

En Ouganda, les groupes armés s'affrontent, violent les jeunes filles et envoient les jeunes garçons au front. Dans le camp d'une ONG (qui coédite l'ouvrage), Otieno, jeune rescapé, réapprend difficilement à vivre. Voyage au centre du travail humanitaire au-delà des interventions d'urgence. Beau dessin, mais scénario assez ténu. FV.



## Cuba 57, sous le ciel de la Havane

Stefano Casini  
Ed. Mosquito,  
(38120 Saint-Egrève)  
2006 - 52 p. - 13 €€

Le héros du livre, marin, débarque pour quelques jours de repos à La Havane, en 1957. C'est alors un régime corrompu, une sorte de mini Las Vegas pour riches Américains en mal de jeux et de prostitution. Bien malgré lui, il se



VIDEO

## Les damnés du Kosovo

**Michel Collon et Vanessa Stojilkovic chez Michel Collon, 68, rue de la Caserne, 1000 Bruxelles 2000 - 78 mn - 9 €€**

Michel Collon est un journaliste indépendant qui nous avait enchantés avec son livre *Attention médias* sur les manipulations faites par les armées engagées dans la première guerre du Golfe (1991). Dans ce film, une dizaine d'interviews des minorités du Kosovo montrent à l'évidence que la révolte des Albanais du Kosovo n'est pas le fruit du hasard, mais une stratégie mise en place par l'OTAN pour s'implanter dans la région, sous couverture de la KFOR, force d'intervention de l'ONU.



Les Etats-Unis y voient un moyen de contrôler certaines ressources minières, mais aussi le passage du gaz et du pétrole. On y découvre comment l'UCK, armée de libération, a bénéficié d'une collaboration entre milieu mafieux et forces américaines. Les témoignages, datant de 2000, sont certes forts, mais l'absence d'entretiens avec les mouvements de la société civile kosovar crée vite un malaise : ce pamphlet anti-OTAN fait l'impasse sur l'origine du conflit qui a permis ensuite la manipulation. MB.

retrouve en contact avec les révolutionnaires castristes qui pour se faire connaître sur la scène internationale décident d'enlever le champion automobile Fangio lors d'une course automobile. Le début de la révolution est en route. Une fort agréable histoire annoncée en quatre tomes pour nous rappeler l'immense espoir qu'a provoqué l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir il y a tout juste cinquante ans. MB.

## L'affaire du voile

**Pétillon Ed. Albin Michel 2006 - 56 p. - 12,50 €€**

Après le succès de *l'Enquête corse*, Pétillon plonge son héros Jack Palmer dans une affaire de disparition au sein des mouvances islamistes. L'occasion pour l'auteur de se plonger avec délice dans les débats actuels sur l'islam. Pétillon sait nous faire rire de manière intelligente sur un sujet a priori casse-gueule (le livre est sorti au même moment que l'affaire des caricatures du

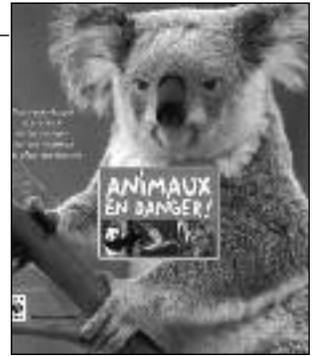
prophète !). C'est finement observé et parfaitement crédible, et de la même manière que les Corses avaient apprécié son enquête, Pétillon ne devrait pas s'attirer les foudres de l'islam. Le scénario fait de quiproquos ne se transforme pas en jugement ou en dénonciation. C'est un vrai travail de journaliste que fait l'auteur. Quant à la chute de l'histoire, elle est excellente... MB.

ENFANTS

## Animaux en danger !

**avec le WWF Ed. Gallimard Jeunesse 2005 - 80 p. - 18 €€**

Ce beau livre destiné aux enfants à partir de 9 ans, est une suite de reportages sur des animaux en voie de disparition, classés en fonction des milieux où ils vivent et avec une présentation des causes de la menace : déforestation, feux de forêt, trafic d'animaux, chasse, expansion humaine, sécheresse, pêche, pollutions, maladies... toutes ces causes



étant provoquées par l'homme. Un beau livre d'initiation à la protection de la faune sauvage. FV.

## Bilouba

**Marianne Quiquandon (Crulhes, 63880 Le Brugeron) 2005 - 78 p. - 12,90 € (+ 2,50 € de port)**

Les petits et les plus grands se régaleront avec cette histoire d'un petit rhinocéros qui se voit confier la mission de sauver la Terre en transmettant un message d'amour aux humains destructeurs. Une quête initiatique qui rappelle le côté onirique d'un film comme *Kirikou*. Pour tous ceux qui aiment rêver. FV.

## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **L'inventivité démocratique aujourd'hui**, sous la direction de *Géraldine Brausch et Edouard Delruelle*, éd. Cerisier (B 7033 Cuesmes, Belgique), 2005, 200 p. 12 €. Le discours libéral nous parle de l'épuisement des processus démocratiques... afin de mieux nous préparer sans doute à des mesures autoritaires. Pourtant, il n'en est rien. Si l'Etat-Providence cède du terrain, si les syndicats ne sont plus porteurs des révoltes, d'autres formes d'organisations sociales apparaissent. Ce livre, issu de rencontres à Liège, en a repéré plusieurs : l'action juridique, l'éducation permanente, le média-activisme, les associations (en particulier les réseaux autour de l'altermondialisme), et même les thérapies parallèles. Ouvrage hétérogène.
- **Faire face à la pauvreté et à l'uniformisation mondialiste**, *Christian Siméon*, éd. L'Harmattan, 2005, 174 p. 16 €. Face à la marchandisation libérale, il faut profiter des interstices pour expérimenter d'autres formes d'organisation sociale et économique et espérer ainsi, en les reliant, définir "un autre monde". L'idée est séduisante et s'appuie notamment sur les écrits de François Partant, mais en narrant différentes initiatives sans recul, cela manque de perspective : mettre sur un même plan les SELs et le microcrédit, la révolte du Chiapas et le commerce équitable est pour le moins insuffisant. Les premiers sont clairement anticapitalistes, pas les seconds.
- **J'attends une maison**, Ed. La Pierre Verte, maison du Jardinier, 81500 Garrigues, 2006, 576 p. 26 €. Deuxième édition avec 72 pages de plus et un système d'indexation pour ce guide de l'écoconstruction de plus en plus complet.
- **Le jeu vous va si bien !** *Pascal Deru*, éd. Le Souffle d'Or (Hautes-Alpes), 2006, 300 p. 17 €. De bonnes réflexions sur ce que jouer veut dire, sur l'intérêt d'échanger par le jeu, sur les possibilités des jeux coopératifs et d'autres jeux de société... De bonnes anecdotes sur le sujet, mais un arrière-goût commercial par le fait que ne sont présentés que des jeux du commerce, en faisant totalement l'impasse sur ce qui est la base de nombreux jeux de groupes, de plein air : leur gratuité !
- **L'homme à la main verte**, *Alain Baraton*, éd. du Rouergue (Aveyron), 2006, 190 p. 29 €. Reprise des chroniques de l'auteur sur France-Inter. Description savoureuse des plantes et des animaux du jardin.
- **Tofu et soja**, *Hu Shao Bei*, Ed. La Plage (Hérault), 2006, 120 p. 19,50 €. Le soja et son dérivé le tofu sont à la base de l'alimentation végétarienne : riche en protéines, il remplace la viande. Livre de recettes avec de superbes photos.
- **Dictionnaire pratique de la diététique**, *Dr Eric Ménat*, éd. Grancher (Paris), 2006, 528 p. 26,50 €. Un livre qui présente de manière médicale et avec une grande précision tous les avantages et inconvénients connus des aliments, mais avec très peu de commentaires sur la manière de les associer.

## ✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

## 📄 Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h  
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

## ✉ Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

## 📄 Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 lundi et mardi  
10h-12h et 14h-17h

## ✉ Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

## ✉ Distribution en Belgique :

Brabant-Écologie - Route de Renipont, 33  
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48  
CCP 000 15 19 365 54

## ✉ Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8  
tél : (41) 22 740 46 12  
CCP 17-497696-4

**Imprimé** sur papier 100 % recyclé  
blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot  
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité  
de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés  
des informations que l'on nous communique.  
La reproduction des textes est autorisée,  
sauf avis contraire, sous réserve d'en indi-  
quer la source et le nom des auteurs  
(photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 2<sup>ème</sup> trimestre 2006

Tirage : 8500 ex

**Editeur :** Association Silence

Permanence : mardi 10h-12h et 14h-17h  
☎ 04 78 39 55 33

**Président :** Xavier Sérédine

**Vice-président :** Jacques Caclin

**Trésorière :** Myriam Cognard

**Secrétaire :** Madeleine Nutchey

## RÉALISATION DE LA REVUE

**Directrice de publication :**

Madeleine Nutchey

**Secrétaires de rédaction :**

Michel Bernard et Michel Jarru

**Gestion et abonnements :** Michel Jarru

**Maquette et publicité :** Patrice Farine

**Stands, lieux de dépôts :** Dorothee Fessler

**Rédaction :** Michel Bernard, Alain-Claude

Galtié, René Hamm, Esteban Montoya,

Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret,

Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli,

Francis Vergier

**Dessinateurs :** Lasserpe, Mahlen, Farine

**Correcteurs :** Emmanuelle Pingault,

Sarah Martinez, Raymond Vignal,

Françoise Weité

**Photographes :** El Brujo, Marie Clem's,

Maxime Gatineau, Greenpeace, Alban

Labouret, Survie, Pierre-Emmanuel

Weck - 1D Média.

**Et pour ce numéro :** Christiane Bessenay,

Jean-Pierre Berlan, Marguerite Descamps,

Samuël Foutoyet, Daniel Julien, Jonathan

Ludd, Vincent Martin, Paulette Mazoyer,

Dominique Masset, Mireille Oria, Reine

Rosset, Ardiouma Sirima, Fabrice Tarrit,

Myriam Travostino, Odile Tobner,

Bernard Valette.

**Couverture :** Farine

# Bon de commande

**Anciens numéros** - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

## Numéros régionaux

### ☐ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents 6 €

### ☐ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 6 €

### ☐ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démon. Iskatola. Abbadia. Nola-Mohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia 6 €

### ☐ 298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Bioloopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité 6 €

### ☐ 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17 6 €

### ☐ 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofoulié. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires 6 €

### ☐ 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. 6 €

### ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées

Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Le Millepatte. Prommata, Equitable 4 €

☐ **Annuaire de la presse alternative**, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

## Autres numéros

### ☐ 300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs... 4 €

### ☐ 304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense... 4 €

### ☐ 310 Nature politique de l'écologie

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoïn 4 €

### ☐ 311 OGM Violence marchande

Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. 4 €

### ☐ 314 Le réseau REPAS

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. 4 €

### ☐ 315 Décroissance et non-violence

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires 4 €

### ☐ 316 Réflexions fêtes

Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio 4 €

### ☐ 317 Vivre à la campagne sans voiture ?

Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération 4 €

### ☐ 320 Ecologie et cultures alternatives

Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie 4 €

### ☐ 323 L'écologie au quotidien

Santé : les soins par les abeilles. Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! 4 €

### ☐ 324 Voyages au pays de chez soi

Alternatives : la bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. Energies : une technologie qui tombe pile 4 €

### ☐ 327 De nos [in]cohérences

REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire 4 €

### ☐ 328 Décroissance, social et emploi

Téléphone portable : gadget de destruction massive. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche 4 €

### ☐ 329 Désobéissance civique

Une Ecozac à Paris. Wwoof autour de la Terre. La maison de l'Écologie de Lyon. Téléphone portable (2) 4 €

### ☐ 330 Des entreprises solidaires

Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance 4 €

### ☐ 332 Créons des médias alternatifs

Transports : résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volontaires : stratégie payante ? Auroville : une utopie en marche 4 €

### ☐ 333 Terre, terroir, territoire

Tchernobyl : des enfants dans la tourmente. Cinéma : sonder l'abîme. Voyages : autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique 4 €

# Abonnement

## France métropolitaine

|                                     |       |           |
|-------------------------------------|-------|-----------|
| ☐ Découverte 1 <sup>ère</sup> année | 6 n°  | 15 €      |
| ☐ Particulier                       | 1 an  | 40 €      |
| ☐ Institution                       | 1 an  | 80 €      |
| ☐ Soutien                           | 1 an  | 50 € et + |
| ☐ Petit futé                        | 2 ans | 65 €      |
| ☐ Groupés par 3 ex                  | 1 an  | 100 €     |
| ☐ Groupés par 5 ex                  | 1 an  | 150 €     |
| ☐ Petit budget                      | 1 an  | 25 €      |

## Suisse

|                                     |      |       |
|-------------------------------------|------|-------|
| ☐ Découverte 1 <sup>ère</sup> année | 6 n° | 25 FS |
| ☐ Particulier                       | 1 an | 60 FS |

## Autres pays et Dom-tom

|                                     |       |           |
|-------------------------------------|-------|-----------|
| ☐ Découverte 1 <sup>ère</sup> année | 6 n°  | 22 €      |
| ☐ Particulier                       | 1 an  | 45 €      |
| ☐ Institution                       | 1 an  | 90 €      |
| ☐ Soutien                           | 1 an  | 50 € et + |
| ☐ Petit futé                        | 2 ans | 70 €      |
| ☐ Petit budget                      | 1 an  | 40 €      |

## je règle un total de :

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

**France :** Règlement à Silence,  
9, rue Dumenge,  
69317 Lyon cedex 04

**Belgique :** Règlement à Brabant-  
Écologie, Route de Renipont, 33,  
B - 1380 Ohain  
tél : 00 32 2 633 10 48  
CCP 000 15 19 365 54

**Suisse :** Règlement à Contratom  
CP 65 - CH 1211 Genève 8  
tél : (41) 22 740 46 12  
CCP 17-497696-4



## Passeurs d'espoir 1.

Marie-Hélène  
et Laurent de Cherisey  
Ed. Presses de la  
Renaissance  
2005 - 360 p. - 20 €.



Avec leurs cinq enfants de cinq à quatorze ans, les de Cherisey parlent de refaire le monde et d'en faire le tour. Avec l'aide des ONG Initiatives et Ashoka, ils ont

identifié quatorze "entrepreneurs sociaux", à travers le monde, qu'ils iront rencontrer. En lien avec l'association Reporters d'espoirs qu'ils ont co-fondée, ils réaliseront quatorze reportages de 52 minutes pour France 5.

Ils rencontrent notamment, au Brésil, Suzana qui repeuple la forêt du Sud-ouest brésilien, Rodrigo qui apporte l'information dans les écoles, à un demi-million de jeunes des favelas de Rio, Fabio qui stoppe l'exode rural en offrant l'électrification aux fermiers de la région de Porto Alegre, Ercilia qui crée et gère une entreprise de produits détergents pour en partager les bénéfices avec les plus nécessiteux de Sao Paulo.

En Bolivie, ils font la connaissance de Josefina qui vient en aide aux enfants "invisibles" (donnés ou vendus comme travailleurs domestiques dans des familles d'accueil) de Cuzco. Au Pérou, ils révèlent comment Albina "fait de l'or" avec les ordures de Lima. Aux USA, Dick leur montre comment, à Richmond, il parvient à réduire les tensions sociales, et Jeff, à Pittsburg, comment il réduit les dépenses de maladie de plus de 50 % et les transforme en dépenses de santé. En Thaïlande, Weera fait réaliser par des jeunes, dans trois cents écoles, des émissions de télévision, Pisit, dans le Sud, aide plus de quarante villages à avoir l'eau potable et à faire revenir les poissons. Au Cambodge, Christian et Marie-France, fondateurs de l'association *Pour un sourire d'enfant*, permettent à quatre mille enfants d'être scolarisés, au lieu, pour la plupart, de travailler sur la décharge de Phnom Penh,

Martin, d'Enfants du Mékong, se bat pour permettre aux plus pauvres d'aller à l'école à Sisophon, ville de non-droit, de corruption, de prostitution et de drogue...

On peut lire ce livre comme un carnet de voyage, on trouve beaucoup de descriptions, avec des photos, surtout de ce qui diffère de chez nous — donc d'un point de vue ethno-centré et non anthropo-logique. On aurait pu, certes, approfondir davantage l'observation pour mieux comprendre en quoi ces détails dans la manière de vivre sont légitimes et logiques en eux-mêmes et dans leur milieu environnant — et non en référence à notre mode français de vie. Mais ce sera déjà, pour beaucoup de lecteurs, une grande découverte de savoir, par exemple, qu'il n'y a pas de sapin de Noël partout, qu'il y a des pays où les journées commencent à 5 ou 6h (et que commencer à 7h, c'est retarder tout le monde ou qu'en arrivant chez quelqu'un à 22h, on le fait se relever du lit), que le petit déjeuner (avec lait et tartines) est une singularité et non une généralité, etc.

On peut le lire comme roman d'initiation, ce sont les aventures de sept personnes en quête de sens et qui font leur apprentissage de la vie au contact du monde qui existe au-delà de leur monde. On lit, au travers des annotations qui accompagnent les observations, comment se construit peu à peu une "carte" du monde chaque fois plus conforme au "territoire" de la réalité. Cette construction aboutira-t-elle ou avancera-t-elle significativement ? Nous le saurons peut-être dans le tome 2 (prévu en avril 2006). Ici, nous n'avons que des prémices éparses de cette construction.

Cela se lit aussi comme l'histoire d'une famille, à travers une tranche de vie de quatorze mois. Comment, un couple, à partir de la vision de ce qu'est, pour lui, une famille, s'organise et agit pour la concrétiser, chaque jour et dans la durée. Le sous-titre du livre "Quel monde pour nos enfants ?" est à lire, ici, aussi au premier degré (les enfants de ce couple). Cet aspect est, à mon goût, l'un des plus réussis et exemplaire.

Enfin, il peut être lu comme un livre d'espoir. Tous ces personnages et les auteurs sont des "passeurs d'espoir". On y lit que, alors que tout va mal, quelqu'un pense que ce n'est pas une fatalité et qu'en voyant son monde

## LE LIVRE DU MOIS



## Peut-on sortir de la folle concurrence ?

Ingmar Granstedt  
Ed. La ligne d'horizon  
(7, villa Bourgeois,  
92240 Malakoff)  
2006 - 98 p.

Ingmar Granstedt est l'auteur d'une brochure que Silence diffuse depuis fort longtemps *Du chômage à l'autonomie conviviale* qui présente comment en utilisant au mieux leur temps libre, les chômeurs peuvent auto-produire une grande part de leurs besoins. L'auteur y posait la question de la diminution progressive du temps de travail au fur et à mesure que se mettaient en place des formes de solidarité au niveau local et associatif... et posait la question de savoir ce qui relevait encore de la sphère économique. Ce texte de 1982 trouve ici un prolongement qui s'inscrit dans la réflexion de la mouvance altermondialiste : Ingmar Granstedt analyse qu'une grande partie de nos maux provient de la concurrence éfrénée entre des structures capitalistiques entraînées par leur propre logique. Plutôt que de baisser les bras, il demande, comme le fait aussi Jean-Claude Besson-Girard dans *Decrescendo Cantabile* le droit à l'expérimentation et propose d'essayer ses expérimentations alternatives en tenant compte d'un certain nombre de critères : d'une part, au niveau de la production, en cherchant à faire en sorte que les entreprises utiles se fournissent en amont et vendent en aval le plus localement possible, que les consommateurs accompagnent ce mouvement en cherchant les produits les plus locaux possibles, que les services publics soient protégés et comme les Etats sont de plus en plus défaillants, que cela passe par des initiatives entre les employés et les bénéficiaires de ces services (ce qui ouvre un débat sur leur régionalisation éventuelle). Il donne une image parlante de ce qu'il faut rechercher : "La première image serait une carte du monde comme celles montrant le réseau des compagnies d'aviation : des traits sautant l'espace, reliant les villes du monde en tous sens (...) chaque compagnie aérienne se battant pour sa part de marché (...) C'est l'image de notre situation actuelle, avec des moyens de production puissants mais interdépendants, éparpillés dans le monde et reliés d'amont en aval en filières transnationales (...). La seconde image serait une carte du monde ressemblant aux cartes routières très détaillées : à côté de quelques grands axes principaux apparaîtraient partout de petites routes secondaires reliant de façon très dense des points rapprochés. Ce pourrait être l'image du monde après un remaillage des territoires et un sérieux changement d'échelle de la plupart des moyens de production. On y verrait combien une large autonomie de fait des territoires locaux peut les préserver de l'invasion économique réciproque". Il ne croit pas à un changement par nos représentations politiques actuelles : "Il faut d'abord prendre les initiatives partout où elles sont possibles à l'intérieur de ce cadre contraignant (...) et créer ainsi progressivement un mouvement de fond dans la société qui fera apparaître le changement du cadre légal comme une nécessité politique majeure (...). En particulier, il faudra définir comment protéger ces initiatives croissantes contre le risque d'être à nouveau exposées à une concurrence qui pourrait les détruire". Un texte passionnant pour débattre localement... et ne nous dites pas qu'il est trop cher : il est téléchargeable gratuitement sur le site [www.lalignedhorizon.org](http://www.lalignedhorizon.org). MB.

autrement, celui-ci devient autre. C'est en se reliant directement à ce qui nous entoure immédiatement, sans attendre un "sauveur", que l'on contribue le mieux à l'enrichissement de la vie.

Un livre riche, très riche, donc, quelle que soit la lecture qu'on en fera. Rendons grâce donc aux auteurs de nous rendre un peu plus humain.  
Jean-Pierre Lepri.